

Rapport d'activités

Aux termes du décret du 18 novembre 2018
relatif au développement de l'action d'éducation permanente
dans le champ de la vie associative

Fédération Wallonie-Bruxelles



CPCP
Centre Permanent
pour la Participation
& la Citoyenneté

Avenue des Arts,
50\bt 6
1000 Bruxelles

N° d'entreprise :
0409 117 690
RPM Bruxelles
BE67 3101 6586 0487

02 318 44 33
info@cpcp.be
www.cpcp.be

Janvier >
Décembre

2021



1. TABLE DES MATIÈRES

1. IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION	5
2. NATURE DE LA RECONNAISSANCE DONT BÉNÉFICIE L'ASSOCIATION	6
3. ÉVOLUTION GLOBALE DE L'ASSOCIATION	7
3.1. STRUCTURE DE DIRECTION DU CPCP	7
3.1.1. Assemblée générale et Conseil d'administration	7
3.1.2. Direction	8
3.2. MÉTIERS ET ACTIVITÉS DE SOUTIEN (RH, ADMINISTRATION, ENCADREMENT ET COMMUNICATION)	9
3.2.1. Ressources humaines	9
3.2.2. Outils de communication	9
3.3. STRUCTURE TERRITORIALE	11
3.4. STRUCTURE PÉDAGOGIQUE	11
3.4.1. Pôle Animation-Participation	11
3.4.2. Pôle Formation	18
3.4.3. Centre d'Archives et de Documentation	27
4. LES AXES DE RECONNAISSANCE	28
4.1. AXE 1 DU DÉCRET : PÔLE ÉDUCATION PERMANENTE	28
4.1.1. Démarche méthodologique... en temps de crise sanitaire	28
4.1.2. Le Pôle en chiffres	30
4.1.3. Les collaborateurs	30
4.1.4. Formation continue	30
4.1.5. Principales actions et réalisations	32
4.1.6. Partenariats	36
4.1.7. Développement des thématiques d'action	37

4.2.AXE 3 DU DÉCRET : PÔLE RECHERCHE & PLAIDOYER	73
4.2.1. Quel a été le développement des principaux thèmes des analyses et études ? Quelle évolution éventuelle de ces thèmes par rapport au dossier précédent ?	73
4.2.2. Tableau synthétique des analyses et études produites en 2021	79
5. COMPTES ET BILAN 2021	94
5.1. ANNEXE 1A : COMPTES	94
5.2.ANNEXE 1B : RAPPORT DU COMMISSAIRE	96
5.3.ANNEXE 1C : DEMANDE DE DÉROGATION AUX CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT	100
5.4. ANNEXE 1D : PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20 JUIN 2022	102
5.5.ANNEXE 1E : TABLEAU JUSTIFICATIF DES AMORTISSEMENTS	108

1. IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

Nom : **Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation ASBL**

Sigle : **CPCP**

Adresse du siège social : **Avenue des Arts, 50\bte 6 – 1000 Bruxelles**

Adresse du siège d'activité : **Avenue des Arts, 50\bte 6 – 1000 Bruxelles**

Téléphone : **02 318 44 33**

E-mail : **info@cpcp.be**

Site internet : **www.cpcp.be**

Numéro de compte bancaire : **BE67-3101-6586-0487**

Numéro d'entreprise : **4091.176.90**

Correspondant : **Marie-Sarah Delefosse, directrice générale**

Adresse : **Avenue des Arts, 50 – 1000 Bruxelles**

Téléphone : **02 318 44 33 – 0499 69 93 14**

E-mail : **delefosse@cpcp.be**

2. NATURE DE LA RECONNAISSANCE DONT BÉNÉFICIE L'ASSOCIATION

Préciser si la reconnaissance est demandée en tant que :

Association

Préciser sur quel(s) axe(s) et catégories de forfait porte la demande de reconnaissance :

Axe 1 Catégorie de forfait : **(Art. 6 de l'arrêté) Forfait §2 : 35 points**

Champ d'action territorial : **Communauté française**

Axe 3 Catégorie de forfait : **(Art. 23) Forfait §2 : 30 points**

Champ d'action territorial : **Communauté Française**

3.1. STRUCTURE DE DIRECTION DU CPCP

3.1.1. Assemblée générale et Conseil d'administration

L'Assemblée générale s'est réunie deux fois en 2021 : une assemblée générale extraordinaire le 18 janvier 2021 et une assemblée générale ordinaire le 21 juin 2021. Au vu du contexte sanitaire, cette dernière s'est déroulée en distanciel.

L'Assemblée générale était composée comme suit :

Monsieur Luc Albarello	Madame Alda Greoli	Monsieur Charles-Ferdinand Nothomb
Madame Daphné Bourgoing	Madame Bernadette Lambrechts	Madame Véronique Salvi
Monsieur André du Bus	Monsieur John Lewis (administrateur délégué)	Monsieur Gauthier de Sauvage (président)
Monsieur Philippe Charlier	Madame Vanessa Matz	Monsieur Henri Swinnen
Monsieur Clément Crohain	Madame Fatima Moussaoui	

En 2021, le Conseil d'administration s'est réuni à cinq reprises. Au 21 juin 2021, il est composé comme suit :

Monsieur Luc Albarello	Madame Alda Greoli	Madame Véronique Salvi
Madame Daphné Bourgoing	Madame Bernadette Lambrechts	Monsieur Gauthier de Sauvage (président)
Monsieur André du Bus	Monsieur John Lewis (administrateur délégué)	
Monsieur Philippe Dedobbeleer	Madame Vanessa Matz	

Le renouvellement des instances qui a débuté en 2019 avait notamment à cœur d'atteindre la parité en matière de genre. Cet objectif a d'ailleurs été confirmé par l'Assemblée générale en janvier 2021, qui a acté dans ses statuts qu'au moins un tiers des membres du CA devaient être d'un sexe différent de celui des autres membres. Au 21 juin 2021, le Conseil d'administration est devenu paritaire, l'Assemblée générale est à un membre de le devenir.

3.1.2. Direction

Olivier Lanotte assume les fonctions de directeur depuis décembre 2019. Politologue de formation, il a rejoint le CPCP en 2015 en tant que coordinateur du Pôle Publications & Prospectives. Marie-Sarah Delefosse l'a rejoint depuis mars 2020 en tant que directrice adjointe. Psychologue du travail et des organisations de formation, elle a travaillé deux ans au sein du Pôle Publications & Prospectives du CPCP (entre 2017 et 2019). Travaillant en binôme, ils assument la coordination globale de l'ASBL. En décembre 2021, le Conseil d'administration les a nommés respectivement directeur administratif et financier et directrice générale.

Travaillant en binôme, ils assument la coordination globale de l'ASBL. Leurs missions spécifiques sont détaillées ci-dessous :

Olivier Lanotte	Marie-Sarah Delefosse
<p>Missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> › Gestion financière de l'ASBL, en lien avec l'Administrateur délégué › Élaboration de la vision stratégique de l'ASBL en lien avec le Comité de Coordination et le Conseil d'Administration 	<p>Missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> › Mise en œuvre de la vision stratégique du Conseil d'administration › Coordination des pôles et des équipes › Coordination directe des services généraux › Coordination des projets › Représentation sectorielle et relations extérieures de l'ASBL › Gestion des ressources humaines

Ils travaillent en collaboration étroite avec John Lewis, administrateur délégué et rendent compte à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration.

3.2. MÉTIERS ET ACTIVITÉS DE SOUTIEN (RH, ADMINISTRATION, ENCADREMENT ET COMMUNICATION)

3.2.1. Ressources humaines

Au vu du prolongement de la situation et afin de maintenir l'équilibre financier de notre ASBL nous demandons, pour l'année 2021, l'immunisation des subsides accordées par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de notre agrément EP¹.

En 2021, le pôle Éducation permanente a occupé 9,6 équivalents temps plein au sein de l'axe 1 – soit dix collaborateurs et cinq équivalents temps plein au sein de l'axe 3.2 – soit sept collaborateurs.

Une partie des collaborateurs prestent à temps partiel dans un des axes et travaillent également au sein d'un autre pôle. Ceci s'inscrit dans le cadre de notre politique de renforcement systématique des dynamiques de transversalité entre nos différents pôles d'activités. Cette transversalité favorise l'échange d'expertise et de pratiques entre les collaborateurs issus des différentes équipes. Elle permet en particulier aux pôles d'Éducation permanente (axe 1 et 3.2) de bénéficier des apports ponctuels de plusieurs collègues travaillant les mêmes thématiques dans d'autres pôles du CPCP.

3.2.2. Outils de communication

3.2.2.1. Site internet

- Base de données de tout le contenu du CPCP : analyses, études, articles et outils EP, Formations, projets Participation, actualités du CPCP...
- Trafic annuel : trente mille visiteurs (uniques).

3.2.2.2. Newsletter générale

- Bimestriel qui présente l'actualité du CPCP, articles de fond qui se basent sur des questions « du terrain », écrits par les animateurs EP, dernières publications, etc.
- Base RGPD : environ deux mille inscrits avec un taux d'ouverture de 35 à 54 %.

¹ Formulaire de demande de dérogation aux conditions de subventionnement en raison de la crise sanitaire Covid-19

3.2.2.3. Réseaux

- Facebook : relaye le contenu du site internet, les actions des partenaires, des articles de référence liés à nos thématiques.
- Nombre d'abonnés : deux mille cent soixante-cinq (au 15 mai 2022).

3.2.2.4. Outils de promotion divers

- Outils EP/Formations (Ogrenco).
- Catalogues et dépliants de promotion.
- Newsletters ponctuelles.
- Event Facebook.
- Réseautage.
- Stand.

3.2.2.5. Retours quantitatifs et qualitatifs

- Excellent référencement de nos pages sur les moteurs de recherche (principalement Google) qui se retrouvent régulièrement positionnées en première ou deuxième page de résultats de recherches.
- Effets :
 - > Nous recevons de nombreuses demandes de renseignements ainsi que des inscriptions spontanées aux FIC.
 - > La qualité de nos publications est de plus en plus reconnue. Les rédacteurs sont sollicités pour des interviews et nos collaborateurs sont invités comme personne ressource et orateur lors de conférences.
 - > Nous sommes également de plus en plus cités dans des travaux universitaires et autres.

3.3. STRUCTURE TERRITORIALE

Les activités du CPCP se déroulent sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Dans cette perspective, le CPCP dispose de trois unités d'établissement :

- **CPCP Bruxelles** (siège social + antenne de Bruxelles/Brabant wallon) : Avenue des Arts, 50 – 1000 Bruxelles.
- **CPCP Wallonie** : Rue du Lombard, 8 – 5000 Namur.
- **Centre d'Archives et de Documentation (CAD)** : Sentier du Gorla, 2 – 1348 Louvain-la-Neuve.

3.4. STRUCTURE PÉDAGOGIQUE

3.4.1. Pôle Animation-Participation

3.4.1.1. Enjeux de société

Selon *The Economist* (« Democracy index ») la Belgique est une « démocratie défailante »². En 2020, seul un tiers des Belges font confiance aux partis politiques (Enquêtes Cevipol). Le baromètre de la confiance politique constate une absence de liens avec les citoyens, un enthousiasme utilitaire tous les six ans et un manque de transparence (en termes d'accès à l'information, de suivi des politiques et de prise des décisions).

3.4.1.2. Objectifs du Pôle Participation

Afin de reconnecter le citoyen avec l'appareil politique belge et lutter contre les populismes, les extrémismes et l'euroscpticisme, nous souhaitons créer des ponts entre personnes différentes, rendre la société plus participative et inclusive en impliquant davantage les citoyens dans des processus décisionnels.

² « La démocratie mondiale connaît une très mauvaise année », *The Economist*, 1^{er} février 2022, [en ligne :] <https://www.economist.com/graphic-detail/2021/02/02/global-democracy-has-a-very-bad-year>.

NOTRE DÉFINITION DE LA PARTICIPATION (extrait de la Charte du CPCP, §3)

La PARTICIPATION désigne l'ensemble des modalités, voies et moyens, par lesquels s'exerce la citoyenneté. Elle exprime l'interaction entre le citoyen et la(les) communauté(s) composant la société dont il est membre. Cette interaction, multiforme, s'exerce à différents niveaux et différentes échelles, selon l'objet et les enjeux du débat : elle peut être individuelle ou collective, publique ou privée, proactive ou réactive, pérenne ou ponctuelle, tant dans le cadre de processus institutionnels que de mouvements ou actions non institutionnels. La participation est donc l'exercice par le citoyen, selon les modalités qu'il juge adéquates ou qui lui sont accessibles, de la part de souveraineté dont il est investi et des droits et devoirs attachés à cette souveraineté.

3.4.1.3. Objectifs spécifiques du Pôle Participation

Les objectifs spécifiques du Pôle Participation du CPCP sont d'éduquer à la démocratie profonde et à la gouvernance participative des collectifs en demande. Nous sommes particulièrement animés à recréer du lien, à sensibiliser aux techniques participatives pour apprendre à vivre une gouvernance participative en incluant des publics distants des formes conventionnelles de débats. Pour ce faire, nous souhaitons designer, (co)animer des exercices répliquables afin de favoriser l'auto-capacitation des citoyens et les outiller pour se réapproprier l'appareil politique.

Dans un volet « consultant » ou « accompagnateur », nous aidons des groupes à se former au participatif en co-instaurant des mécanismes pour ancrer la participation au sein de leur collectif. Enfin, au niveau local, nous voulons accompagner les communes, qui souhaitent entreprendre la transition participative, dans un rôle de consultant et développer un processus-type (mixte en ligne et en présentiel) sur lequel les localités pourraient s'appuyer pour impliquer les citoyens tant au niveau de la gouvernance que sur des projets communaux ponctuels, de résolution de conflits, etc.

3.4.1.3.a. « Les enjeux du Commerce équitable et local en Région de Bruxelles-Capitale » (atelier en ligne)

Dans le cadre d'une étude participative visant à connaître l'état des lieux de la situation du commerce équitable au sein des administrations et organismes administratifs bruxellois, le CPCP a animé un atelier participatif en ligne entre différents publics relevant du commerce équitable et du secteur des produits locaux.

L'objectif principal de cet événement est de confronter à la réalité du terrain les pistes de synergies entre dynamiques de commerce équitable Sud-Nord et de commerce équitable local. Cet événement a permis de mettre autour de la table – virtuelle – des acteurs habituellement en concurrence qui ont peu l'occasion de se rencontrer afin de trouver des synergies entre ces deux secteurs.

Pour cela, nous avons organisé un événement participatif en ligne, sur Zoom, le jeudi 21 janvier 2021. Cet événement a rassemblé 19 participants aux profils divers. Cette diversité d'acteurs nous a permis de construire des échanges enrichissants pour affiner nos propositions de pistes de solution et cerner au mieux les mécanismes, les freins et les leviers potentiels dans la consommation de produit locaux et équitables :

- Onze employés d'administrations publiques régionales et communales. Sept administrations différentes étaient ainsi représentées, dont six régionales et une communale (Ganshoren).
- Trois représentants de petites entreprises étaient également présents ; deux représentaient Ozfair, magasin de commerce équitable établi à Saint-Gilles et le troisième parlait au nom de Fiducial Office Solutions, une entreprise de fourniture de bureaux qui proposent certains produits du commerce équitable.
- Cinq représentants de fournisseurs de produits locaux ou équitables dont :
 - > Javry, fournisseur de café ;
 - > Oxfam Ethiquable, fournisseur de produits du commerce équitable ;
 - > BFTF, fédérateur des fournisseurs du commerce équitable Sud-Nord et local en Belgique ;
 - > Terroirist, grossiste en produits locaux.

3.4.1.3.b. « Gouvernance ouverte pour les communes » (nom provisoire)

Notre mission est de recréer un climat de confiance entre pouvoirs publics et citoyens. La commune est leur premier lieu de contact entre le citoyen et les pouvoirs publics. C'est à cette échelle que nous avons choisi de travailler pour ce projet. La participation citoyenne est un outil puissant pour reconstruire le dialogue, mais l'instauration de quelques projets participatifs non coordonnés ne suffit pas. Il est souhaitable de s'inscrire dans une politique plus complète, qui intègre également une réflexion sur la transparence et la collaboration. Nous avons choisi de nous inspirer du concept de gouvernance ouverte³ pour proposer à terme aux pouvoirs locaux un plan global de transition vers une commune ouverte et apaisée.

³ Pour en savoir plus sur le concept de Gouvernance Ouverte: La démocratie au-delà des urnes (opengovpartnership.org).

3.4.1.3.c. Marché public de services de la FWB : Co-réalisation d'une étude dans le but de mesurer l'impact social réel de la crise sanitaire sur son territoire auprès des publics les plus précarisés⁴

Le CPCP s'est associé à la SONECOM dans le but de réaliser une étude afin de mesurer l'impact réel du Covid-19 sur les publics les plus précarisés, à destination de la FWB. En juin 2021, le groupement SONECOM et le CPCP ont remis l'appel à projet qu'ils ont remportés. Il est convenu que le CPCP se charge de la partie qualitative tandis que SONECOM se charge de la partie quantitative avant de travailler en commun sur les recommandations.

Fin 2021, le CPCP a procédé aux étapes suivantes de la phase qualitative :

- établissement de la matrice de sélection des acteurs de terrain ;
- méthodologie : design et préparation des Focus Groups ;
- préparation de la communication aux secteurs (courriers officiels et site) ;
- préparation des Focus groups : recrutement des participants (prises de contact), fixation des rencontres, aspects organisationnels ;
- lancement des invitations.

3.4.1.3.d. Ateliers citoyens et d'Assemblées citoyennes : Design, organisation et animation

En vue de pouvoir faire émerger des propositions citoyennes et des pistes de solutions créatives aux problèmes contemporains, le CPCP a animé six ateliers citoyens en ligne et deux assemblées citoyennes au moyen d'une méthodologie participative construite par nos soins.

L'objectif de ces ateliers et assemblées de citoyens est de se donner les moyens d'apprendre en groupe, de délibérer sur un thème complexe et de dégager une proposition améliorée.

Pour des raisons sanitaires, les ateliers ont eu lieu en ligne, tandis que les assemblées ont pu se dérouler en présentiel.

⁴ Référence : PNDAPP_impact Covid situation précaire MP4672.

Dates	Évènements
12-01	Atelier Citoyen : La taxe Carbone : Faut-il augmenter le coût des produits nocifs pour l'environnement et la santé ? [Tout public]
26-01	Atelier Citoyen : Faut-il instaurer un service citoyen obligatoire ? [Tout public]
09-02	Atelier Citoyen : Doit-on instaurer un droit à l'emploi et limiter le chômage dans le temps ? [Tout public]
11-02	Atelier Citoyen : Le Service citoyen [Tout public]
23-02	Atelier Citoyen : A-t-on besoin du nucléaire pour limiter le réchauffement climatique ? [Tout public]
06-03	Atelier Citoyen : L'accès au logement pour les locataires & Logements sociaux. [Tout public]
16 et 17-10	Assemblée citoyenne : « L'accès logement : oui mais à quel prix ? » à l'Auberge de jeunesse G. Simenon à Liège. [Public 18-35 ans]
20-11	Assemblée citoyenne à Hof Ter Musschen : Est-il possible d'avoir une agriculture 100 % bio et respectueuse du bien-être animal en Belgique tout en restant accessible financièrement ? [Tout public]

3.4.1.3.e. Belgéthique : débat inclusif sur les défis éthiques dans la réponse à la pandémie

Belgéthique est une initiative de citoyenneté active qui vise à relancer le débat sur les enjeux éthiques liés à la prévention et la gestion de la pandémie de SARS-COV2 à partir de la diversité des voix citoyennes.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) avait appelé en 2007 les états membres à discuter publiquement d'un cadre éthique pour maintenir la confiance du public, promouvoir le respect des règles et minimiser les perturbations sociales et économiques. Bien conscients de l'importance des enjeux éthiques qui se posent aux décideurs politiques, au personnel de première ligne et à l'ensemble de la société, les mesures d'urgences comportent néanmoins beaucoup d'implications sur le plan culturel, symbolique, psychologique et éthique qui n'ont pas eu assez d'espace de réflexion.

En considérant les citoyens comme acteurs-clé de la réponse collective de santé publique, ce projet vise à accroître le développement d'une pensée collective, critique et constructive qui sera ensuite présentée aux décideurs politiques de la Région de Bruxelles-Capitale et du Gouvernement Fédéral. Pour cela, des ateliers organisés sous forme de groupes de parole facilitent la réflexion sur les valeurs-clés liées aux mesures sanitaires les plus controversées.

Date	Heure	Participants
25-01	14-17h	Citoyens & Équipe de Periphéria ASBL
08-04	14-17h	Citoyens & équipe CPCP ASBL
29-04	9h30-11h30	Citoyens & équipe CPCP ASBL
29-04	14-16h	Citoyens & équipe Cultures & Santé ASBL
06-05	14-16h	Citoyens Public EP (Namur)
20-05	14-16h	Citoyens Public EP (Namur)

3.4.1.3.f. Autres activités

En 2021, l'équipe a entamé la phase pilote des projets suivants :

- Revue de la littérature et formation aux concepts de gouvernance ouverte : responsiveness⁵, accountability⁶, transparence, open data, démocratie participative et délibérative.
- Recherche documentaire sur le fonctionnement des communes, leurs contraintes en termes de participation selon les différents plans stratégiques communaux, analyses d'expériences participatives passées.
- Travail préliminaire avec une commune-pilote (Walhain). Rencontres et échanges pour la réalisation d'un état des lieux de la participation et de la transparence dans la commune.
- Réalisation d'une enquête citoyenne (non encore diffusée) à destination des communes qui souhaitent réaliser un coup de sonde de la perception qu'ont leurs citoyens de la participation et de la transparence.

› Analyses et études de l'équipe

- *Rêve Party* : rêver d'un monde meilleur par des débats (vraiment) participatifs, Hanff Jean-Louis, janvier 2021, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/reve-party>.
- *Carte blanche* : Voir la question vaccinale autrement, Quentin de Neyer, août 2021, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/vaccination-carte-blanche>.

⁵ La responsiveness ou la capacité des mandataires locaux à répondre aux besoins des citoyens par des politiques publiques.

⁶ L'accountability qui peut se traduire par la transparence ou la reddition des comptes sur la mise en place de ces politiques publiques.

› Articles publiés

- *Dream Parties: Imagining tomorrow's society through inclusive debates*, Hanff Jean-Louis, Dreamocracy, 2021, [en ligne :] <https://www.dreamocracy.eu/dream-parties-reve-methodology>.
- *Carte blanche : Tirer au sort des citoyens pour juger la stratégie vaccinale ?*, Gérard Anne-Sophie, janvier 2021, [en ligne : <https://www.lalibre.be/debats/ripostes/2021/01/11/tirer-au-sort-des-citoyens-pour-juger-la-strategie-vaccinale-QWARTOY5KBAGDPGMSKPMADDSLY>].

› Formation continue

- Agrégation de l'enseignement secondaire supérieur, Thomas Apolito (UCLouvain) (2021).
- Brevet européen des premiers secours, Thomas Apolito (Croix-Rouge de Belgique) (2021).
- Gouvernance Ouverte dans les communes, Organisations des États Américains, Jaime Rosero (OEA) (19-janv-octobre).
- Formation de formateurs et de formatrices à la délivrance de dispositifs formatifs à la citoyenneté aux personnes migrantes, Jaime Rosero (DISCRI) (Mai).
- Gestion du temps et priorités, Jean-Louis Hanff (juin).
- Communication interculturelle à Bruxelles (Communication interculturelle, choc culturel, notions de zones sensibles, images guides...), Jean-Louis Hanff (ITECO) (juin).
- Méthodes d'éducation non formelle, Anne-Sophie Gérard (Beau Mur à Liège) (juin).
- Gestion et animation des équipes destinées, Anne-Sophie Gérard (2021).

› Activité extérieure

- « Municipalités : Salon des mandataires » organisé par l'Union des villes et des communes – Marche-en-Famenne, Jeu, 30-09-21.

3.4.2. Pôle Formation

3.4.2.1. Description et objectifs

Le Pôle Formation élabore des programmes et modules de formations destinés à encourager la participation citoyenne auprès de publics variés. Ceux-ci sont généralement dits « captifs », c'est-à-dire que leur participation à nos formations est le résultat d'une obligation due à leur statut (enseignement obligatoire) ou à une action qu'ils entreprennent (insertion socioprofessionnelle, acquisition de la nationalité...). Par ailleurs, nos prestations sont souvent de courte durée.

Notre travail s'opère au travers d'une multitude de partenariats avec diverses institutions et associations des secteurs public et privé (non-marchand). Nous visons à offrir un maximum d'éléments théoriques, informatifs et réflexifs à l'ensemble de nos bénéficiaires afin de développer une participation citoyenne inclusive et critique de leur part. Nous abordons l'ensemble des thématiques de travail du CPCP.

Nos formations sont conçues comme des espaces d'échanges et de rencontres. Nous veillons donc à rendre nos prestations les plus dynamiques et interactives possibles. À cette fin, nous avons fait de l'apprentissage par l'expérience notre spécialité.

L'année 2021 a été pour notre équipe faite de périodes aux rythmes variables, au gré de l'évolution de la pandémie du Covid-19 ; du moins pour le travail en présentiel. Nous avons en effet maintenu une offre de services tout au long de l'année en mettant à profit nos compétences de formation en ligne développée depuis l'automne 2020.

Finalement, l'équipe du Pôle Formation du CPCP a donné cette année environ mille six cent quarante-trois heures de formation auprès de deux mille cent douze personnes.

Les programmes prestés par le Pôle Formation comprennent des modules inspirés du travail des autres Pôles du CPCP, avec lesquels nous travaillons en synergie. Le Pôle Éducation permanente, par l'important nombre d'animations qu'il développe sur le terrain, nous apporte un soutien particulier. Les publications du Pôle Recherche et Plaidoyer permettent pour leur part d'enrichir nos contenus tandis que nos retours du terrain guident le travail de cette équipe dont les membres nous prêtent régulièrement main-forte sur le terrain.

3.4.2.2. Actions et missions du Pôle Formation

Pour réaliser nos objectifs, nous avons focalisé notre action selon quatre missions.

3.4.2.2.a. Entretien et diversifier nos partenariats

La complétion de nos objectifs implique avant tout d'atteindre un public large et diversifié. Pour ce faire, le Pôle Formation a :

› **Poursuivi le projet « Justice à la barre » dans le cadre de l'appel à projets « Démocratie et activités citoyennes » de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

Comme lors des trois années précédentes, l'équipe du Pôle Formation a proposé le projet « Justice à la barre » dans le cadre de l'appel à projets « Démocratie et activités citoyennes » de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Notre projet ayant été retenu, nous avons pu proposer gratuitement notre atelier de découverte du fonctionnement du système judiciaire aux écoles secondaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la troisième année scolaire consécutive. La poursuite de ce projet a été compliquée par la pandémie du Covid-19, mais dans des proportions bien moindres à l'année précédente. La Fédération Wallonie-Bruxelles ayant par ailleurs accordé une prolongation du subside jusqu'au 15 novembre 2021 (plutôt que jusqu'au 30 juin), nous avons pu atteindre notre objectif dans les délais impartis.

› **Répondu et remporté un appel à projet issu de la circulaire « Démocratie et activités citoyennes » de la Fédération Wallonie-Bruxelles**

En vertu de retours positifs de la part des établissements scolaires partenaires, lesquels sont très demandeurs de notre atelier – mais à condition qu'il reste gratuit – nous avons décidé de renouveler notre candidature à l'appel à projets « Démocratie et activités citoyennes » en proposant l'atelier « Justice à la barre » pour une quatrième fois. Cependant, nous avons revu notre approche afin de rendre l'activité plus adaptable à la situation sanitaire (visioconférence) tout en opérant une mise à jour de notre module général suivant les retours du public. Le projet a été retenu pour l'année 2021-2022 avec pour ambition d'atteindre trente-cinq établissements de l'enseignement secondaire en Fédération Wallonie-Bruxelles, toutes provinces comprises. Nous n'avons obtenu la confirmation de la sélection de notre projet que le 21 décembre 2021. Cette annonce tardive ne nous a permis d'organiser que six animations, auprès d'une seule école en 2021.

› Poursuivi la prestation de formations citoyennes au parcours d'intégration (Appel à projets ILI)

Depuis 2019, le CPCP organise des formations citoyennes, de type « Ateliers d'Orientation Citoyenne » (AOC) et « Formation à l'Intégration Citoyenne » (FIC) dans le cadre de l'appel à projets « Initiatives Locales d'Intégration » (ILI) de la Région wallonne. En 2021, malgré la pandémie du Covid-19, notre équipe pluridisciplinaire est parvenue à donner un total de dix formations de soixante heures (six cents heures) de formations auprès de groupes inscrits à Charleroi, Huy, Liège et Namur. Ces formations ont été données en ligne jusqu'au mois de juin (sept cycles) et en présentiel de septembre à décembre (trois cycles). Le succès de ces formations nous a amenés demander le renouvellement de notre subvention pour 2022.

› Poursuivi ses formations en citoyenneté aux stagiaires de Bruxelles Formation pour la troisième année consécutive

En 2017, le Pôle Formation a répondu à un marché de services lancé par Bruxelles Formation pour l'organisation d'ateliers citoyens pour ses sections « logistique » et « bureau & services ». Ces deux marchés ont été remportés pour la période 2018-2021. Comme en 2020, la pandémie de Covid-19 a malheureusement eu un impact considérable sur la tenue de ces formations en 2021. Auprès de la section « logistique » où toutes les formations ont lieu en présentiel, nous n'avons pu prester que deux sessions de vingt et une heures (contre sept en 2020 et dix-neuf en 2019). Pour ce qui concerne la section « bureau et services », si un programme de formation à distance a pu être proposé, celui-ci n'a été mis en œuvre qu'une seule fois au mois d'avril, l'habituelle session de formation organisée au mois de juin n'ayant pas eu lieu faute d'inscrits au programme de Bruxelles Formation. Un programme de formation en présentiel a par ailleurs été presté en fin d'année.

› Répondu avec succès au marché de services de Bruxelles Formation pour l'organisation d'ateliers citoyens

Notre partenariat portant sur l'organisation de formations citoyennes auprès des stagiaires de Bruxelles Formation couvrait la période 2018-2021. À l'été 2021, Bruxelles Formation a donc renouvelé son offre par un marché de services pour l'année 2022. Le CPCP a remis une offre pour les stagiaires des centres « logistique » et « bureau services », laquelle a été acceptée. Notre partenariat est ainsi prolongé pour une année supplémentaire.

› Participé avec succès au concours de projets « Semaine du commerce équitable » organisé par le Trade for Development Centre

La « Semaine du commerce équitable » est une campagne de sensibilisation au commerce équitable Sud-Nord organisée par le Trade for Development Centre (TDC), programme de l'Agence belge de développement (Enabel). À cette occasion le TDC organise un concours de projets permettant le financement de projets de sensibilisation au commerce équitable Sud-Nord. Comme en 2020, le CPCP y a participé en proposant son projet « World Café », un atelier conçu et presté par nos équipes de formation et d'éducation permanente. En 2021, nous avons cependant visé un public plus diversifié : en plus des écoles secondaires, nous nous sommes tournés vers l'insertion socioprofessionnelle et les personnes âgées. Au total, deux cent quarante-deux personnes dans quatorze groupes en Wallonie et à Bruxelles ont pu assister à notre atelier gratuitement.

› Mis en œuvre le projet « Inter-Act » dans le cadre de l'appel à projets « Promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité » (PCI)

Depuis 2020, dans le cadre de l'appel à projets PCI organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, le CPCP s'est associé à l'ASBL Interra pour développer ensemble le projet intitulé « Inter-Act ». Celui-ci a pour objectif de créer des espaces de rencontres entre les personnes primo-arrivantes et les personnes locales à travers des ateliers ; ceux-ci sont portés par les personnes primo-arrivantes. Grâce à son expérience en formations citoyennes, à ses ateliers d'éducation permanente, et à sa connaissance des situations vécues par les personnes étrangères, la contribution du CPCP à ce projet commun s'oriente sur deux axes :

- La mobilisation des publics primo-arrivants et l'accompagnement de certains ateliers liés aux problématiques citoyennes.
- La conception et l'animation d'une formation à la communication interculturelle à destination des participants au projet.

› Renouvelé sa participation à l'appel à projets PCI

Compte-tenu du succès du projet « Inter-Act » développé en 2020 et 2021 ; le CPCP et l'ASBL Interra ont poursuivi leur collaboration avec le concours de l'appel à projets PCI. Une fois de plus, le CPCP contribue à ce projet notamment par l'organisation de formations à l'interculturalité, organisées dès le mois d'octobre 2021.

› Participé avec succès à l'appel à projets du Fonds pour l'éducation financière de la Fondation Roi Baudouin (FRB) pour l'éducation financière des jeunes

Le Fonds pour l'éducation financière de la FRB a lancé au printemps 2021 un appel à projets à destination des associations et organisations afin de les soutenir dans la mise en œuvre de projets d'enseignement renforçant l'éducation financière des jeunes de l'enseignement secondaire. Notre équipe a ainsi développé son projet intitulé « Le dessous des taxes ». Conçu en partenariat avec plusieurs écoles, ce projet vise à produire un outil pédagogique sur le fonctionnement des impôts et cotisations ainsi que sur leurs finalités sociales. Une fois le projet sélectionné par la FRB, nous avons débuté la consultation des établissements partenaires et testé une première mouture de notre outil pédagogique à la fin de l'année 2021.

› Renouvelé ses partenariats avec :

- L'association Au Four et Au Moulin pour cinq séances d'ateliers citoyens sur l'alimentation saine et durable.
- Le Service d'Accrochage Scolaire (SAS) du Brabant Wallon pour un programme de deux journées et demi d'animations sur la consommation durable, la justice et les réseaux sociaux.
- L'ASBL Siréas pour la prestation d'une formation citoyenne sur le paysage institutionnel belge et sur les principes de la démocratie parlementaire, une formation de sensibilisation à l'utilisation des réseaux sociaux ainsi qu'une formation portant sur la thématique de l'obsolescence programmée.

› Établi de nouveaux partenariats avec :

- L'Athénée Royal de Koekelberg pour deux animations visant à explorer le concept de citoyenneté sur le plan théorique et pratique.
- L'ASBL EVA pour deux formations en distanciel sur le fonctionnement des institutions politiques et judiciaires belges à destination d'un public en apprentissage du français.
- L'Institut Technique et Commercial de Boussu pour une demi-journée d'animation sur le fonctionnement de la démocratie parlementaire belge.
- L'ASBL MdA « l'Info des jeunes » pour trois animations de sensibilisation à l'utilisation des réseaux sociaux à destination des élèves de l'Institut de la Sainte-Providence à Seraing.

- Le Lycée Saint-Jacques (Liège) pour quatre journées d'ateliers de débats et d'échanges sur la responsabilité individuelle comme collective dans une société mondialisée.
- L'ASBL l'Oranger (Service d'action en milieu ouvert) pour deux après-midi de sensibilisation portant respectivement sur les stéréotypes et préjugés et sur la justice.
- Le CPAS de la commune d'Yvoir pour une demi-journée de formation dédiée à la consommation durable.

› Participé à plusieurs plateformes de la formation ILI

En tant qu'acteur de la formation à la citoyenneté dans le cadre du Parcours d'intégration en Wallonie (appel à projets ILI), l'équipe de formation du CPCP a participé à plusieurs événements visant à dialoguer et à partager des informations entre partenaires et organisations sœurs du secteur :

- « Séance coordination », Centre d'action interculturelle de la province de Namur (C.A.I.) (janvier).
- « Plateforme citoyenneté », Centre Régional d'Intégration des Personnes Étrangères ou d'origine étrangère de Liège (CRIPEL) (mars).
- « Réunion relative aux sources de financement », CRIPEL (mars).
- « Échange d'expériences entre Régions », Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI) (juin).
- « Quels besoins pour les migrants ? Focus sur le parcours d'intégration », CRIPEL (novembre).
- « Plateforme citoyenneté », CRIPEL (en ligne) (novembre).
- « Plateforme citoyenneté », C.A.I (novembre).

3.4.2.2.b. Transversalité et renforcement quantitatif

Afin de mener à bien nos objectifs qualitatifs et quantitatifs, le Pôle Formation a collaboré avec les Pôles Recherche & Plaidoyer et Éducation Permanente qui nous ont apporté leur expertise dans la conception de certains outils pédagogiques, ainsi que leur soutien sur le terrain-même afin de prêter nos formations. Ceci nous fut très utile pour le parachèvement de nos projets de formations ainsi que pour l'avancement de nos projets, en particulier nos formations au parcours d'intégration en Wallonie.

Par ailleurs, l'arrivée de nouveaux talents au sein de l'équipe du CPCP au cours de l'année 2021 nous a permis de renforcer notre équipe : deux de nos nouveaux collègues sont principalement affectés aux projets de formation citoyenne tandis qu'un y contribue régulièrement. Une formatrice a par ailleurs rejoint notre équipe mi-temps d'octobre 2021 à janvier 2022. Il revient de noter qu'une formatrice de notre équipe a quitté notre organisation en cours d'année.

3.4.2.2.c. Renforcement qualitatif de l'équipe de formateurs

Pour répondre au mieux aux besoins de ses différents publics cibles, le Pôle Formation a veillé à se former de manière continue, tantôt à l'approche de certains publics ou sur certaines pratiques de terrain, voire le travail en équipe. Les formations suivantes ont été suivies par des membres de l'équipe du Pôle formation :

- « Communication interculturelle », ITECO ASBL (juin 2021).
- « Formation de base en e-learning », Microbus ASBL (janvier 2021).
- « Toi, moi et tous les autres, tissons le vivre ensemble », Lire et écrire ASBL (mars 2021).
- « Penser, élaborer et faire vivre un projet interculturel », C.A.I (mars 2021).
- « Ceci n'est pas une formation » (méthodes d'éducation non-formelle), Ajile ASBL, (avril).
- « Rendre mes stagiaires actifs pour favoriser la motivation », ProFA (LabSET ULiège), (mai).
- « Comment concevoir un diaporama attrayant et propice à l'apprentissage ? », ProFA (LabSET ULiège), (mai).
- « Animer un atelier d'arpentage », Peuple et culture Wallonie-Bruxelles ASBL, (mai-juin).
- « Politisation de l'histoire de l'immigration et histoire des politisations », CRIPEL, (juin).
- « Gestion des émotions dans un contexte de formation multiculturelle à l'interculturel », CRIPEL, (septembre).
- « Délivrance de dispositifs formatifs à la citoyenneté aux personnes migrantes », DisCRI, (mars, mai, juin et septembre).

3.4.2.2.d. Élargissement de notre offre de formation

Enfin, le Pôle Formation s'est attelé comme chaque année à créer de nouveaux modules pédagogiques afin de répondre aux demandes de notre public cible et de nos partenaires. Nous notons en particulier les réalisations suivantes :

› « Le dessous des taxes »

Dans le cadre de l'appel à projets du fonds pour l'éducation financière de la Fondation Roi Baudouin (supra), notre équipe de formation a entrepris dès le mois d'octobre 2021 de créer un outil pédagogique sur les impôts et cotisations, à destination des écoles secondaires. Conformément à l'engagement pris auprès de la FRB, nous ambitionnons de créer un outil qui puisse à terme être distribué gratuitement auprès des enseignants en sciences sociales, sciences économiques ou formation économique et sociale afin que ceux-ci l'utilisent en autonomie, sans intervention d'animateurs externes. Cet outil, « Le dessous des taxes » est un jeu de plateau coopératif où les élèves sont en charge de l'administration d'une ville, ce qui implique qu'ils fixent les voies et moyens de financement du budget de leur ville en tenant compte des implications sociétales de celles-ci. En décidant ensuite des dépenses à effectuer, les élèves sont in fine amenés à comprendre les enjeux de la fiscalité sous diverses perspectives. Cet outil sera finalisé en juin 2022.

› « Les réseaux sociaux et moi »

Sur base de demandes de nos partenaires dans le secteur de l'aide à la jeunesse, notre équipe s'est chargée de développer un nouveau module d'animation à destination des adolescents (douze/dix-huit ans) visant à sensibiliser à l'utilisation des réseaux sociaux, particulièrement sur des enjeux de protection de la vie privée.

› « Le procès d'une génération »

À la demande du Lycée Saint-Jacques (Liège) avec lequel le CPCP noue un partenariat depuis 2020, notre équipe a développé un atelier d'une journée à destination des publics jeunes visant à déconstruire certaines idées reçues sur la structuration de la société en « générations » aux responsabilités différenciées dans l'état actuel du monde. En partant de cette base, cet atelier vise à générer une réflexion sur la responsabilité individuelle et le pouvoir de l'individu sur les tendances sociétales que nous traversons dans une société globalisée.

› Formations à l'interculturalité (projet « Inter-Act »)

Dans le cadre du projet Inter-Act, le CPCP a créé un programme de formation visant à doter les participants d'une « paire de lunettes interculturelle » leur permettant d'observer l'Autre, mais aussi eux-mêmes, et de mieux communiquer dans une société mondialisée. Ces formations, inspirée de la méthode de Margalit Cohen-Emerique, ont été données en visioconférence et en présentiel.

3.4.2.3. Bilan du Pôle formation

En 2021, le CPCP a donc dispensé 1 643,5 heures de formation auprès de 34 partenaires pour 2 112 personnes bénéficiaires.

Partenaire/Projet	Dates	Ville	Participants	Heures prestées
Justice à la barre III (31 écoles)	Janvier-novembre	Multiples	981	306
Formations ILI	février-décembre	Multiples	180	600
EVA ASBL	Février	Liège	20	36
Inter-Act (I)	Mars-août	Liège	56	3
Sireas ASBL	Mars	Anderlecht	16	18
L'Oranger	Mars	Molenbeek-St-Jean	9	3

EVA ASBL	Avril	Liège	9	3
Lycée Saint-Jacques	Avril	Liège	108	48
Bruxelles-Formation Bureau & Services	Avril	Bruxelles	37	19,5
Athénée Royal de Koekelberg	Mai	Koekelberg	26	6
SAS BW	Juin	Wavre	10	34
L'Oranger	Juin	Molenbeek-St-Jean	9	3
Sireas ASBL	Septembre	Molenbeek-St-Jean	20	9
Sireas ASBL	Septembre	Anderlecht	15	1,5
Projet « World Café » (11 écoles)	Octobre	Multiples	242	42
Bruxelles-Formation Logistique	Octobre	Forest	14	3
ICTB	Octobre	Boussu	10	6
Inter-Act (II)	Octobre-novembre	Liège	18	15
AFAM	Octobre-novembre	Mons	17	15
CPAS d'Yvoir	Novembre	Yvoir	12	3
Bruxelles-Formation Bureau & Services	Novembre	Bruxelles	53	56
MdA « L'info des Jeunes »	Novembre	Seraing	84	6
Le Dessous des Taxes (1 école)	Décembre	Comines-Warneton	27	36
Justice à la barre IV (1 école)	Décembre	Ixelles	132	21
Bruxelles-Formation Logistique	Décembre	Forest	7	350,5
TOTAL			2112	1643,5

3.4.3. Centre d'Archives et de Documentation

En 2021, l'équipe des archivistes du Centre d'archives du CPCP s'est attelée à la réalisation des missions établies par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le cadre de sa convention 2018-2022.

Parmi les principales réalisations de 2021, nous pouvons citer l'établissement du plan de sauvegarde des archives, la réalisation et la mise en ligne de deux nouvelles publications au sein de la série Études du CAD, l'encadrement d'un stagiaire en archivistique, la mise en place de nouvelles collaborations scientifiques (participation à une exposition du Mundaneum, prêts d'archives et de photographies dans le cadre de publications scientifiques), ou encore la poursuite de l'enrichissement du catalogue en ligne (encodage de mille trente-deux imprimés électoraux, deux cent soixante et une vidéos et quatre fonds d'archives pour un total de onze mille deux cent cinquante objets).

En parallèle, les archivistes ont continué à travailler sur leurs missions quotidiennes, à savoir la prospection (quatre fonds, six mille cent quarante-trois photographies, cent quatre-vingt-neuf visuels et deux cent soixante et une vidéos), l'inventorisation (treize m.l. d'archives papier et deux gigaoctets d'archives électroniques), la conservation et la mise à disposition au public des archives de la mouvance sociale-chrétienne et démocrate-humaniste.

Sur le plan des ressources humaines, en 2021, l'équipe des archivistes se compose de Marie-Cerise Fivet (coordinatrice et responsable administrative) et de Thomas Smets (responsable scientifique), tous les deux à temps plein.

4. LES AXES DE RECONNAISSANCE

4.1. AXE 1 DU DÉCRET : PÔLE ÉDUCATION PERMANENTE

4.1.1. Démarche méthodologique... en temps de crise sanitaire

2021 ressemble à s'y méprendre à 2020, la sidération en moins. Cette année encore, nous avons dû gérer notre travail de terrain en fonction de l'évolution de la situation sanitaire. De vague en vague, notre travail a encore été sérieusement impacté et, comme nous l'avons déjà constaté en 2020, la reprise est un véritable défi en matière de remobilisation du public qui prendra du temps qu'il n'est pas possible de mesurer pour l'instant. Le prolongement de la procédure d'immunisation des subventions accordées par la Fédération Wallonie-Bruxelles nous a donc permis d'envisager nos activités avec plus de sérénité.

› Sur le terrain

Malgré tout, nous avons pris la décision de maintenir le contact avec un maximum de groupes afin de (re)créer du lien, raviver la motivation/mobilisation et faire sortir notre public d'une certaine torpeur qui s'est installée au fil du temps. L'équipe des animateurs s'est sans cesse adaptée à la situation sanitaire et a mis toute son énergie et sa détermination pour maintenir des ateliers au maximum de nos possibilités. Qu'ils soient virtuels (organisation compliquée en raison de la fracture numérique) ou présentiels, il a fallu faire preuve de beaucoup de flexibilité et de créativité.

Toute cette énergie a permis de faire germer l'un ou l'autre projet portés par les participants⁷, d'autres ont dû être reportés, faute de combattants. Pour les uns, la priorité était d'exprimer leur ressenti par rapport à cette situation de crise et de témoigner des inégalités qui en résultent. Pour d'autres, c'était l'occasion de rompre l'isolement, de recréer du lien, de s'évader de leur réalité en partageant et en développant sur des sujets choisis par eux.

Toutefois, la démobilité d'une partie du public est un constat persistant qui a tendance à s'accroître. Un grand nombre de participants éprouvent des difficultés de remobiliser les ressources nécessaires pour faire face, en plus de leurs difficultés économiques, à des difficultés psycho-sociales qui se feront probablement encore sentir pendant de nombreux mois, voire des années. Il est évident que cette situation génère un grand sentiment de frustration chez les animateurs qui voient les dynamiques, qu'ils ont mis des semaines

⁷ Regards croisés de quartiers – Média expression « Impact du Covid sur la santé mentale et les relations sociales » – Projet Compétences émancipatrices pour la transition alimentaires (CETAL)

voire des mois à co-construire avec le public, s'étioler. Indubitablement il nous faudra d'abord rétablir ces dynamiques, bases fondamentales de notre travail avec les publics, mais aussi restaurer leur confiance en la société, pour pouvoir reprendre le travail réflexif et critique. Comme avant ? Nous ne le pensons pas. Ces deux années qui ont secoué les citoyens laisseront inévitablement des traces.

› En interne

Le télétravail étant devenu la norme pour une partie de l'année, nous nous sommes organisés pour maintenir le contact entre les collaborateurs de manière virtuelle. Nous avons donc régulièrement organisé des réunions d'intervision de l'équipe Education permanente. Outre la poursuite d'analyse collective de sujets d'actualités⁸ et des échanges d'expériences et de pratiques de terrain, ces rencontres numériques ont rendu possible le maintien de la cohésion d'équipe, indispensable à la dynamique de groupe et au bien-être de chacun. Une bulle d'air nous a permis pendant un laps de temps de nous retrouver au bureau, ce qui a été grandement bénéfique à chacun de nous. Cette parenthèse n'a fait que confirmer la place et l'importance des rencontres informelles dans la dynamique de l'équipe.

Durant toute l'année 2021, les collaborateurs EP ont participé activement aux différents projets transversaux mis en place, en partageant leur expertise, en échangeant des points de vue, des concepts... C'est ainsi que les collaborateurs ont notamment contribué au groupe de travail « Interculturalité »⁹ ou encore collaboré aux focus groups organisés dans le cadre de « Belgéthique »¹⁰ ainsi qu'aux réunions de réflexion sur les « Violences institutionnelles »¹¹ organisées et pilotées par la thématique Famille, Culture & Éducation.

Outre ces différents projets, les collaborateurs ont également été associés à une journée de réflexion collective animée par la société Step Entreprendre qui accompagne les ASBL qui le souhaitent dans l'analyse de leur mode de fonctionnement. Cette première réunion a permis d'établir ensemble un bref diagnostic, le cadre et le processus que nous mettrons en place pour poursuivre la réflexion en 2022. L'équipe EP s'inscrit résolument dans la dynamique collective globale du CPCP et participe ainsi activement à son développement.

En fin d'année, les collaborateurs EP ont également procédé à une évaluation collective de l'année 2021. Lors de cette réunion, ils ont pu dans un premier temps exprimer leur état d'esprit par rapport à une période à nouveau chahutée, pour ensuite réaliser une évaluation collective de nos activités sur base de la grille d'analyse AFOM (Atouts-Faiblesses-Opportunité-Menaces).

⁸ Notamment à propos de la question vaccinale.

⁹ L'objectif de rencontres était de mieux intégrer la question du dialogue interculturel lors de la préparation des animations.

¹⁰ Projet qui visait à relancer le débat sur les enjeux éthiques liés à la prévention et la gestion de la pandémie de SARS-COV2 à partir de la diversité des voix citoyennes.

¹¹ Projet de recherche qui s'attache à décrire de façon critique les violences institutionnelles qui sont produites par l'ethnocentrisme et l'androcentrisme de certaines institutions. Ce projet a notamment pour objectif la rédaction d'un cahier sur le sujet en 2022.

4.1.2. Le Pôle en chiffres

Malgré la situation, le CPCP a développé des animations dans les quatre thématiques en s'adaptant d'une part aux mesures prises par les autorités dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus et d'autre part aux possibilités d'accueil mises à disposition par les partenaires. Les animateurs ont tout de même pu prester un total de deux cent nonante-huit heures, réparties comme suit :

- Médias & Actions citoyennes : cinquante-sept heures ;
- Famille, Culture & Éducation : cinquante-quatre heures ;
- Lieux de Vie & Espace public : cent vingt-huit heures ;
- Consommation durable : cinquante-neuf heures.

4.1.3. Les collaborateurs

Les équipes thématiques ont été renforcées et se sont stabilisées. Désormais, chacune d'elles est composée de deux animateurs EP.

Les collaborateurs du Pôle Éducation permanente – axe 1 participent activement à la transversalité en partageant leur expertise dans le cadre des activités des autres pôles. Concrètement, ceci se traduit plus spécifiquement par :

- une collaboration dans le cadre du parcours d'intégration en Wallonie ;
- la rédaction d'analyses/études ;
- la co-construction de modules de formation ;
- le développement et la co-construction de projets collectifs transversaux.

4.1.4. Formation continue

Dans le but d'enrichir leurs pratiques de terrain, de renouveler et d'élargir leurs connaissances et leurs aptitudes, les collaborateurs ont malgré tout suivi certaines formations, participer à des journées d'études, des colloques... Toutefois, en raison des mesures prises dans le cadre de la crise sanitaire, certaines ont été soit postposées, soit annulées, soit encore reconverties en visio-conférences.

4.1.4.1. Les formations

- « Ceci n'est pas une formation : méthodes d'éducation non formelle », Ajile ASBL, au Beau-Mur à Liège (17 et 18/06).
- « Le genre au nord et au sud : Les cinq essentiels », Le monde selon les femmes, Centre Culturel Jacques Franck à Saint-Gilles (6 au 11/9).
- « Présentation de l'outils Cultures & santé : "Dé-generer la ville" », Cultures et santé, Bruxelles (15/09).
- « Les cuisines de quartier », Cuisines de quartier, Espace CBO à Saint-Gilles (30/09 et 01/10).
- « Séminaire entre pairs : les genres s'animent », SCI – Projets Internationaux et CADTM, Maison de la Paix à Ixelles (23 et 24/10).
- « Jeux-cadre Thiagi », Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente ASBL, Bruxelles (18/10).

4.1.4.2. Participation à des évènements extérieurs : Forum, Séminaires, conférences, table ronde, réunions, Webinaires

- « La sécurité sociale alimentaire, c'est demain », FIAN et FDSS, Webinaire (13/01).
- « Contraindre les entreprises aux droits humains (industrie textile) », Fucid Namur, Webinaire (29/04).
- « Un an d'éducation permanente à distance. Et maintenant ? », CEMEA, Webinaire (17/05).
- « La sécurité sociale alimentaire, c'est demain », FIAN et FDSS, Maison de la Paix à Ixelles (21/05).
- « Les six déterminants de l'action pédagogique », Lire & Écrire, Webinaire (31/05).
- « Dans les valises des migrants », CSC Migrants, Webinaire (15/06).
- « Culture masculine hégémonique. Comment construire l'égalité? », Prefer ASBL (18/06).
- « Les six déterminants de l'action pédagogique », Lire & Écrire, Webinaire, (31/05).
- « Fake News », CAI – CLPS – Province de Namur, Salon des outils pédagogiques de Namur, Webinaire (29/04).
- « Improviser avec les restes pour moins gaspiller », Bruxelles Environnement et Zero waste Belgium, Webinaire (30/06).
- « L'habitat léger en Wallonie », Union des villes et des communes, Webinaire, (17, 24, 30/3).
- « Mieux s'organiser pour moins gaspiller », Bruxelles Environnement et Zero waste Belgium, Webinaire (02/07).
- « Table ronde de l'éducation aux médias associative », Média-Animation, Maison des cultures de Molenbeek (17/09).
- « Les femmes et les médias », Prefer ASBL, Webinaire (17/09).
- « Local. Le bio : un marché comme un autre? », Revue Tchak et Paysans Artisans, Caméo à Namur (13/09).
- « Consom'action ! Film documentaire », Festival nourrir Bruxelles/Cuisine de quartier, Espace Social Télé-Service (28/09).
- « Mixité ou non mixité? », Prefer ASBL, Webinaire (15/10).

- « Bail locatif wallon, mode d'emploi », Province de Namur, à Namur (23/11).
- « Covid-19 : violences genrées », Collectif des femmes, Louvain-la-Neuve (26/11).

4.1.4.3. Participation en tant qu'expert

- « Présentation de l'outil Ogrenco », CAI – CLPS – Province de Namur, Salon des outils pédagogiques, Webinaire (29/04).
- « Réflexion sur le prix des produits », Magasin participatif Bees Coop, Webinaire (6/05).
- « Réflexion sur l'inclusion des précarisés », Magasin participatif Bees Coop, Webinaire (17/06).
- « Les jeunes et les écrans », Concertation Locale Accrochage Scolaire de Watermael-Boitsfort, Webinaire (1/12).

4.1.5. Principales actions et réalisations

4.1.5.1. Focus group « Peut-on allier alimentation locale et multiculturalité ? »¹²

Ce Focus group a été organisé dans le cadre de la première édition du festival Nourrir Bruxelles en octobre 2021, véritable coup de projecteur sur les initiatives citoyennes et collectives au service de la transition alimentaire. Vivier incontestable de la créativité citoyenne, des espaces d'échanges et de débats sur l'avenir de nos assiettes étaient proposés dans le but de favoriser la réflexion sur les enjeux de nos systèmes alimentaires en croisant les regards et en proposant des activités variées d'information, sensibilisation et d'échanges.

Dès lors, acteur sur le terrain de la consommation durable depuis de nombreuses années et porteur d'un projet sur la transition alimentaire inclusive, la participation active du CPCP à ce festival était une évidence. Nous avons ainsi proposé l'organisation d'un focus group dont la question centrale était « Peut-on allier alimentation locale et multiculturalité ? ». À cette occasion, le CPCP a donc rassemblé autour de la table des personnes d'origines diverses, représentatives de la multiculturalité bruxelloise dans le but de se questionner à propos du concept « manger local » pour les personnes d'origine ou de nationalité étrangère. Ce thème est appelé à être développé dans une analyse qui sera publiée en 2022 notamment sur base des réflexions et des témoignages récoltés lors de l'évènement.

¹² <http://www.cpcp.be/actualites/focus-group-alimentation-locale-multiculturalite..>

4.1.5.2. Projet CETAL¹³

Le CPCP s'est inscrit dans ce projet européen (Erasmus+) comme « prestataire » via son partenariat avec l'ASBL Botanique à Liège. Il s'agit d'une recherche-action qui vise à expérimenter une méthodologie d'animation communautaire en vue de reconnaître et développer les compétences émancipatrices pour la transition alimentaire de personnes en situation de vulnérabilité.

Ce projet a eu lieu en parallèle dans quatre pays : Belgique, France, Italie, et Bulgarie et s'appuie sur des expérimentations locales autour de l'aide alimentaire. L'objectif était d'évaluer comment ces expériences contribuent à l'augmentation des compétences des personnes en situation de précarité, leur permettant de gagner en autonomie et de s'émanciper sur les enjeux alimentaires et sur d'autres domaines de leur vie.

En Belgique, quatre acteurs de l'aide alimentaire au niveau local étaient partenaires : le Resto du cœur l'Edelweiss à Mouscron, l'épicerie sociale du CPAS de Les Bons Villers, la maison Croix-Rouge de Liège et l'ASBL Accueil Botanique à Liège.

C'est dans ce cadre que le CPCP a animé des ateliers à Accueil Botanique. Il est évident que la crise sanitaire et l'éloignement du terrain d'action n'ont pas aidé son développement qui se poursuit malgré tout mais qui a pris du retard dans sa réalisation. La finalisation du projet sera la production d'un « Plaidoyer populaire européen » pour une prise en compte de la précarité dans les projets alimentaires visant l'amélioration de la qualité. À suivre en 2022.

4.1.5.3. Projet d'expression « Regards croisés de quartiers » – Thématique Lieux de vie & Espace public¹⁴

Le projet s'est inscrit dans la continuité du travail favorisant le développement du bien vivre ensemble entamé depuis plusieurs années dans les quartiers à haute densité de population de Namur.

En raison de la pandémie du Covid-19, les habitants ont pris conscience que leur environnement proche a de l'importance dans leur vie, dans leur équilibre, etc. Au départ d'une balade photographique de (re)découverte de leur lieu de vie, les habitants ont été amenés à analyser collectivement les stéréotypes et préjugés véhiculés à propos de ces quartiers et à les confronter aux regards des habitants des autres quartiers. La finalité de ce projet est de faire évoluer la représentation de leur environnement propre, de promouvoir une image plus positive et de renforcer le vivre ensemble.

¹³ <http://www.cpcp.be/education-permanente/projet-europeen-cetal>.

¹⁴ <http://www.cpcp.be/education-permanente/quartiers-namur-nl-122021>.

Le processus mis en place a permis de favoriser la réflexion sur la dynamisation des quartiers, la qualité de leur lieu de vie, des espaces publics, etc. et, de reconstruire le dialogue entre les habitants des différents quartiers pour ainsi renforcer la cohésion sociale générale.

La démarche créative et le résultat de ce projet seront présentés lors d'une exposition « Regards croisés de quartier » qui aura lieu au Centre culturel de Bomel du 4 au 7 mai 2022.

4.1.5.4. Projet Transition¹⁵

Outre ces projets, les collaborateurs de la thématique Consommation durable se sont investis dans l'élaboration d'une enquête auprès de notre public cible sur la thématique de l'inclusion des précarisés dans les actions de transition. En raison des vagues de confinement à répétition, nous avons malheureusement dû postposer de mois en mois la conclusion de l'enquête de terrain. La rencontre avec notre public cible pour les interviews face à face a été particulièrement difficile à organiser. L'analyse des résultats devrait cependant déboucher sur l'organisation d'un évènement destiné aux acteurs concernés par cette thématique et à la production d'une ou deux analyses dans le courant du second semestre 2022.

¹⁵ <http://www.cpcp.be/education-permanente/ecologie-sans-lutte-classes-cest-jardinage>.

4.1.5.5. Participation transversale

4.1.5.5.a. Articles parus dans la Newsletter

- « La maltraitance infantile en période de Covid », Charlotte Royen (janvier 2021), [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/maltraitance-infantile-Covid>.
- « Conspirationnisme, médias et politique », Philippe Courteille (janvier 2021), [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/conspirationnisme-medias-politique>.
- « Journée internationale des droits des femmes. Et toi quel est ton vœu ? », Maïa Kaïss (mars 2021), [en ligne :] <https://www.facebook.com/CPCPasbl/videos/196210752285233>.
- « Dans le combat "Maintien de la mobilisation des femmes-héros vs. Pandémie" : Femmes 1 – Corona 0 », Maïa Kaïss (mars 2021) [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/femmes-corona>.
- « Tiny House : premier permis d'urbanisme délivré en Région wallonne », Benoît Debuigne (mai 2021), [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/tiny-premier-permis-wallonie>.
- « Des poulets nourris à la farine de cochon et des cochons nourris à la farine de poulet : une innovation écologique européenne », Louise Vanhèse (mai 2021), [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/farines-animales-europe>.
- « La gratuité de l'enseignement, encore un doux rêve pour cette rentrée ? », Maïa Kaïss (septembre 2021), [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/gratuite-enseignement>.
- « L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage », Karin Dubois (septembre 2021) [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/ecologie-sans-lutte-classes-cest-jardinage>.
- « Festival Nourrir Bruxelles », le CPCP y participe, Louise Vanhèse (septembre 2021), [en ligne :] <http://www.cpcp.be/actualites/focus-group-alimentation-locale-multiculturalite>.
- « Ogrenco, le jeu qui nourrit sainement la tête », Karin Dubois (septembre 2021), [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/ogrenco>.
- « Dis-moi dans quel quartier tu habites, je te dirais qui tu es ? Regards croisés de quartiers à Namur », Benoît Debuigne (décembre 2021), [en ligne :] <http://www.cpcp.be/education-permanente/quartiers-namur-nl-122021>.

4.1.5.b. Analyses et études de l'équipe

- Et si on faisait le point sur l'obsolescence programmée ?, Analyse n°423 de Michel Dejong – janvier 2021 [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/poing-obsolescence>.
- Covid, précarité et médias, Analyse n°428 de Philippe Courteille – mai 2021, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/Covid-medias>.
- La consommation durable en temps de Covid-19, Analyse n°429 de Karin Dubois – mai 2021 [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/consommation-Covid>.
- Vaccination Covid, Les « Oui, mais », Analyse n°432 de Maïa Kaïss – juillet 2021, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/vaccination-oui-mais>.
- Une crise sanitaire en pleine crise de confiance, Analyse n°434 de Philippe Courteille – juillet 2021, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/crise-sanitaire-confiance>.
- Espaces publics, Ennemis ou alliés de la crise sanitaire, Analyse n°445 de Benoît Debuigne – décembre 2021 [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/espace-public-crise-sanitaire>.

4.1.6. Partenariats

La pandémie jouant les prolongations, outre l'adaptation aux différentes règles établies par les autorités, nous avons dû aussi nous adapter aux possibilités d'accueil de nos partenaires, notamment en termes de locaux.

2021 n'aura pas été propice à la réalisation de nouvelles collaborations, la situation étant trop instable. En revanche, nous avons pérennisé de nombreux autres partenariats avec qui nous avons gardé des contacts réguliers lorsque les arrêts des activités en présentiel ont été décidés par les autorités politiques (CPAS de Hannut, le PCS de la Ville de Namur, la Maison Espoir à Cuesmes). En outre, certaines collaborations ont été postposées à 2022 dans l'espoir de perspectives plus réjouissantes, ce qui est notamment le cas de notre collaboration avec l'ASBL Aide Action Médiation dans la province de Liège, qui n'ayant pas de locaux appropriés pour accueillir du public en période de crise sanitaire, à proposer de reporter les ateliers à l'année prochaine.

À l'instar de 2020, les groupes du GAFFI à Anderlecht, le CPAS de Charleroi ou encore certains quartiers de Namur ont mis tout en œuvre avec les animateurs du CPCP pour rendre possible des ateliers en visioconférence afin d'encourager les participants à garder un contact social primordial permettant de rompre la solitude et l'isolement pendant quelques heures. Au-delà du lien, le désir de partager, de débattre, de confronter des points de vue était bien présent.

4.1.7. Développement des thématiques d'action

4.1.7.1. Médias & Actions citoyennes

4.1.7.1.a. Enjeux de société

En 2021, comme en 2020, la pandémie de Covid a accéléré, de façon vertigineuse, le recours au numérique comme réponse à tous services aux citoyens que ce soit de la part du secteur privé, comme du secteur public. Fermeture de guichets dans les administrations, e-commerce, PC Banking, télétravail, smartschool, etc. les exemples se multiplient et on constate que le train du numérique imposé aux citoyens souligne une nouvelle fracture sociale, une triple fracture numérique : d'accès, d'usage et de compétences.

Un nombre très important de personnes précarisées et/ou âgées se sent laissé de côté. Selon Digital Wallonia, en 2021, 32 % des Wallons étaient encore mal à l'aise avec le numérique. Et si cette plateforme de stratégie numérique se réjouit de voir le nombre de personnes non connectées passer de 8 à 6 %, rappelons que beaucoup de précarisés ne possèdent qu'un simple smartphone pour réaliser toutes les tâches numériques. Comme le soulignait Périne Brotcorne, chercheuse en sociologie au CIRTES¹⁶ : « L'outil privilégié pour dialoguer avec l'administration est l'e-mail, et pour dialoguer avec toute une série de services publics, c'est l'e-mail. Alors que l'e-mail est un outil qui n'est absolument pas utilisé dans les populations qui ont un faible niveau de diplôme. L'e-mail survalorise l'écrit, alors qu'ils ont généralement des difficultés pour s'exprimer à l'écrit. Eux, ils utilisent donc des applications qui mettent en avant l'oralité »¹⁷. N'oublions pas également, comme le rappelle l'ASBL Lire et Écrire dans sa campagne « Les oubliés du numérique », près de 10 % des Belges ont des problèmes d'analphabétisme, plongeant « toute une partie de la population dans de très grandes difficultés d'accès à des ressources de base : « Vous n'utilisez pas la banque en ligne, alors vous payerez plus cher » ; « Vous ne savez pas envoyer un mail à la commune, alors vous serez sans papier » ; « Vous ne savez pas compléter votre dossier de chômage en ligne, alors vous ne serez pas payé » ; « vous ne savez pas vous inscrire pour la vaccination, alors vous ne serez pas vacciné... »¹⁸.

La non-utilisation du digital est désormais montrée du doigt, marginalisée, voire sanctionnée financièrement. Les personnes en précarité financière sont frappées de plein fouet par le phénomène et les constats sont inquiétants. Selon Damien Godefroid, EPN l'ARC Bruxelles, nombre de jeunes viennent aussi demander de l'aide car perdus sur les sites administratifs. Constat confirmé en Wallonie par Eric Blanchart, chargé de mission pour les EPN en Wallonie : « On a un énorme décalage entre les usages, les réseaux sociaux bien sûr

¹⁶ Centre Interdisciplinaire de Recherche Travail, État et Société, UCLouvain.

¹⁷ LA RÉDACTION DE LA RTBF, « Baromètre de l'inclusion numérique : 40 % des Belges ont des compétences numériques faibles », RTBF, 28 août 2020, [en ligne :] https://www.rtb.be/info/economie/detail_barometre-de-l-inclusion-numerique-40-des-belges-ont-des-competences-numeriques-faibles?id=10570844.

¹⁸ <https://lire-et-ecrire.be/Les-oublies-du-numerique-2021>.

[...] et les compétences qui sont demandées dans le monde professionnel [...] c'est quelque chose qui va être problématique pour les années à venir ». Soulignons que dans les statistiques nationales, les personnes de plus de septante-quatre ans ne sont pas prises en compte dans l'échantillon, masquant ainsi de nombreuses situations de non-connexion dans les foyers composés de personnes plus âgées.

Les services sociaux croulent dès lors sous les demandes d'aide pour, sur le net, remplir des formulaires, s'inscrire sur un site, chercher un logement ou un emploi, faire un virement, prendre un rdv, chercher une information, comprendre un fonctionnement d'application... pour répondre à un bouleversement de notre société auquel on ne leur laisse d'autre choix que de s'adapter. Une carte blanche, publiée dans la *Libre Belgique* du 25 octobre 2021¹⁹ et signée par deux cent vingt-huit acteurs sociaux, dénonce l'urgence du problème de la fracture numérique pour une trop grande partie de la population.

Le décalage entre les décisions prises par les pouvoirs privés comme publics et les citoyens, en ce qui concerne le digital, est finalement bien résumé par cette phrase d'EasyBrussels, chargé de la simplification administrative dans notre capitale : « L'accueil des demandes des citoyens et entreprises s'améliore, non pas en redirigeant simplement les usagers vers les services en ligne, mais en les accompagnant de façon constructive dans les étapes qui leur permettent de se familiariser avec ces services numériques. »

Ajoutons à ces constats d'autres problèmes qui perdurent : méfiance à l'égard de la presse, naïveté face à des contenus internet, croyance en des fake news et des complots (succès des théories antivax cette année), numérisation des travaux en milieu scolaire, public qui ne s'informe plus que sur les réseaux sociaux où se polarisent les débats et où les extrémismes politiques de tous poils s'expriment ouvertement, méconnaissance totale des cookies ou du RGPD (Règlement général de protection des données) et des problèmes liés à la récolte industrielle de données personnelles, sans parler de la multiplication des arnaques sur le net (phishing, smishing, pièges à clics...).

Ce train du numérique s'est transformé en TGV ces deux dernières années, et le rattraper ne cesse de se compliquer pour de nombreux citoyens. Et que dire de la surconsommation, encouragée partout, au risque de faire émerger des problèmes de santé publique comme la myopie chez les jeunes (la formation de l'œil ayant besoin de lumière du jour), les difficultés d'endormissement dues à la lumière bleue de nos smartphones ou au manque d'exercices et à l'excès de snacks, sodas et autres junk food liés à la multiplication des heures passées devant des écrans de tout type.

¹⁹ Carte Blanche, « Le numérique laisse de côté une partie trop importante de la population », *La Libre Belgique*, 25 octobre 2021, [en ligne :] <https://www.lalibre.be/debats/opinions/2021/10/25/le-numerique-laisse-de-cote-une-partie-trop-importante-de-lapopulation-4N3N6R53EJHTNMHE4HKAPCKSKE>.

4.1.7.1.b. Finalité et objectifs de l'action

Les citoyens doivent désormais faire face à une inflation croissante qui ne laisse présager rien de bon pour 2022. Quelles seront les priorités des personnes en précarité numérique ? Que représenteront, pour les citoyens à faibles revenus, les dépenses digitales ou médiatiques face aux besoins alimentaires ou énergétiques devenant très lourds pour leur portefeuille ? Qu'il s'agisse d'argent ou de temps, il leur en manquera certainement. Pire encore, certains risquent de perdre des droits sociaux par méconnaissance ou par peur du digital. Constat déjà observé par diverses associations, comme au CPAS de Charleroi avec qui nous travaillons.

Ce numérique imposé de toutes parts s'accompagne d'arnaques en tout genre auxquels les citoyens ne sont absolument pas préparés. Il est impératif de les rendre plus vigilants et plus critiques d'autant qu'ils font face à une masse toujours plus grande de fausses informations, opinions, anecdotes, discours xénophobes ou encore rumeurs qui défilent sous leurs yeux à vitesse de scrollings. Nous avons bien sûr à nouveau été sollicités pour éduquer des jeunes et des adultes sur la problématique des fake news et des complots qui ont explosés pendant la pandémie avec les discours antivax.

Des parents et des ASBL nous interrogent encore souvent à propos de leurs inquiétudes face à des problèmes de harcèlement, chez les jeunes comme chez les adultes. Beaucoup de parents se sentent également dépassés par les habitudes numériques de leurs ados, quand ce ne sont pas des moins treize ans, âge pourtant requis pour s'inscrire sur les réseaux sociaux. Beaucoup ont besoin d'être accompagnés et conseillés.

Il apparaît toujours aussi important de parler des médias de presse car nous rencontrons de plus en plus des discours anti presse, certains les appellent les « merdias », phénomène accéléré par la pandémie de Covid. Les médias sont dits anxiogènes, inintéressants voire, et c'est de moins en moins rare, menteurs. Il est donc impératif de rendre confiance envers une presse belge qui vérifie pourtant ses informations et reste très bien classée au rang mondial pour son travail. Même si, il faut bien le reconnaître, la presse parle trop peu des personnes à faibles revenus et des problèmes qu'ils rencontrent, ou alors sous un angle misérabiliste, même s'ils peuvent être anxiogènes, il est important de démontrer qu'ils ne mentent pas et ne sont pas sous la coupe des pouvoirs. Les consulter permet de recouper les informations trouvées sur les réseaux sociaux ou sur le net.

Dans ces diverses confusions, il semble que l'éducation permanente en média n'ait jamais été autant indispensable pour aider les citoyens à y voir plus clair et à s'armer face à un monde numérique toujours plus complexe. Notre rôle est aussi celui de les accompagner et de leur donner les clés pour utiliser ces outils merveilleux en connaissance de cause afin qu'ils puissent s'exprimer, se réunir, chercher, débattre, gérer l'administratif, recevoir du courrier, etc. en toute liberté. Il est primordial que chacun ait un minimum de compétences, d'esprit critique. Lors des ateliers EP, nous sommes confrontés à une méconnaissance importante face au fonctionnement des réseaux sociaux ou des moteurs de recherches, face aux pièges à clics et aux arnaques, face à des termes comme cookies ou RGPD,

face à l'impact des données personnelles et du big data sur leur vie ou encore face à la gratuité des réseaux sociaux et la logique publicitaire, pour ne citer que ceux-là. Il s'agit en effet d'un véritable enjeu démocratique, avec pour finalité de protéger la liberté d'expression, favoriser un débat public équilibré et redonner le goût des projets communs voire citoyens.

4.1.71.c. Développement de la thématique d'action et évolution

La pandémie a clairement éloigné son public des associations suite à leurs fermetures successives. C'est une grande difficulté à laquelle il a fallu faire face en cette fin d'année 2021 pour nombre de PCS, de CPAS et d'autres ASBL avec lesquelles nous travaillons. Cette difficulté a conduit plusieurs de nos partenaires à reporter les ateliers à 2022. C'est le cas des CPAS de Marchienne-au-Pont, de Jumet et de Marchienne-Docherie.

À Bruxelles, à la suite des demandes des PCS Frank de Saint-Gilles et Radis Marolles, nous avons tenté de lancer des ateliers avec trois ou quatre participants afin que cela attire d'autres personnes mais les résultats n'ont pas suivi. Selon nos partenaires, c'est assez général, les bénéficiaires ne sont plus dans un rythme d'activités en dehors de leur foyer. Il en a été de même pour un partenariat démarré avec des personnes âgées, en demande de meilleure compréhension des nouveaux médias, avec l'association Solidaris de Tournai.

À l'Espace Citoyen de Gosselies, une grande partie du groupe d'avant l'été est revenu, renforcé par deux autres participants. La dynamique est belle et les projets se multiplient, phénomène sans doute aidé par la frustration de n'avoir pu finaliser celui de juin, à cause de la pandémie et des cas contact. Les notions de points de vue, d'analyse de l'image, de meilleure appréhension d'internet et des réseaux sociaux, de solidarité citoyenne et d'expression d'un message sont des thématiques réclamées par le groupe.

Le groupe du SAM, le Service Action Migrants, de Marchienne-Docherie, a annoncé vouloir démarrer les ateliers EP dès le début 2022 pour aborder la thématique des complots et des fake news.

Le peu d'heures d'animations données cette année ne nous a pas permis de mettre en exergue un projet phare, aucun projet n'ayant pu être mené à terme à cause des confinements successifs. Nous n'avons pas pu non plus effectuer de constats approfondis mais ceux que nous avons pu dégager étaient identiques en 2020.

- Une perte de confiance à l'égard de la presse classique : le nombre de participants disant ne plus faire confiance aux médias ne cesse de croître. La pandémie n'a pas du tout amélioré la donne.
- Naïveté et méfiance se côtoient face aux réseaux sociaux : le tri fait par le cerveau de nos participants face à la masse colossale de message et d'informations qui défile sous leurs yeux tend à ne sélectionner que ce qui va dans le sens de leurs pensées et souvent les conforter dans des idées parfois absconses, irrationnelles et/ou complotistes.

- Une communication par l'image : beaucoup de personnes précarisées rencontrées dans nos groupes lisent peu, voire pas du tout pour certains. La communication se fait par l'image, les slogans, les titres souvent excessifs aussitôt partagés, le buzz ou encore la polarisation des débats.

Nous poursuivons les tables rondes organisées par Média Animation. Le groupe de réflexion avec des animateurs, coordinateurs ou programmeurs d'activités en éducation aux médias issus du secteur associatif et culturel, continue ses échanges d'expériences et de réflexions sur les thématiques qui nous animent. Nous avons notamment réalisé une conférence avec le collectif de journalistes indépendants de Roubaix « La Friche », sur le thème de la réappropriation des médias par les citoyens, de la déconstruction des stéréotypes sur la pauvreté par ceux qui la vivent... grâce notamment aux réseaux sociaux. Toutes ces pistes alimentent nos réflexions qui se poursuivront en 2022.

4.1.7.1.d. Activités de la thématique d'action

<p>Activité N°1</p> <p>Groupe : Espace Citoyen de Gosselies Gosselies</p> <p>Dates : 04/02, 25/02, 11/03, 18/03 25/03, 22/04, 28/04, 06/05 20/05, 27/05, 15/06, 15/11 22/11, 29/11</p> <p>Activités régulières</p>	<p>Le CPAS de Charleroi a fait appel au CPCP pour quatre groupes dont l'Espace Citoyen de Gosselies, qui s'adresse à un public âgé de dix-huit à soixante-quatre ans. Différentes activités d'insertion sociale y sont données pour permettre aux personnes qui les fréquentent de retrouver un rythme, de se (re)créer des liens sociaux, de reprendre confiance en eux, de mieux appréhender leur environnement. Ces activités complètent un travail d'action communautaire au sein des Espaces citoyens en offrant un accompagnement individuel ainsi que des activités de groupe adaptées au public. C'est dans ce cadre que s'intègrent nos ateliers en éducation permanente sur la thématique des médias. Les responsables ont signalé quelques soucis de cyberharcèlements et de recherche d'emploi en ligne, un accent pourra donc être mis sur cette partie d'atelier si les participants le souhaitent.</p> <p>La plupart des participants utilisent internet mais plutôt sur smartphone, ce qui ne constitue pas un outil facile pour les démarches écrites de type administratives ou médicales. Photos et vidéos sont préférées à l'écrit en règle générale. En revanche les réseaux sociaux sont très utilisés et sont même la source principale d'informations pour beaucoup d'entre eux, à l'exception d'une dame plus âgée qui n'utilise jamais les outils numériques et préfère suivre la presse classique. Les participants sont demandeurs d'une meilleure compréhension des médias en général.</p> <p>L'objectif des ateliers médias est bien sûr de permettre aux participants d'acquérir une distance critique par rapport aux contenus médiatiques auxquels ils sont confrontés quotidiennement particulièrement sur internet et les réseaux sociaux. À terme un projet de groupe permettra à tous d'élaborer un message ou une revendication à travers un ou plusieurs médias.</p> <p>Fin 2020, les participants ont apprécié les aspects concernant la presse classique et ont souhaité poursuivre dans cette voie. Cela nous a permis d'aborder les notions d'information et de médias et leurs fonctionnements. Les ateliers ont ensuite été interrompus par les deuxième et troisième vagues de la crise de la Covid-19 et le confinement qui en a découlé. Afin de répondre à l'envie de garder le contact, des vidéos conférences ont été mises en place avec l'outil que les participants maîtrisaient le mieux et ont choisi : Messenger. Chacun pouvant, par ailleurs, s'exprimer sur le mur du groupe. Face à une période de confinement particulièrement dure pour tous, les participants ont émis le souhait de sortir pour réaliser des balades photographiques qui exprimeraient leur vision de leur quartier et leur ressenti. Le résultat est si intéressant que nous avons décidé de le publier, à terme, dans le journal du CPAS, voire d'en faire une exposition. De belles décisions individuelles sont prises également pour 2021 par trois participantes : apprendre à utiliser internet, écrire son autobiographie ou encore reprendre des études. Le groupe marque son désir de se retrouver pour un nouvel atelier virtuel dès janvier 2021. Belle dynamique de groupe. En novembre, nous retrouvons 80 % des participants d'avant les vacances pour une nouvelle session d'ateliers.</p>
---	---

- 04/02** : Virtuel : Reprise de contact via le groupe Messenger – Échanges sur l'état d'esprit de chacun, sur les médias et le traitement de l'actualité – Illustration de ce qu'un réseau social, peut permettre à un groupe de se rassembler et de partager **(2h – 5 pers.)**
- 25/02** : Virtuel : Brise-glace : météo du jour – Expression sur leur ressenti – Partage des infos sur des sujets d'actualité marquants – Improvisation sur ce qu'est l'information, une anecdote, une opinion, etc. Mise en situation si j'étais programmeur RTBF – Emergence d'un projet **(2h – 5 pers.)**
- 11/03** : Présentiel : S'exprimer sur son ressenti par rapport à l'épidémie et à son impact sur le quotidien – La surconsommation des écrans – Le droit à l'image **(2h – 3 pers.)**
- 18/03** : Virtuel : Réflexion à propos du traitement de l'information médiatique et scientifique relative aux vaccins – Partage des infos marquantes – réflexion sur l'angle d'un reportage **(2h – 5 pers.)**
- 25/03** : Présentiel : Météo du jour – Safari photos dans Gosselies : expression et partage sur leur lieu de vie – utilisation de la photographie comme outil de communication **(3h – 5 pers.)**
- 22/04** : Virtuel : Analyse des photos prises lors du safari **(3h – 5 pers.)**
- 28/04** : Présentiel : Safari photo dans Jumet : expression et partage sur leur lieu de vie – utilisation de la photographie comme outil de communication **(3h – 5 pers.)**
- 06/05** : Virtuel : Partage des infos sur des sujets d'actualité marquants – analyse des photos prises à Jumet lors de l'atelier précédent **(3h – 5 pers.)**
- 20/05** : Virtuel : Partage des infos sur des sujets d'actualité marquants – Analyse des photos – réflexion sur le détournement d'images et les titres accrocheurs sur les réseaux sociaux. **(2h – 5 pers.)**
- 27/05** : Virtuel : Echanges sur les décontextualisations de leurs photos – la compréhension du message – la vérification de l'information. **(2h – 5 pers.)**
- 15/06** : Présentiel : Développement de prises de vue plus originales et association d'image en vue d'influencer un message. **(3h – 5 pers.)**
- 15/11** : Présentiel : prise de contact : Brise-glace. Présentation du travail en éducation permanente. Établir les connaissances et les usages des médias, les attentes de chacun face aux médias de presse. **(3h – 4 pers.)**
- 22/11** : Présentiel : Analyse des sujets d'actualité qui ont marqué les participants. Réflexions sur la liberté d'expression. Comment sourcer une information ? **(3h – 4 pers.)**
- 29/11** : Présentiel : Réflexion sur le projet de fin de cycle et sur l'éventualité d'activités extérieures **(3h – 4 pers.)**

Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles
5	36	Gosselies	ESPACE CITOYEN DE GOSSELIES, CPAS CHARLEROI	<ul style="list-style-type: none"> • Convention • Compte-rendu • Photos • Power Point • Vidéos et Propositions liées aux médias ANNEXE 1

<p>Activité N°2 Groupe : Radis-Actives PCS Radis-Marolles Bruxelles Dates : 19/10, 15/11, 30/11</p> <p>Activités régulières</p>	<p>Le PCS Radis-Marolles est un poste de cohésion sociale qui propose du travail social communautaire avec les habitants du quartier des Marolles. Le CPCP a commencé une nouvelle collaboration avec le PCS, pour proposer aux habitants, souvent concernés par la fracture numérique, des ateliers leur permettant de décoder les enjeux médiatiques actuels, de comprendre comment fonctionne le monde de l'information et de développer leur esprit critique par rapport à la surabondance de l'offre médiatique.</p> <p>Le nombre de participants alterne entre les ateliers, il s'agit parfois d'hommes ou de femmes retraités, parfois de mères de familles nombreuses. Les rapports aux médias sont souvent assez différents d'une personne à l'autre, et nous avons eu droit à plusieurs conversations intergénérationnelles intéressantes. Les participants sont principalement intéressés par découvrir comment fonctionnent les médias, et comment s'y retrouver parmi l'avalanche de contenus. Ils sont aussi très intéressés par la façon dont les médias relaient des stéréotypes sur certains types de population, et sur la manière de se sentir représentés à travers ceux-ci.</p> <p>Le Covid étant passé par là, il est difficile d'avoir des participants pour les ateliers médias, et encore plus de fidéliser ces participants. Mais de manière générale, les habitants qui passent la porte des ateliers se montrent très satisfaits des contenus proposés et, par-dessus tout, de la richesse des échanges partagés.</p> <p>19/10 : Prise de contact – Introduction des ateliers – Découverte des attentes et demandes du groupe (3h – 1 pers.)</p> <p>15/11 : Prise de contact : brise-glace – Rapport aux médias – Bases du journalisme : sélection et hiérarchisation de l'information (3h – 3 pers.)</p> <p>30/11 : Prise de contact : brise-glace – Analyse de photos de presse : cadrage, légendes, biais cognitifs (3h – 4 pers.)</p> <table border="1" data-bbox="488 647 2063 799"> <thead> <tr> <th>Nombre participants</th> <th>Nombre d'heures</th> <th>Localité</th> <th>Partenariat(s)</th> <th>Traces matérielles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>3</td> <td>9</td> <td>Bruxelles</td> <td>PCS Radis-Marolles</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> Compte-rendu Convention </td> </tr> </tbody> </table> <p style="text-align: right;">ANNEXE 2</p>	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles	3	9	Bruxelles	PCS Radis-Marolles	<ul style="list-style-type: none"> Compte-rendu Convention
Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles							
3	9	Bruxelles	PCS Radis-Marolles	<ul style="list-style-type: none"> Compte-rendu Convention 							
<p>Activité N°3 Groupe : Espace Seniors Tournai Dates : 12/10, 26/10, 09/11</p> <p>Activité régulière</p>	<p>L'ASBL Espace Seniors est une ASBL d'éducation permanente qui organise des activités avec des personnes seniors de la ville de Tournai. Nous avons été contactés par une animatrice d'Espace Seniors qui, lors de ciné-débats réguliers avec des personnes seniors, a rencontré la demande de la part de son groupe de traiter la thématique des médias et, plus particulièrement, de la surabondance de l'offre informationnelle et de la désinformation.</p> <p>Le but des ateliers médias du CPCP était donc de permettre à des personnes seniors, souvent isolées socialement et souffrant de la fracture numérique, de comprendre les enjeux médiatiques actuels et de s'y retrouver dans l'offre médiatique. Le Covid a cristallisé certaines pratiques et a amené beaucoup de méfiance envers les médias, ce qui a compliqué l'adhésion de beaucoup de participants aux ateliers. Nous avons néanmoins eu trois participants réguliers (deux femmes et un homme), habitués d'Espace Seniors, et ceux-ci se sont montrés très satisfaits des contenus proposés et des thématiques abordées. Pour eux, les ateliers médias étaient avant tout un espace où se retrouver et discuter de thèmes qui les touchent en premier lieu, et où décomplexifier un peu les enjeux et les outils du numérique. Le groupe a malheureusement dû être arrêté à cause des mesures sanitaires..</p> <p>12/10 : Prise de contact : brise-glace – Présentation des ateliers – Évaluation des envies et besoins du groupe et des rapports aux médias de chacun (3h – 4 pers.)</p> <p>26/10 : Prise de contact : brise-glace – Désinformation et fake news : comment débusquer le vrai du faux ? (3h – 4 pers.)</p> <p>09/11 : Prise de contact : brise-glace – Biais cognitifs – La manipulation d'images : les techniques de trucages et de montages, la photographie de presse et ses fonctions (3h – 3 pers.)</p> <table border="1" data-bbox="488 1217 2063 1388"> <thead> <tr> <th>Nombre participants</th> <th>Nombre d'heures</th> <th>Localité</th> <th>Partenariat(s)</th> <th>Traces matérielles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>4</td> <td>9</td> <td>Tournai</td> <td>Espace Seniors</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> compte-rendu convention </td> </tr> </tbody> </table> <p style="text-align: right;">ANNEXE 3</p>	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles	4	9	Tournai	Espace Seniors	<ul style="list-style-type: none"> compte-rendu convention
Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles							
4	9	Tournai	Espace Seniors	<ul style="list-style-type: none"> compte-rendu convention 							

<p>Activité N°4 Groupe : PCS Franck Saint-Gilles Dates : 15/12 Activité régulière</p>	<p>Le projet de cohésion social Franck est un PCS qui propose des activités de convivialité. Ses objectifs sont de renforcer le lien social, d'améliorer la communication et la cohabitation harmonieuse entre les locataires du Foyer du Sud. Il tend à favoriser la participation des habitants à leur vie de quartier.</p> <p>Le CPCP a débuté une collaboration avec le PCS dans le but d'accompagner les habitants dans une réflexion sur le monde médiatique et le journalisme, mais aussi de leur permettre de prendre part à l'élaboration d'un journal de quartier. Ce journal est actuellement écrit par les membres du staff du PCS, mais le but, à terme, est qu'il soit écrit par et pour les habitants du quartier.</p> <p>Il a été difficile de mettre les ateliers médias en place, pour cause de Covid : le PCS éprouve des difficultés à faire revenir les habitants à ses activités, et les ateliers médias ne font pas exception. Nous avons retenté l'expérience deux semaines plus tard et nous avons eu deux participants. Nous sommes donc en co-réflexion pour trouver une meilleure manière de communiquer sur nos ateliers et de correspondre aux attentes du public.</p> <p>15/12 : Prise de contact – Introduction des ateliers – Découverte des demandes du groupe – évaluation de leur rapport aux médias (3h – 2 pers.)</p>				
	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles
	2	3	Bruxelles	PCS Franck	<ul style="list-style-type: none"> • Compte-rendu • Convention <p style="text-align: right;">ANNEXE 4</p>

4.1.7.2. Famille, Culture & Éducation

4.1.7.2.a. Enjeux de société

En 2021, après une première année de pandémie plus que déstabilisante la thématique Famille, Culture & Éducation a mis un point d'honneur à encourager plus encore la collaboration entre son travail d'analyse et celui du et par le terrain. Par cela on entend la possibilité réelle de faire participer et collaborer nos moments d'animations avec nos sujets d'analyses. De créer un véritable pont entre le public, ses réflexions et l'écriture. Ce qui avec l'année 2020 a été particulièrement difficile puisque le rapport à ce même public était entaché par les différentes phases du confinement.

Plus spécifiquement au cœur de notre thématique, qu'il s'agisse de la sphère familiale (dans son sens nucléaire ou plus largement dans ses nouvelles acceptations), de l'éducation (dans ce qu'elle recouvre du plus petit niveau au plus haut, mais aussi de sa part formelle et plus informelle) ou encore de la culture et de la société qui l'incarne, toutes ont été sujet à discussion et à questionnement.

Rappelons-le, elles s'enchevêtrent. Il est évident que chacune de ces sphères régit et organise le quotidien du/de la citoyen-ne de ce monde. Nous incarnons tou-te-s ces lieux de socialisation. C'est eux qui depuis toujours nous façonne, nous influence, nous conditionne. C'est à travers eux que nous nous questionnons et que nous pouvons, plus difficilement pour certains, redéfinir le cadre, celui de certaines de nos normes et valeurs et initier un souhait de changement.

C'est en croisant les vécus par ses trois champs que nous avons pu mettre la lumière sur les principaux enjeux de société de l'année 2021.

La grande conclusion de ce travail réside en un mot : « précarité ». Qu'il s'agisse d'une précarité économique, sociale ou culturelle, elle a pâti indubitablement de cette deuxième année de pandémie ou tout du moins de ce que l'année 2020 nous y aura laissé.

Néanmoins, ce qui prime dans l'entendement des publics rencontrés, c'est cette nécessité de palier, financièrement surtout, aux difficultés rencontrées. C'est donc en partant de ces réalités économiques difficiles que nous avons pu réaliser quelles étaient plus spécifiquement les conséquences de ces nouvelles incertitudes.

En écho aux constats tirés en 2020, les défis relèvent des points suivants :

- **Accentuation des inégalités** généralisées par le manque de cohérence entre les politiques publiques et les réalités individuelles ;

- **Accentuation des inégalités de genre.** Qu'elles résident dans les questions « économiques » ou celles de la gestion du quotidien d'une mère célibataire, qu'il s'agisse de la sur-implication qui a été demandée au secteur du « care » principalement composé de femmes ou encore de celles qui auront perdu leur travail (officiel ou non déclaré pour la plupart), une bonne partie des femmes et plus particulièrement des mères de famille isolée a dû faire face à une seconde année de précarité forte. Précarité économique nous l'avons dit mais aussi sociale puisqu'impliquant un isolement fort. Bien que n'étant plus confinées, comment avoir le temps d'autre chose que de s'occuper de la nécessité ?
- **Accentuation des inégalités scolaires.** En effet, l'année 2020 avec ses méthodes pédagogiques fragiles puisque nouvelles (utilisation du numérique et cours à distance) a impacté fortement les niveaux de maîtrise des savoirs d'un certains nombres d'élèves. Impact fort puisque déterminé par deux voies principales :
 - > Le manque de maîtrise des pédagogies transmises par le numérique.
 - > Le manque de possibilité pour l'étudiant de répondre à la même concentration que l'habituelle trouvée dans le cadre de la classe et d'avoir recours à des échanges fluides de questions / réponses.

À cela s'ajoute la difficulté des familles précarisées (culturellement et socialement) de suivre la scolarité des enfants/adolescents. Évidemment, l'inaccessibilité de l'outil informatique a lui aussi son impact même si un nombre important d'initiatives a permis de le rendre plus abordable et/ou accessible pour les familles précarisées. Parenthèse positive, ce type d'enseignement à distance semble avoir dans certains cas facilité l'accès au savoir.

4.1.7.2.b. Finalité et objectifs de l'action

Ces constats nous permettent d'insister sur le rôle fondamental des politiques qui à elles seules (ou presque) peuvent contrarier plus ou moins fortement le quotidien des personnes et plus encore les plus précarisées d'entre elles.

Une réalité qui nous conforte dans l'idée qu'un travail de conscientisation de ses droits et de l'idéal de ses droits est à faire, et à ne jamais considérer comme acquis. Ces inégalités sont présentes dans chaque sphère de vie, elles font facilement écho pour les publics précarisés rencontrés. C'est au travers de leur récit, de leur trajectoire, de leur parole et de leur expérience que différents travaux de recherche ont pu voir le jour.

Pour exemples, à partir du vécu de femmes, des questions associées à la précarité menstruelle, réunissant donc les inégalités de genre avec celles dites économiques, ont permis à une analyse d'être effectuée. Analyse visant à valoriser la parole des concernées mais aussi à pouvoir dans le sens inverse mieux les renseigner sur leur droit à cet égard. Dans un autre temps, le même processus a pu

être proposé à propos des questions liées à la prostitution (comme roue de secours à un moment où les emplois se faisaient rare par exemple). Toute autre chose mais au confluent des différentes sphères précitées, les violences intrafamiliales, toujours bien présentes, voire plus depuis 2020 ont fait, elles aussi, l'objet d'une publication qui aborde plus spécifiquement les maltraitements sur les enfants.

4.1.7.2.c. Développement de la thématique d'action et évolution

Comme évoqué dans le point précédent, l'année 2021 a été l'année de l'accroissement de certaines inégalités mais aussi de la découverte des premières conséquences sur un temps plus long de ces injustices renforcées en 2020 lors des premières vagues du Covid-19.

Dans bien des cas, les différentes sphères de précarité se sont accrues avec son lot de conséquences spécifiques. À noter cependant que la précarité sociale et spécifiquement l'isolement des personnes sans risque particulier vis-à-vis du Covid lui aura été moindre en 2021 puisque les vagues de confinement complet et obligatoire n'ont existé qu'au travers de quelques quarantaines éparses et individuelles. Ce dernier point, certes positif, oblige d'être nuancé spécialement pour toutes ces personnes qui psychologiquement ont été fortement impactées dans leurs rapports sociaux par peur du « risque de contagion » et qui, même avec la levée des recommandations du Codeco – ont bien du mal à reprendre leur vie d'avant. Qu'il s'agisse de sortie entre ami-es, de rencontres avec la famille, d'un retour au bureau, il réside encore pour certains une difficulté sérieuse à franchir ce pas en toute sérénité.

Toutefois, il reste que légalement nous n'étions plus confinés chez nous et c'est justement grâce à cette réalité que les ateliers en présentiel ont pu reprendre et devenir des lieux « exutoires » et surtout des espaces/temps de co-construction des savoirs à partir des expériences du quotidien de tous. Des expériences inédites qui ont poussés un bon nombre de citoyens à repenser leur place dans la société. Qui suis-je ? Suis-je indispensable ? Ai-je été pro-actif-ve cette année si particulière ? Mon travail fait-il toujours sens aujourd'hui ? Quel rapport ai-je cultivé avec ma famille proche ? Comment ai-je pu palier à une vie « normale » ? Ma vie et le sens que je lui donne ont-ils changés ? Comment en tant que citoyen-ne j'évolue dans les différentes sphères sociales dans lesquelles j'existe ou dans celles dans lesquelles on me fait exister (ex. parent / école, citoyen / soins de santé et hôpitaux, au travail etc.) ? Citoyen-ne de ce monde certes, mais quelle est la place que la société, le monde me donne en tant que femme, qu'homme, que jeune etc. ? ... La liste est longue et c'est bien là la force de la thématique Famille, Culture & Éducation. Elle a pour richesse d'être transversale à la vie de l'être socialisé, quel qu'il soit, où qu'il se trouve.

Ces rencontres, ces questionnements auront donc été le révélateur d'un souhait généralement partagé par le public cible : celui de comprendre qui nous sommes, les lieux dans lesquels nous évoluons et qui exercent une influence sur nous et cela afin de mieux appréhender le champ des possibles et de ne plus uniquement tirer des constats mais bien de devenir générateur-trices de changement.

Pour enclencher ce changement, il a été décidé dans un premier temps, d'outiller les participantes afin de leur permettre de mieux se poser des questions, de réfléchir en groupe et de tenter d'esquisser une réponse²⁰.

Aussi et parce que nous savons que le quotidien des personnes précarisées, quelle que soit la forme que prend cette précarité, est bousculé par mille préoccupations « de première nécessité » les empêchant de laisser la place à la réflexion, nous avons décidé d'entamer le processus par un temps dédié à une forme de sensibilisation. Un moment durant lequel nous avons pu aborder certaines questions existentielles que tout un chacun peut rencontrer dans sa vie. Rappelons que l'un des axes principaux de notre thématique est le rapport au monde des femmes, et la place que ce même monde leur laisse. C'est donc notre premier objectif.

C'est en concertation avec notre partenaire principal en 2021 qu'a été menée une vaste action de sensibilisation à l'ASBL GAFFI, maison de femmes située à Schaerbeek.

Le second objectif de ce temps de sensibilisation était de permettre à chaque femme de découvrir le projet et de décider, au terme de six heures d'atelier, de s'inscrire aux ateliers rencontres « éducation permanente » donnés sur un temps plus long avec un souhait d'y intégrer des réflexion(s) mais aussi des action (s)²¹.

C'est donc en suivant ce canevas que plus de soixante femmes ont pu participer à six heures d'ateliers autour des questions de genre, de la place de la femme, de ses droits et de l'histoire autour de ses droits, et cela avec l'objectif premier de pouvoir les amener à se munir d'une part d'un avis, d'une réflexion sur le sujet et de d'autre part, de déterminer les souhaits, les envies, l'idéal de ce qu'elle voudrait pour la femme de demain.

Ce faisant, en fin de parcours, chacune des femmes aura la connaissance minimale suffisante pour re-questionner sa position et plus généralement celle des femmes ici, en Belgique au prisme de leur place aux quatre coins du monde et à différents temps de l'histoire. Et donc, d'acquérir plus spécifiquement les outils pour décider d'adhérer à un projet d'éducation permanente questionnant tout au long de l'année le fait social, au confluent de nos thématiques d'actions : Famille, Culture & Éducation.

²⁰ L'un des constats tirés lors de l'évaluation des ateliers d'éducation permanente l'an passé visait à souligner l'importance de nommer les choses, d'enregistrer les concepts afin que le public cible plus que de comprendre puisse à son tour se faire entendre.

²¹ Les participantes ont notamment émis le désir de participer à la journée des droits des femmes en mars 2022.

4.1.7.2.d. Activités de la thématique d'action

<p>Activité N°1 Balade au cœur des luttes féministes – Gaffi ASBL Anderlecht Dates : 11/01, 19/01, 04/02, 11/02, 11/03, 18/03, 22/04, 29/04, 06/05, 26/05, 02/06, 12/10, 19/10, 25/10, 26/10, 09/11, 16/11, 18/11, 23/11, 30/11, 02/12, 09/12, 20/12 Activité régulière</p>	<p>Notre collaboration avec le Groupe d'Animation et de Formation des femmes immigrées, situé à Schaerbeek, est née en janvier 2018. Le GAFFI avait toutefois déjà collaboré avec le CPCP sur le thème de la parentalité cinq ans auparavant. Cette association est structurée sur trois axes d'action : l'insertion socio-professionnelle (cours d'alphabétisation et de français, soutien d'apprentissage au permis de conduire) ; l'éducation permanente (ateliers d'expression et groupes à projets) ; l'accueil extrascolaire (école des devoirs). Le partenariat a repris dès 2018 autour des questions liées aux droits des femmes spécifiquement.</p> <p>Le public est principalement composé de femmes musulmanes bruxelloises de première génération en réflexion sur les discriminations multiples (ethniques, genrées, religieuses, socio-économiques) liées à leur parcours d'immigration entre autres. Il réside une diversité importante en termes d'origines : Maroc, Guinée, Inde, Bangladesh, Somalie. Il s'agit principalement de foyers monoparentaux.</p> <p>Nous avons pu – comme précisé dans le précédent rapport 2020 – revoir le groupe en présentiel pour clôturer l'année académique 2019-2020. Les aléas situationnels n'auront pas permis au groupe de reprendre en septembre 2020. Mais finalement, après plusieurs réflexions et aménagements décidés en concertation avec le partenaire, nous avons relancé les rencontres dans une version « en ligne » à partir de janvier 2021. Ayant fortement questionné la possibilité effective de « faire de l'éducation permanente à distance » nous avons fait le choix de proposer une version alternative et aménagée des ateliers tout en redéfinissant les objectifs généraux en fonction de leur faisabilité.</p> <p>Partant de l'idée que la thématique traitée avec les participantes était – avant crise sanitaire – le droit citoyen et plus spécifiquement celui des femmes, nous avons continué dans la même direction mais, en partant d'une discussion avec le groupe, nous avons repensé 1/ la forme de l'atelier, 2/ les supports utilisés, 3/ le contenu, 4/ les objectifs. Y réfléchir ensemble faisait gage d'une méthodologie participative et de visées réalistes pour toutes.</p> <p>Il a donc été décidé, dans la mesure où le débat d'idées est plus compliqué en ligne (plus encore avec un public infra-scolarisé et maîtrisant peu la langue française pour la plupart), de réaliser des ateliers lors desquels leurs seraient présentées des figures militantes et dans la majeure partie d'entre elles, des personnalités féministes. Il nous semblait évident que nous aurions plus de difficulté à rendre participatives les rencontres. Aussi, l'utilisation du numérique n'a pas facilité l'utilisation d'outils pédagogiques habituels. Au fil des séances nous nous sommes aperçues que si la participation et le débat ne ressemblaient pas à ceux menés en présentiel ils existaient quand même, et se développaient plus encore à chaque rencontre!</p> <p>Les objectifs visés étaient la découverte d'une multitude de profils et donc la réflexion autour de la diversité des idéologies et de la façon d'être en lutte. Les ateliers ont été proposés sur un format d'une heure et demi (six séances) adaptable. La totalité des participantes ayant considéré que la concentration en ligne est plus limitée.</p> <p>Dans un premier temps, ayant la volonté de rendre leur présence plus facile, nous avons travaillé sur la plateforme WhatsApp, toutes l'utilisant au quotidien pour d'autres raisons. Cependant, très vite nous nous sommes rendu compte que cette dernière était limitante du point de vue du nombre de participant-e-s mais aussi des types de supports pédagogiques exploitables.</p> <p>Notre partenaire, le GAFFI, au travers de son animatrice en charge de l'accompagnement du groupe et de la co-animation a donc proposé aux femmes (pour rappel ce groupe est composé uniquement de femmes) de se former à l'application Zoom. Chacune d'elles avait la possibilité de se rendre sur place pour une brève formation, le téléchargement de l'application sur leur smartphone, etc. Ce changement aura permis à d'autres femmes de s'intégrer aux groupes mais aussi à l'animateur d'utiliser des supports visuels, audio, vidéo afin de rendre les séances plus dynamiques.</p> <p>Grâce à ces rencontres nous avons pu maintenir l'intérêt des femmes à se questionner, réfléchir à des éléments de société et à des pistes de solutions des problèmes soulevés ensemble. Cela même si nous avons conscience qu'une réflexion ou un débat mené à distance ne peut que difficilement viser la même qualité que lors d'une réunion en présence de tous.</p> <p>Ce n'est qu'en mai 2021 suite aux décisions gouvernementales que nous avons pu revoir les femmes du groupe en présentiel. Les ateliers organisés lors de cette reprise avaient pour objectif de rencontrer toutes les femmes qui participent aux activités du GAFFI dont le niveau de français le permet, afin de les sensibiliser et d'offrir des espaces de réflexions collectives au sujet des droits des femmes, du féminisme et de l'intersectionnalité. Ces rencontres visaient ainsi l'acquisition de prérequis conceptuels et de découvrir les processus de travail de l'éducation permanente, en vue d'approfondir ces échanges et les enjeux dont elles souhaiteraient s'approprier en 2022, dans le cadre de la création d'un groupe fixe souhaitant prolonger les réflexions amorcées.</p>
--	---

De ce fait, deux rencontres de trois heures ont été mises en place avec chacun des groupes. La première a ainsi permis aux participantes d'échanger et de s'exprimer autour de leur vécu en tant que femme, autant dans leur pays d'origine qu'en Belgique. Certaines ont d'ailleurs évoqué l'importance et leur volonté de s'organiser collectivement afin de lutter contre les inégalités qu'elles vivent. Lors de la deuxième rencontre, au travers de leurs exemples et de leurs expériences, il était alors question d'identifier et d'échanger autour de différentes notions importantes permettant aux femmes de conceptualiser et d'analyser des situations quotidiennes de discriminations et d'inégalités, dans une perspective d'émancipation. Ces rencontres ont ainsi permis à chacune des femmes, au travers de réflexions collectives, de partager autour des inégalités vécues et de développer une compréhension plus large des discriminations à l'œuvre dans leur pays d'origine ainsi que dans la société belge, et dès lors d'exprimer leur idéal et leurs volontés d'action.

11/01 (En ligne) : Réflexions collectives à propos des modalités d'organisation des prochains ateliers : forme, horaire, envies, souhaits relatifs aux contenus. Réintroduction des concepts déjà vus ensemble comme « féminisme », « sexisme », « droit de l'Homme ». **(2h – 6 pers.)**

19/01 (En ligne) : Rencontre avec le combat de Tahwida Ben Cheikh. Travail de réflexion autour de la femme dans le Maghreb et du rapport entre genre et scolarité **(1,5h – 6 pers.)**

04/02 (En ligne) : Présentation du projet urbain bruxellois « Tunn-elle ». Prise de contact avec les types de profils proposés dans le cadre de ce projet et plus spécifiquement au travers du combat de Semira Adamu. Décision collective de participer au projet. **(2,5h – 9 pers.)**

11/02 (En ligne) : Rencontre avec Rosa Parks et Annie Cordy, toutes deux dans la liste des femmes pour le projet « Tunn-elle ». Réflexions autour d'une autre forme de lutte (boycott) dans un contexte différent (racisme afro-US). Analyse de l'acte militant (endurance, persévérance, importance du collectif etc.) **(1,5h – 9 pers.)**

11/03 (En ligne) : Préparation à la journée de lutte contre le racisme du 21 mars – réflexion à propos d'une autre forme de mobilisation – définition de la discrimination (stéréotypes et préjugés), ses différentes formes à partir de l'exemple de la séance précédente sur la ségrégation, le racisme aux USA et l'islamophobie. **(1,5h – 8 pers.)**

18/03 (En ligne) : Suite et fin du travail de réflexion autour du racisme comme forme de discrimination, sensibilisation à la place de l'éducation/la socialisation dans l'acquisition de mécanismes de rejet. **(1,5h – 6 pers.)**

22/04 : Travail de la dynamique du groupe – expression autour des impacts du Covid dans leur quotidien. **(1,5h – 5 pers.)**

29/04 : Introduction à l'idée de balade féministe et au concept d'espaces urbains genrés. **(1,5h – 6 pers.)**

06/05 : Découverte de l'occupation genrée des lieux urbains et la place de la femme dans les noms actuels des rues. **(1,5h – 6 pers.)**

26/05 : Suite aux observations réalisées lors de la séance précédente : réflexions et débats autour de la prostitution. 1/ Maîtriser la définition, 2/ Découvrir la pluralité des réalités des prostitué-e-s, 3/ Découvrir la loi à propos de la prostitution et pouvoir la questionner fonction des éléments acquis au point 1 et 2. **(1,5h – 9 pers.)**

02/06 : Clôture de l'année au travers d'un photo langage rappelant tous les concepts vus en 2021. Les objectifs visés étant : 1/ Évaluer la capacité de mémorisation & de restitution d'informations vues, 2/ Évaluer la capacité des participantes à donner leur avis/construire une opinion sur un sujet préalablement analysé ensemble. **(1,5h – 9 pers.)**

12/10 : Prise de contact avec le groupe Écrit 3. Définition du cadre et des objectifs des rencontres. Discussions et réflexions collectives autour du vécu et des expériences de chacune en tant que femme et dès lors identification d'inégalités entre hommes et femmes dans différentes sphères de la société. **(3h – 11 pers.)**

19/10 : Avec le groupe Écrit 3, partage de réflexions et de compréhensions du féminisme et de ses figures d'ici et d'ailleurs. Identifications de différentes formes de discrimination et échange d'exemples vécu ou dont elles ont connaissance. Introduction et acquisition du concept d'intersectionnalité et réflexions autour de leur idéal de demain. **(3h – 6 pers.)**

- 25/10** : Prise de contact avec le groupe Écrit 2. Définition du cadre et des objectifs des rencontres. Discussions et réflexions collectives autour du vécu et des expériences de chacune en tant que femme et dès lors identification d'inégalités entre hommes et femmes dans différentes sphères de la société. **(3h – 10 pers.)**
- 26/10** : Avec le groupe Écrit 2, partage de réflexions et de compréhensions du féminisme et de ses figures d'ici et d'ailleurs. Identifications de différentes formes de discrimination et échange d'exemples vécu ou dont elles ont connaissance. Introduction et acquisition du concept d'intersectionnalité. **(3h – 6 pers.)**
- 09/11** : Prise de contact avec le groupe Écrit 1. Définition du cadre et des objectifs des rencontres. Discussions et réflexions collectives autour du vécu et des expériences de chacune en tant que femme, autant dans leur pays d'origine qu'en Belgique. **(3h – 5 pers.)**
- 16/11** : Avec le groupe Écrit 1, partage de réflexions et de compréhensions du féminisme et de ses figures d'ici et d'ailleurs. Identifications de différentes formes de discrimination et échange d'exemples vécu ou dont elles ont connaissance. Acquisition du concept d'intersectionnalité et réflexions autour de leur idéal de demain. **(3h – 7 pers.)**
- 18/11** : Premier contact avec le groupe Oral 3, définition du cadre et des objectifs des rencontres. Discussions et réflexions collectives autour du vécu et des expériences de chacune en tant que femme, autant dans leur pays d'origine qu'en Belgique. **(3h – 4 pers.)**
- 23/11** : Premier contact avec le groupe Écrit 4, définition du cadre et des objectifs des rencontres. Discussions et réflexions collectives autour du vécu et des expériences de chacune en tant que femme et dès lors identification d'inégalités entre hommes et femmes dans différentes sphères de la société **(3h – 8 pers.)**
- 30/11** : Suite avec le groupe Écrit 4. Retour sur la journée de lutte contre les violences faites aux femmes et partage de réflexions et de compréhensions du féminisme et de ses figures d'ici et d'ailleurs. Identifications de différentes formes de discrimination et échange d'exemples vécu ou dont elles ont connaissance. Acquisition du concept d'intersectionnalité. **(3h – 5 pers.)**
- 02/12** : Avec le groupe Oral 3, retour sur la journée de lutte contre les violences faites aux femmes et partage de réflexions et de compréhensions du féminisme et de ses figures d'ici et d'ailleurs. Identifications de différentes formes de discrimination et échange d'exemples vécu ou dont elles ont connaissance. Acquisition du concept d'intersectionnalité. **(3h – 5 pers.)**
- 09/12** : Premier contact avec le groupe Couture, définition du cadre et des objectifs des rencontres. Discussions et réflexions collectives autour du vécu et des expériences de chacune en tant que femme et dès lors identification d'inégalités entre hommes et femmes dans différentes sphères de la société. **(3h – 7 pers.)**
- 20/12** : Suite avec le groupe Couture. Partage de réflexions et de compréhensions du féminisme et de ses figures d'ici et d'ailleurs. Échanges et réflexions autour du « sexisme » et de la place des femmes dans leur pays d'origine et en Belgique. **(3h – 6 pers.)**

	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles
	7	54	Anderlecht	ASBL Le GAFFI	<ul style="list-style-type: none"> • Compte-rendu, Convention • Supports visuels permettant d'aider à la formulation de leur état d'humeur du jour ainsi qu'à leur présentation au reste du groupe. • Images et illustrations mettant en scène des femmes dans leur vie quotidienne (en famille, au travail, à l'école, en politique). • Supports visuels représentant des figures féministes d'ici et d'ailleurs. • Pictogrammes représentant différentes identités pouvant amener une discrimination (être femme, être musulmane, être en surpoids, être âgée, avoir la peau noire, être handicapée). <p style="text-align: right;">ANNEXE 1</p>

4.1.7.3. Lieux de vie & Espace public

4.1.7.3.a. Enjeux de société

Cette année 2021 a été singulièrement sombre pour de nombreux ménages belges. La crise sanitaire Covid-19, les inondations, une situation économique et énergétique qui se dégrade ne sont que malheureusement quelques exemples. Par voie de conséquence, nous assistons de plus en plus à une détérioration des conditions de vie des plus fragiles, mais également de la classe moyenne sujette à des risques de précarisation de plus en plus importants. La crise Covid a clairement « renforcé » cette fragilisation par la perte de revenus, des problèmes de santé, l'absence/la réduction de services... pour n'en citer que quelques-uns.

Ces derniers mois, l'impact sur le secteur du logement a été éminemment dramatique. Rappelons que l'article 23 de la constitution belge incluant le droit à un logement décent parmi les droits qui doivent garantir à chacun une vie conforme à la dignité humaine est de plus en plus mis à mal. À titre d'exemple, selon Bruss'Help, le nombre de personnes sans abri et mal logées à Bruxelles a augmenté de 30 % entre 2018 et 2020, passant de quatre mille deux cents à cinq mille trois cents personnes. En Région wallonne, malgré l'absence de chiffres clairs et précis, l'ensemble du secteur associatif s'accorde pour tirer la sonnette d'alarme ! Désormais, cet accroissement ne concerne plus uniquement les grandes villes, mais également les villes secondaires.

Par ailleurs, en 2021, avoir un toit ne suffit clairement plus ! Même si ce dernier offre une sécurité physique, l'état des logements pour les bas revenus reste trop souvent de faible qualité sur le marché privé. L'enjeu sera donc de fournir des « toits de qualité », car dans le cas contraire ceci aura pour conséquence de renforcer la précarité de ses habitants. Au sein du secteur public, la situation n'est pas meilleure. Si la qualité des logements publics s'est considérablement améliorée ces dernières années, il n'en demeure pas moins que l'on constate un manque criant quantitativement parlant. Selon la Région wallonne, on compte près de quarante-cinq mille ménages en attente d'un logement, et pour le Logement Bruxellois (Société immobilière de service public) ce chiffre a dépassé les cinquante mille. Pour beaucoup de ménages, les délais d'attente sont désormais de plusieurs années !

De plus, dans un marché de l'énergie complètement instable et complexe, le consommateur est totalement à la merci des hausses des prix. Actuellement, et plus que jamais, l'énergie est en train de plomber le budget des ménages ainsi que son accès/son maintien dans le logement. L'augmentation des charges liées au logement représente une part de plus en plus importante dans le budget des ménages atteignant parfois près d'un tiers de leurs revenus ! Plus que jamais, la précarité énergétique et hydrique gagne du terrain. Les témoignages de personnes en défaut de paiement de factures d'énergie et d'eau illustrent concrètement les situations difficiles rencontrées par une part de plus en plus importante de locataires et de propriétaires. Même si certaines actions ont été mises en place par les différents gouvernements comme la prolongation jusqu'au 1^{er} juillet 2022 du tarif social pour huit cent quatre-vingt

mille ménages, ces efforts seront clairement insuffisants pour compenser ces augmentations. Quelles conséquences pour les locataires précaires ? À budget égal (voire moindre) et à charges supérieures, on risque d'observer une série de ménages contraints de se « replier » sur des logements avec des loyers plus faibles pour compenser ces hausses de charges. Généralement, ils seront plus petits et/ou de qualité inférieure.

Simultanément, la forte hausse du prix des matériaux de construction en 2021, conséquence d'un marché libre où l'offre et la demande régulent les prix, a eu pour impact une difficulté grandissante de construire, de rénover... tout en maîtrisant les coûts. Les premiers impactés sont les « petits propriétaires » qui n'arrivent plus à entretenir et à améliorer leur logement, et pour qui devenir propriétaire peut s'avérer difficile à assumer. Alors, comment améliorer l'efficacité de son logement et limiter ses factures lorsque certains matériaux ont augmenté de 15 à 25 % (selon une enquête de la Confédération Construction) ?

En matière d'espace public, la « ville inclusive » visant à permettre l'exercice en toute égalité des droits humains par un accès sans restriction aux espaces urbains, aux infrastructures et aux services sera un enjeu important pour les publics précaires. En effet, nos espaces publics sont de plus en plus concurrentiels, avec des risques de privatisation de plus en plus sérieux. Comment garantir un droit à la ville et ses services pour tous dans notre société ?

Un des principaux enjeux au sein de cette thématique reste l'appropriation d'outils d'autonomisation en matière de lieux de vie et d'espaces publics, et ce par le plus grand nombre. Il y a fort à parier que la créativité, la participation citoyenne et les démarches collectives seront des clés importantes pour répondre à l'immensité des défis qui attend notre public dans les années à venir.

4.1.7.3.b. Finalité et objectifs de l'action

Aujourd'hui, les objectifs et la finalité de la thématique Lieux de vie & Espace public n'ont pas beaucoup changé, mais les difficultés rencontrées par nos publics se sont particulièrement renforcées durant ces derniers mois. Les indicateurs laissent présager que la situation risque de ne pas s'améliorer. Il sera donc nécessaire de renforcer les actions menées et permettre au plus grand nombre, particulièrement les « oubliés », de bénéficier de ces accompagnements, d'espaces de réflexion et d'actions. Dans le but, rappelons-le, de faire évoluer notre société vers un monde plus équitable et solidaire pour tous.

Nous serons particulièrement attentifs à l'accès au logement décent. Les prix en location et en acquisition ont connu une envolée spectaculaire ces dernières années rendant impossible, pour de plus en plus de personnes, d'avoir un toit de qualité au-dessus de leur tête. Corrélativement, le droit à la ville pour tous est de plus en plus difficile, éjectant les moins nantis de la société loin de ses services et de ses emplois. Enfin, nous serons particulièrement vigilants à ce qu'un espace public inclusif soit garanti au plus grand nombre.

4.1.7.3.c. Développement de la thématique d'action

La fin d'année 2021 a enfin annoncé un retour à la normale progressif en termes d'animation, de participation... Les partenariats et le rythme des rencontres ont commencé à revenir au niveau d'avant-crise sanitaire.

Cependant, il est important de souligner l'état d'esprit des participants à nos ateliers. Nous avons pu constater chez eux une grande méfiance du monde politique, voire un sentiment de fatalité (ce qui est plus grave) quant à leur capacité à gérer notre société, à proposer des solutions et les mettre en œuvre. Cette situation a clairement été renforcée par la situation sanitaire. Cela a fortement impacté leur état d'esprit et leur participation aux ateliers. Il sera donc nécessaire de rétablir collectivement, et par la démonstration, la confiance dans le rôle qu'ils peuvent aussi jouer. Pour nous, il s'agira de ce fait d'un préalable indispensable à toute action.

Dans le cadre du développement de la thématique, on soulignera le travail de réflexion, ainsi que le partage des quartiers de Namur sur les aspects identitaires, comme décrit au point 4.1.5.3 (p. 33). Cela se matérialisera par une exposition photographique construite par les quartiers en mai 2022.

Le groupe de stagiaires volontaires de la Régie de quartier de Namur a poursuivi sa réflexion sur l'habitat léger en 2021. Pour rappel, une visite avait été effectuée aux quartiers de la Baraque de Louvain-la-Neuve permettant aux participants de mieux appréhender ce type de logement alternatif souvent méconnu pour la plupart d'entre eux. Dans le cas où le projet se concrétise, cela permettra aux participants d'approfondir la réflexion et de poser un regard critique par rapport à ces autres formes d'habiter en termes d'opportunités de logement peu cher, moins impactant et de renforcer une ouverture d'esprit vers d'autres modes de vie.

Quant aux habitants du quartier de Base-Enhaive, qui avaient vivement souhaité poursuivre les rencontres en visioconférence pour maintenir le contact pendant le confinement, outre le projet d'une affiche informative, ils ont eu la volonté de partager plus largement leur travail réflexif. C'est ainsi qu'ils ont choisi de réaliser une vidéo présentant leurs récits de vie et des témoignages d'autres habitants et acteurs du quartier à propos de l'impact de la crise sanitaire sur la santé mentale et les relations sociales. Cette vidéo sera disponible dans le courant de 2022.

À la maison maternelle L'Espoir, les femmes ont émis le désir de travailler deux dimensions : la vie en collectivité au sein de la maison et un guide-conseil en matière de logement. Elles sont très demandeuses d'échanger sur leur parcours logement, mais surtout d'identifier les clés pour retrouver un logement, et par la même occasion leur autonomie.

4.1.7.3.d. Activités de la thématique d'action

<p>Activité N°1</p> <p>Journal Interquartiers NAMUR</p> <p>Dates : 02/03, 09/03, 22/03, 23/03, 25/03, 12/05, 07/06, 14/06, 14/06, 15/06, 22/06, 22/06, 26/06, 29/06, 29/06, 05/07, 20/07, 02/09, 04/10, 06/10, 13/10, 18/10, 18/10, 25/10, 08/11, 18/11, 23/11, 29/11, 06/12, 07/12</p> <p>Activité régulière</p>	<p>La collaboration entre le CPCP et la Ville de Namur, plus spécifiquement le département de Cohésion Sociale, s'est poursuivie en 2021 afin de continuer à réaliser le journal interquartiers mis en place depuis 2014. Ce journal est écrit par et pour les habitants de huit quartiers à haute densité de population (Germinal, Hastedon, Petit Ry, Amée, Basse-Enhaive, Plomcot, Saint-Nicolas, Balances).</p> <p>Les objectifs de ce projet sont de présenter les actions menées dans les quartiers, d'échanger leurs savoirs, savoir-faire et savoirs-être, d'inciter le débat entre quartiers afin de créer des passerelles entre tous les habitants de ces quartiers.</p> <p>Le processus mis en place dans chaque Comité de quartier est inchangé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réfléchir et choisir, au niveau de chaque quartier, un sujet à développer ; • rencontrer les autres quartiers, pour mettre en commun leurs réflexions et les sujets choisis en débat ; • rédiger collectivement l'article. <p>Vu la situation exceptionnelle de crise sanitaire et les recommandations décrétées par les autorités, le travail effectué avec les différents groupes a, une fois de plus, été complètement bouleversé. C'est ainsi qu'il n'a été possible de publier qu'un seul journal intitulé <i>La joies des retrouvailles... Et pourquoi pas vous ?</i>. Cet exemplaire a été rédigé de manière collective en octobre sur le thème de la réouverture des Maisons de Quartier après une longue absence en raison des mesures sanitaires. De nombreux témoignages des habitants des quartiers sont venus enrichir la partie rédactionnelle.</p> <p>De mars à décembre, les groupes ont travaillé sur le projet « Regards croisés de quartiers ». Ce projet s'est inscrit dans la continuité du travail favorisant le développement du bien vivre ensemble entamé depuis plusieurs années dans les groupes des quartiers à haute densité de population de Namur.</p> <p>L'objectif était d'amener les habitants à porter un regard différent sur leur propre lieu de vie pour ensuite poser leur regard sur les autres quartiers. Au départ d'une balade, les participants ont pu redécouvrir leur quartier via l'objectif d'un appareil photographique. En utilisant ce support média comme moyen d'expression, les habitants ont développé une analyse collective et participative dans le but de promouvoir une autre image, plus positive, favorisant la réflexion sur la dynamisation des quartiers, la qualité de leur lieu de vie et des espaces publics.</p> <p>Le processus créatif et le résultat de tout ce travail seront présentés lors d'une exposition qui aura lieu au Centre culturel de Bomel du 4 au 7 mai 2022.</p> <p>02/03 : Quartier Saint-Nicolas : balade photographique : (Re)découverte de son quartier par le biais de l'image : contraste entre aujourd'hui et hier, un quartier aux différentes facettes. (2h – 7 pers.)</p> <p>09/03 : Quartier des Balances : balade photographique : état des lieux du quartier. Co-réflexion sur la qualité de vie et le vivre ensemble dans le quartier. (2h – 5 pers.)</p> <p>22/03 : Quartier Saint-Nicolas : Suite du projet – Réflexion collective à propos de la question « Comment mon quartier est-il perçu à l'extérieur ? » – Développement d'une idée de projet collectif (avec les autres quartiers). (3h – 6 pers.)</p> <p>23/03 : Quartier de Germinal : balade photographique : (Re)découverte de son quartier par le biais de l'image – Partage des ressentis sur leur lieu de vie. (2h – 6 pers.)</p> <p>25/03 : Quartier de Plomcot : balade photographique : déconstruction des préjugés qui prévalent à l'extérieur du quartier et description de son identité. (2h – 6 pers.)</p> <p>12/05 : Quartier de Basse-Enhaive : balade photographique : exploration et découverte du quartier – Échanges à propos de l'évolution du quartier et de sa mixité sociale. (2h – 7 pers.)</p> <p>07/06 : Quartier du Petit Ry/Amée : échanges à propos de leur vécu durant la crise sanitaire – Balade photographique : (re)découverte de son quartier par le biais de l'image – Déconstruction des préjugés véhiculés sur le quartier. (2h – 6 pers.)</p> <p>14/06 : Quartier de Plomcot : analyse, expression et choix collectif des photos représentatives du quartier qui seront exposées au regard des participants des autres quartiers. (3h – 6 pers.)</p>
--	---

- 14/06** : Quartier du Petit Ry/Amée : analyse, expression et choix collectif des photos représentatives du quartier qui seront exposées au regard des participants des autres quartiers. **(3h – 8 pers.)**
- 15/06** : Quartier des Balances : analyse, expression et choix collectif des photos représentatives du quartier qui seront exposées au regard des participants des autres quartiers. **(2h – 5 pers.)**
- 22/06** : Quartier de Germinal : analyse, expression et choix collectif des photos représentatives du quartier qui seront exposées au regard des participants des autres quartiers. **(3h – 6 pers.)**
- 22/06** : Quartier de Basse-Enhaive : analyse, expression et choix collectif des photos représentatives du quartier qui seront exposées au regard des participants des autres quartiers. **(2h – 6 pers.)**
- 26/06** : Quartier Saint-Nicolas : présentation pêle-mêle des photos présent par les habitants des quartiers – Où est ce lieu ? : associer les photos aux différents quartiers – expression des participants à propos des photos présentées par les autres quartiers. **(3h – 9 pers.)**
- 29/06** : Quartier des Balances : présentation pêle-mêle des photos présent par les habitants des quartiers – Où est ce lieu ? : associer les photos aux différents quartiers – expression des participants à propos des photos présentées par les autres quartiers. **(3h – 6 pers.)**
- 29/06** : Quartier de Germinal : présentation pêle-mêle des photos présent par les habitants des quartiers – Où est ce lieu ? : associer les photos aux différents quartiers – expression des participants à propos des photos présentées par les autres quartiers. **(3h – 6 pers.)**
- 05/07** : Quartier du Petit Ry/Amée : présentation pêle-mêle des photos présent par les habitants des quartiers – Où est ce lieu ? : associer les photos aux différents quartiers – expression des participants à propos des photos présentées par les autres quartiers. **(3h – 9 pers.)**
- 20/07** : Quartier de Plomcot : présentation pêle-mêle des photos présent par les habitants des quartiers – Où est ce lieu ? : associer les photos aux différents quartiers – expression des participants à propos des photos présentées par les autres quartiers. **(3h – 7 pers.)**
- 02/09** : Quartier de Basse-Enhaive : présentation pêle-mêle des photos présent par les habitants des quartiers- Où est ce lieu ? : associer les photos aux différents quartiers – expression des participants à propos des photos présentées par les autres quartiers. **(3h – 7 pers.)**
- 04/10** : Quartier de Basse-Enhaive : présentation et analyse des préjugés perçus par les habitants des autres quartiers – Récolte des réactions des participants. **(3h – 6 pers.)**
- 06/10** : Quartier des Balances : présentation et analyse des préjugés perçus par les habitants des autres quartiers – Récolte des réactions des participants. **(3h – 5 pers.)**
- 13/10** : Quartier de Plomcot : présentation et analyse des préjugés perçus par les habitants des autres quartiers – Récolte des réactions des participants. **(3h – 7 pers.)**
- 18/10** : Quartier du Petit Ry/Amée : présentation et analyse des préjugés perçus par les habitants des autres quartiers – Récolte des réactions des participants. **(3h – 6 pers.)**
- 18/10** : Quartier Germinal : présentation et analyse des préjugés perçus par les habitants des autres quartiers – Récolte des réactions des participants. **(3h – 6 pers.)**
- 25/10** : Réunion interquartiers : rédaction d'un article sur le thème des réouvertures des activités des Maisons de quartier. **(2h – 25 pers.)**
- 08/11** : Quartier du Petit Ry/Amée : déconstruction des préjugés – proposition de pistes de solution pour améliorer l'image de leur quartier – Tri et choix de photos à présenter lors de l'exposition photographique. **(2h – 7 pers.)**
- 18/11** : Quartier Basse-Enhaive : déconstruction des préjugés – proposition de pistes de solution pour améliorer l'image de leur quartier – Tri et choix de photos à présenter lors de l'exposition photographique. **(3h – 7 pers.)**

	<p>23/11 : Quartier Saint-Nicolas : présentation et analyse des préjugés perçus par les habitants des autres quartiers – Récolte des réactions des participants. (3h – 8 pers.)</p> <p>29/11 : Quartier de Plomcot : déconstruction des préjugés – proposition de pistes de solution pour améliorer l’image de leur quartier – Tri et choix de photos à présenter lors de l’exposition photographique. (2h – 5 pers.)</p> <p>06/12 : Quartier Saint-Nicolas : déconstruction des préjugés – proposition de pistes de solution pour améliorer l’image de leur quartier – Tri et choix de photos à présenter lors de l’exposition photographique. (2h – 5 pers.)</p> <p>07/12 : Quartier des Balances : déconstruction des préjugés – proposition de pistes de solution pour améliorer l’image de leur quartier – Tri et choix de photos à présenter lors de l’exposition photographique. (2h – 5 pers.)</p>										
	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="488 427 804 470">Nombre participants</th> <th data-bbox="804 427 1120 470">Nombre d’heures</th> <th data-bbox="1120 427 1435 470">Localité</th> <th data-bbox="1435 427 1751 470">Partenariat(s)</th> <th data-bbox="1751 427 2065 470">Traces matérielles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="488 470 804 582">7</td> <td data-bbox="804 470 1120 582">77</td> <td data-bbox="1120 470 1435 582">Namur</td> <td data-bbox="1435 470 1751 582">Service de cohésion sociale de la Ville de Namur</td> <td data-bbox="1751 470 2065 582"> <ul style="list-style-type: none"> • Comptes-rendus • Journal interquartiers </td> </tr> </tbody> </table> <p style="text-align: right;">ANNEXE 1</p>	Nombre participants	Nombre d’heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles	7	77	Namur	Service de cohésion sociale de la Ville de Namur	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes-rendus • Journal interquartiers
Nombre participants	Nombre d’heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles							
7	77	Namur	Service de cohésion sociale de la Ville de Namur	<ul style="list-style-type: none"> • Comptes-rendus • Journal interquartiers 							
<p>Activité N°2 Expression Covid – Quartier de Basse-Enhaive NAMUR Dates : 28/01, 14/02, 11/02, 02/09, 07/10, 11/10, 08/11, 25/11, 06/12, 20/12 Activité régulière</p>	<p>Dans le cadre de la collaboration entre le CPCP et la Ville de Namur, le groupe de Basse-Enhaive, un des huit quartiers à haute densité de population qui participe aussi à la réalisation du journal interquartiers, a poursuivi sa réflexion initiée en 2020 autour du thème de « l’impact de la crise sanitaire sur la santé mentale et les relations sociales ».</p> <p>Dès le début d’année, au vu de l’impossibilité d’organiser des rencontres en présentiel, nous avons opté pour des rencontres virtuelles afin de ne pas perturber le travail qui avait déjà été largement entamé par le groupe.</p> <p>Les objectifs de ce projet sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • favoriser l’expression du vécu, du ressenti des personnes durant le confinement ; • accompagner le public dans sa réflexion critique sur les impacts individuels et collectifs du Covid sur la santé mentale et sociale ; • soutenir l’émergence de pistes de solutions sur base des témoignages ; • politiser les constats et alimenter un plaidoyer ; • promouvoir cette vidéo le plus largement possible. <p>Lors de leurs nombreux constats relevés à propos de la problématique de la communication en temps de crise, ils ont notamment épinglé la difficulté de trouver la bonne information comme par exemple les numéros de contact à disposition des citoyens en détresse sociale ou psychologique. Le groupe souhaitait agir rapidement. Ils ont alors opté pour la réalisation d’une affiche reprenant des numéros de téléphones des différents dispositifs d’urgence. En privilégiant notamment les services locaux, ils souhaitaient donner une information au plus proche des citoyens du quartier. Cette affiche intitulée <i>Moral à plat ? On est là !</i> a été diffusée dans tout le quartier de Basse-Enhaive.</p> <p>Dans le but de capter de nouveaux participants, le groupe a aussi souhaité promouvoir leur projet en cours. Pour ce faire, ils ont réalisé une affiche publicitaire présentée lors de la fête de quartier le 2 octobre et diffusée via une campagne d’affichage. Opération qui a porté ses fruits puisque quelques personnes ont rejoint le groupe soit de manière durable soit ponctuellement pour partager leur vécu en temps de crise.</p> <p>La volonté de tous était de pouvoir partager plus largement le travail réflexif entrepris. C’est ainsi que pour illustrer leurs propos, ils ont choisi la vidéo comme outil d’expression dynamique pour présenter leur travail collectif. Outre leurs récits de vie, la vidéo sera enrichie des témoignages d’autres habitants du quartier et d’acteurs de première ligne qui gravitent autour du quartier (médecins de la Maison Médicale, la responsable de la Maison de quartier, des indépendants...)</p> <p>Pour mener à bien ce projet, nous avons établi un partenariat avec l’ASBL Médias Animation qui a l’expertise en matière technique pour la mise en œuvre d’une vidéo. Notre partenaire avait pour mission d’encadrer les activités liées au processus de création médiatique et d’apporter un soutien logistique par la mise à disposition du matériel nécessaire à la création collective.</p> <p>La vidéo et la suite du processus se poursuivront en 2022.</p>										

- 28/01** : Suite de l'analyse de l'impact de la crise sanitaire sur la santé mentale et les relations sociales : rédaction de récits de vie qui alimenteront la vidéo – Réflexion à propos de la communication en temps de crise – conception d'une affiche à destination des habitants, reprenant les différents points de contact proposés par les autorités compétentes. **(2h – 5 pers.)**
- 04/02** : Création d'une affiche informative à destination des citoyens du quartier – Réflexion sur le choix d'un moyen d'expression pour présenter leur analyse et leurs réflexions sur l'impact du Covid sur la santé mentale et les relations sociales. **(3h – 5 pers.)**
- 11/02** : Poursuite de l'élaboration de l'affiche « Moral à plat, on est là » – Rencontre et échanges avec un professionnel du théâtre dans le but d'éclairer le choix du moyen d'expression – Élaboration d'une liste reprenant les différents sujets soulevés lors de leur réflexion collective (incivisme, complotisme, gestes barrières, solidarité...) – Choix du moyen d'expression. **(3h – 5 pers.)**
- 02/09** : Réalisation d'une affiche de promotion du projet vidéo en vue d'élargir le groupe à de nouveaux participants – Visite citoyenne de l'exposition « Les disparus, récits d'une pandémie » et transmission des ressentis. **(3h – 6 pers.)**
- 07/10** : Tour de table sur les ressentis d'hier et d'aujourd'hui face à la crise sanitaire – Présentation de différents formats en médias (Stop motion, film d'animation, documentaire...). **(3h – 7 pers.)**
- 11/10** : Notes d'intention : savoir développer une ou deux thématiques souhaitées. Par la suite, tenter de mettre une image sur les thèmes, voir des images surréalistes. **(3h – 7 pers.)**
- 08/11** : Développer sa note d'intention en choisissant un thème, une situation, expliquer pourquoi, pour qui et enfin quel message on veut faire passer à travers le film. **(3h – 7 pers.)**
- 25/11** : Appropriation du matériel vidéo et mise en situation de tournage. Analyse technique des séquences filmées. **(3h – 7 pers.)**
- 06/12** : Rédaction du questionnaire scénaristique sous forme d'interview. Ce questionnaire s'articule en six points afin de récolter auprès des personnes ressources leurs ressentis face à la crise sanitaire : les constats, les analyses et les enseignements. **(3h – 7 pers.)**
- 20/12** : Tournage dans différents lieux du quartier – Prise en charge des différentes phases de production par les participants. **(3h – 7 pers.)**

Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles
6	29	Namur	Service de Cohésion Sociale de la Ville de Namur Maisons de Quartier, Média-Animation ASBL	<ul style="list-style-type: none"> • Convention • Comptes-rendus • Affiche

ANNEXE 2

<p>Activité N°3 Guide-conseils logement Maison maternelle l'Espoir Cuesmes Dates : 13/09, 04/10, 15/11, 13/12 Activité régulière</p>	<p>En 2020, le CPCP a animé au sein de la maison maternelle L'Espoir de Cuesmes des ateliers sur la consommation durable. Le groupe semblait avoir été au bout de la réflexion à propos de la consommation durable. Dès lors, un contact et une réunion ont été pris avec la coordination de la maison afin de voir dans quelle mesure les mamans pourraient être intéressées par des ateliers sur le logement. Très clairement, les mamans sont demandeuses d'échanger sur leur parcours logement, mais surtout d'identifier les clés pour retrouver un logement, et par la même occasion leur autonomie.</p> <p>Cette maison accueille une quinzaine de mamans âgées de vingt à cinquante ans et leurs enfants. Généralement, ces mamans arrivent à la maison maternelle suite à des violences conjugales, perte de logement/emploi... Elles ont entre un et six enfants (gardes alternées). Leur participation aux ateliers est libre, et donc fluctuante. En effet, beaucoup d'entre elles ont des rendez-vous extérieurs (école, soins, CPAS, tribunaux...) rendant la participation aux ateliers assez variable.</p> <p>Rapidement, le groupe a proposé de travailler deux dimensions : la vie en collectivité au sein de la maison et un guide-conseil en matière de logement.</p> <p>Les objectifs de ce projet sont multiples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • construire un recueil de conseils utiles en matière de logement à destination des futures mamans de la maison maternelle ; • développer leurs connaissances et leur expertise sur les processus, démarches, pièges... en matière de logement ; • partager leur vécu « parcours logement » pour en faire bénéficier les autres participantes (Échanges de savoirs et d'expériences) ; • travailler sur leur vision du logement, et plus particulièrement du logement public ; • s'ouvrir à d'autres formes d'habitat que le logement public ; • favoriser l'autonomie en matière de démarches de recherche et d'entretien d'un logement (pédagogie de l'habiter) ; • diffuser l'outil auprès d'autres maisons maternelles. <p>En 2022, le projet va se poursuivre, notamment avec un travail sur le logement public, de transit et d'urgence. Une visite et/ou un exposé d'un représentant du logement public sera organisé à la demande des participantes. Les autres dimensions seront choisies début janvier 2022 selon les besoins des habitantes de la maison maternelle. Cela permettra également d'alimenter le guide-conseils.</p> <p>13/09 : Présentation des participantes, de l'animateur et de l'esprit général des ateliers. Échanges sur les situations de logements des participantes. Identification des problèmes de l'utilisation des espaces communs au sein de la maison. (2h30 – 12 pers.)</p> <p>04/10 : Échanges sur les arnaques et les pièges au logement. (2h30 – 8 pers.)</p> <p>16/11 : Identifier les conseils liés à la constitution et la restitution de la garantie locative. (2h30 – 6 pers.)</p> <p>13/12 : Récolter les conseils en matière d'états des lieux d'entrée et de sortie. Comment éviter les ardoises à la sortie. (2h 30 – 7 pers.)</p> <table border="1" data-bbox="483 933 2069 1149"> <thead> <tr> <th>Nombre participants</th> <th>Nombre d'heures</th> <th>Localité</th> <th>Partenariat(s)</th> <th>Traces matérielles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>8</td> <td>10</td> <td>Cuesmes</td> <td>Maison maternelle de l'Espoir</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> • Convention • Comptes-rendus • Annonces journaux • Vidéo </td> </tr> </tbody> </table> <p style="text-align: right;">ANNEXE 3</p>	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles	8	10	Cuesmes	Maison maternelle de l'Espoir	<ul style="list-style-type: none"> • Convention • Comptes-rendus • Annonces journaux • Vidéo
Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles							
8	10	Cuesmes	Maison maternelle de l'Espoir	<ul style="list-style-type: none"> • Convention • Comptes-rendus • Annonces journaux • Vidéo 							

<p>Activité N°4 Habitat léger Régie de quartier de Namur Namur Dates : 14/09, 05/11, 16/11, 07/12 Activité régulière</p>	<p>À la suite du travail entamé en 2020 avec les stagiaires volontaires de la régie de quartier de Namur, le groupe, en concertation avec l'équipe, a décidé de poursuivre la réflexion sur l'habitat léger en 2021. Pour rappel, une visite avait été effectuée aux quartiers de la Baraque de Louvain-la-Neuve permettant aux participants de mieux appréhender ce type de logement alternatif souvent méconnu pour la plupart d'entre eux.</p> <p>Le groupe est majoritairement composé d'hommes jeunes (vingt/trente ans). Point important, il est ouvert aux stagiaires ayant quitté la régie de quartier afin de permettre au plus grand nombre de poursuivre le projet s'ils le souhaitent. Il a marqué rapidement son intérêt pour un type d'habitat léger en particulier : les tiny houses ou petites maisons. C'est ainsi que lors de la troisième séance, le travail a débuté sur la prise de connaissance de ce mode d'habiter, et éventuellement de construire ce type de maison avec le groupe qui serait mise à disposition de personnes précaires (SDF, étrangers, jeunes, familles monoparentales...).</p> <p>Les objectifs de ce projet sont multiples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réfléchir collectivement à d'autres modes d'habiter, de construction... ; • promouvoir leurs connaissances et l'expertise développées tout au long du projet auprès du grand public, acteurs politiques, personnes précaires... ; • partager leur vécu en matière d'habitat tout au long du processus ; • élaborer un projet ensemble ; • contribuer à un projet de solidarité ; • appréhender l'ensemble des dimensions de la gestion de projet (conception, planification, mise en œuvre, communication et évaluation) ; • devenir acteurs de solutions en matière de logement (empowerment) ; • renforcer la confiance des participants, notamment par le travail d'équipe et la solidarité au sein du groupe, mais aussi en valorisant les compétences de chacun ; • promouvoir le modèle constructif et économique de l'habitat léger auprès des décideurs. <p>En 2022, le projet va se poursuivre, notamment avec une deuxième visite, la formalisation de l'étude de faisabilité, la recherche de partenaires, l'élaboration du budget et la conception architecturale. Des contacts seront donc pris avec des acteurs publics, privés, des experts afin de constituer un comité d'accompagnement au projet (défini par les participants).</p> <p>14/09 : Présentation des participants, de l'animateur et de l'esprit général des ateliers – Prise de connaissance et rétrospectives du travail déjà réalisé en 2020 – Échanges sur les situations logements des participants. Travail réflexif sur la notion de « se loger » et « d'habiter ». (3h – 3 pers.)</p> <p>05/10 : Nouveau tour de table de présentation, prise de connaissance et rétrospectives du travail déjà réalisé en 2020 – Échanges sur les situations logements des participants – Ensuite, travail réflexif sur la notion de « se loger » et « habiter ». Interactions à l'aide d'un photolangage sur les différents modes d'habiter – Visionnage de deux vidéos sur les tiny houses. (3h – 11 pers.)</p> <p>16/11 : Échanges sur la notion de gestion de projets : Un projet idéal, pour vous c'est... ? Premier listing des points d'attention pour la construction d'une tiny house en chantier collectif – Récolte des questions à poser au porteur de projet de l'ITN de Namur lors de la visite de terrain (travail journalistique). (3h – 12 pers.)</p> <p>07/12 : Développer les connaissances en matière d'habitat léger et de gestion de projet par la visite d'une tiny house réalisée par les élèves de l'ITN de Namur – Exercice de journalisme auprès du porteur de projet – Évaluation de l'intérêt de poursuivre le projet auprès des participants. (3h – 12 pers.)</p> <table border="1" data-bbox="488 1193 2069 1442"> <thead> <tr> <th data-bbox="488 1193 804 1238">Nombre participants</th> <th data-bbox="804 1193 1120 1238">Nombre d'heures</th> <th data-bbox="1120 1193 1435 1238">Localité</th> <th data-bbox="1435 1193 1751 1238">Partenariat(s)</th> <th data-bbox="1751 1193 2069 1238">Traces matérielles</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="488 1238 804 1442">9</td> <td data-bbox="804 1238 1120 1442">12</td> <td data-bbox="1120 1238 1435 1442">Namur</td> <td data-bbox="1435 1238 1751 1442">Régie de quartier de Namur</td> <td data-bbox="1751 1238 2069 1442"> <ul style="list-style-type: none"> • Convention • Comptes-rendus • Vidéo • Photographies • Photolangages </td> </tr> </tbody> </table> <p style="text-align: right;">ANNEXE 4</p>	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles	9	12	Namur	Régie de quartier de Namur	<ul style="list-style-type: none"> • Convention • Comptes-rendus • Vidéo • Photographies • Photolangages
Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles							
9	12	Namur	Régie de quartier de Namur	<ul style="list-style-type: none"> • Convention • Comptes-rendus • Vidéo • Photographies • Photolangages 							

4.1.7.4. Consommation durable

4.1.7.4.a. Enjeux de société

Comme une impression de déjà vu ! Nous avons, cette année encore, tous vécu au rythme des vagues de contaminations, des suspensions d'ateliers, des reprises. La crise sanitaire dure, les inégalités existantes se sont accentuées et elles font des ravages au sein des moins nantis. La classe moyenne inférieure est venue grossir le flot des personnes en situation précaire. Les travailleurs qui parvenaient tout juste à s'en sortir, se sont retrouvés au chômage temporaire, et le fragile équilibre qu'ils avaient réussi à établir a basculé.

Pendant que toute l'attention s'est portée encore et toujours sur la saga du virus, la presse et les autorités publiques ont peu parlé (hormis les derniers mois de l'année) de ce qui nous est essentiel : pouvoir payer ses factures et son caddie. Pourtant, l'augmentation des prix est bien réelle. Elle a commencé avec l'arrivée du virus, puis s'est renforcée avec la reprise des activités au niveau mondial. C'est la flambée des prix de l'énergie. On a enfin lâché le mot : inflation ! La plus grande depuis 1983²² ! Tout a augmenté au cours de l'année 2021 : l'énergie, les loyers, l'alimentation, l'habillement, les chaussures, les produits d'entretien, les GSM, les coiffeurs, les restaurants, les masques, etc... Des mesures ont été prises par l'état fédéral, les régions et les communautés, parfois de manière très inégales, parfois légitimes et parfois maladroites et expéditives. Celles-ci permettront-elles aux précarisés de s'en sortir réellement ? À l'heure où tous les indicateurs sont au rouge, il nous est permis d'en douter.

Certes, les États-Unis sont de retour dans l'accord de Paris et on peut constater une plus grande sensibilisation du public autour des changements climatiques. Est-ce pour autant que l'on déforeste moins dans le monde ? ... Loin de là. On espérait que la pandémie inviterait chacun à repenser le monde mais nous sommes revenus à toute l'anormalité dont nous pouvons faire preuve. Pendant que la fortune des dix milliardaires les plus riches du monde a doublé durant la pandémie, cent soixante millions de personnes sont tombées dans la pauvreté²³.

Alors on s'interroge : est-il seulement décent de se questionner sur le caractère durable d'une consommation quand nous sommes de plus en plus nombreux à ne plus pouvoir consommer l'essentiel qu'est la nourriture ? Quand on a plus les moyens de se chauffer ? L'article de Chris Van Hamme dans *l'Echo* du 3 février 2022 enfonce le clou : « La progression des marges bénéficiaires des entreprises indique, primo, que nous payons nos achats trop chers et, secundo, qu'une part croissante de la richesse créée par ces entreprises va dans la poche des actionnaires et non pas des salariés. Le phénomène est mondial. En cause : le déficit de concurrence dû

²² LLB – Inflation record en Belgique : vers une nouvelle hausse des salaires en avril ? « Le dépassement peut être évité » – <https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/2022/02/01/inflation-record-en-belgique-vers-une-nouvelle-hausse-des-salaires-en-avril-le-depassement-peut-etre-evite-GILB5VPURNBAHJLSKLGPTKQSQU>.

²³ Dans le monde d'après, les riches font sécession, OXFAM, Communiqué de presse, 16 janvier 2022, [en ligne :] <https://www.oxfamfrance.org/rapports/dans-le-monde-dapres-les-riches-font-secession/#:~:text=Selon%20le%20nouveau%20rapport%20d,sont%20tomb%C3%A9es%20dans%20la%20pauvret%C3%A9>.

à la montée en puissance de grands groupes qui réussissent à expulser du marché les plus petits acteurs, ce qui leur permet de relever leurs prix sans crainte de perdre des clients. Mais cette évolution est bien plus prononcée en Belgique que dans le reste de l'Europe ». Même si ce genre d'infos n'étonne plus personne depuis longtemps, il est juste consternant de constater amèrement que les choses n'évoluent pas dans le bon sens.

Inévitablement se sont les plus précarisés qui souffrent le plus de ces multiples crises que nous traversons. Face à cette situation notre public s'éloigne, se démobilise, perd confiance. Nous ne pouvons que constater un certain désœuvrement, une désaffiliation sociale. Nous nous trouvons face à une crise sociétale profonde. La recréer est inéluctable.

4.1.7.4.b. Finalité et objectifs de l'action

Il est bénéfique de s'interroger régulièrement sur les origines et les finalités de notre travail sur le terrain et de se rappeler qu'historiquement il émerge de situations de crise, qu'il consiste à créer de manière collective des actions temporaires ou pérennes pour faire face à une situation insatisfaisante. Force est d'admettre que personne ne fera de miracle.

Mais, notre rôle prend ici tout son sens. Face à ces crises à répétition, notre volonté est, plus que jamais, d'aider nos publics à traverser ces multiples crises qui se superposent. Les accompagner dans leur propre contexte de vie, en identifiant avec eux les clés susceptibles de les amener à une meilleure compréhension des mécanismes qui régissent la société, pour leur permettre de s'exprimer et de s'investir en conscience, en qualité de citoyens actifs, dans divers projets porteurs d'égalité et de solidarité.

Notre objectif est de participer à la construction d'un projet de société favorisant, d'une part, la reconnaissance et l'épanouissement de chacune des communautés qui la composent et, d'autre part, la coopération transversale entre communautés et le soutien dynamique à l'égard des communautés moins favorisées.

Nous étions prêts cette année 2021 à entendre ces insatisfactions, les sentiments d'insécurité, les appréhensions, les questionnements de notre public. Nous étions prêts à accompagner les personnes dans un processus de changement mais la fatigue a gagné certains de nos groupes de manière profonde et persistante. Elle a pris tant de place dans leur vécu que l'énergie n'y était plus pour s'interroger sur le monde, pour s'indigner.

Cette chape anxiogène entretenue par les journaux télévisés nous a rendu la tâche difficile avec certains groupes. Là où l'on sentait encore une envie de lien social, de contacts humains entre deux confinements en 2020, nous n'avons pu que constater un revirement en 2021. Nombreux sont ceux qui n'avaient qu'une envie : être centré sur soi, sur sa survie mentale. Les chiffres ont explosé

dans les soins psychiatriques – particulièrement pour les plus jeunes²⁴ – et nous nous demandons à quoi s’attendre quand les ados d’aujourd’hui arriveront dans nos groupes d’ici quelques années ; quelles seront les séquelles à long terme au sein de ce jeune public ?

4.1.7.4.c. Développement de la thématique d’action

Petite éclaircie dans cette année 2021, le renouvellement de l’équipe en consommation durable qui compte, en plus de la Responsable thématique/animatrice EP, une nouvelle animatrice EP et un nouveau rédacteur qui travaillent de concert pour faire évoluer la thématique.

Du côté des groupes en éducation permanente, les choses ont évolué différemment en fonction des régions.

- Dans la province du Hainaut
 - > La collaboration avec la maison d’hébergement pour femmes a repris début mars mais entre la fermeture du « non-essentiel » et les allers-retours entre enthousiasme affiché et désintérêt général, nous mettrons fin à la collaboration en juillet.
 - > Le CPAS de Frameries connaît les mêmes difficultés pour mobiliser du public. La collaboration reprend en octobre mais nous vacillons très vite entre intérêt et démotivation due en partie à une mauvaise appréhension des principes de l’éducation permanente dans le chef de la nouvelle coordination. Là aussi nous mettons fin à la collaboration.
- Dans la province de Liège
 - > Nous avons poursuivi en 2021, la collaboration avec deux partenaires ; le CPAS de Hannut dont le groupe s’étoffe petit à petit. Après une reprise un peu difficile au mois de septembre, les participants sont revenus motivés et prêts contribuer activement aux ateliers.
 - > La collaboration avec le centre de service social Accueil Botanique à Liège a repris en 2021 autour du projet européen CETAL (Compétences Émancipatrices pour la Transition Alimentaire). Parmi les quatre groupes participant au projet CETAL en Belgique, seul celui d’Accueil Botanique a été jusqu’au bout du processus.

Durant cette année 2021, aucun nouveau sujet n’a été proposé au sein des groupes si ce n’est celui des déchets, en particulier les moyens d’alléger les poubelles. Mais la motivation relève sans doute plus de l’économique que de l’environnemental puisque l’on commence à payer les déchets selon leur poids.

Bien que notre travail en éducation permanente a éprouvé des difficultés de mobilisation du public, nous nous avons pu relever quelques constats dans nos différents axes de travail.

› L'alimentation saine et durable

Concernant l'alimentation, nos ateliers ont abordé des questions liées à l'aspect sanitaire de celle-ci : la consommation de graisse, de sucre, ou encore l'équilibre dans l'assiette. Il a aussi été question des impacts de la consommation de viande sur l'environnement par le biais du documentaire *LoveMEATender*. Les participants ont été assez surpris de la quantité de sucre dans les produits qu'ils consomment quotidiennement. L'omniprésence de l'huile de palme les a également horrifiés.

Quant à l'équilibre de l'assiette, c'est la part de protéines des colis alimentaires qui nous a occupés durant plusieurs ateliers. Dans le cadre du groupe Accueil Botanique, les participants, après avoir fait le constat récurrent du manque de protéines fraîches dans les colis ont décidé de rédiger une pétition dont la portée a dépassé le groupe initial puisqu'elle a touché d'autres structures d'aide alimentaire de la ville de Liège.

La pandémie de Covid-19 a rendu l'aide alimentaire encore plus indispensable et visible qu'avant. Cela nous amène à nous questionner sur la manière d'aborder dans nos ateliers la notion d'alimentation « durable », alors que la priorité pour certains participants est simplement de manger en quantité suffisante et cela risque de s'aggraver à l'avenir étant donné l'augmentation du prix de certaines denrées alimentaires.

À l'heure actuelle, l'aspect financier reste un frein majeur à la consommation de produits locaux et biologiques même s'ils peuvent être d'un autre ordre. C'est ce que nous avons tenté d'analyser en organisant un focus group au mois d'octobre intitulé : « Peut-on allier alimentation locale et multiculturalité ? » Les résultats feront l'objet d'une analyse qui sera publiée en 2022.

En termes de réflexion, nous continuons aussi à participer aux groupes de travail créés par FIAN et la FDSS sur la sécurité sociale alimentaire. Affaire à suivre en 2022.

› La consommation énergétique responsable et les nouvelles technologies

On a peu parlé de consommation énergétique car on a peu rencontré nos publics. Mais lors de ces rares occasions, les participants nous faisaient tout de même part de leur inquiétude et nous disaient espérer voir le tarif social se prolonger. Et pour cause, « L'électricité coûte +70,8 % qu'il y a un an. Le gaz naturel coûte 153,7 % de plus en glissement annuel. Le prix du gazoil de chauffage,

lissé sur douze mois, a progressé de 47,1 % en un an. Les carburants coûtent désormais 25,4 % de plus qu'un an auparavant ». ²⁵
 À l'heure où nous écrivons ces lignes, la Vivaldi a enfin trouvé un accord pour aider la population à faire face ; une prime de chauffage de cent euros pour tout le monde, une TVA qui passe de 21 à 6 % pendant quatre mois et une extension du tarif social jusqu'en juin pour un million de ménages ²⁶. Mais tout ceci n'est que provisoire. On peut, dès lors, se demander si ces mesures auront réellement un impact positif pour les ménages ?

Au chapitre technologie, nous sommes intervenus à propos des impacts de la consommation d'écrans sur l'apprentissage des enfants à la demande de la Concertation Locale Accrochage Scolaire de Watermael-Boitsfort lors d'une réunion en distanciel. Le public était notamment composé des professionnels de l'enseignement et des centres psycho-médicaux-sociaux.

› La préservation des ressources naturelles

La pollution, l'usage abusif du plastique, les déchets et tout ce que cela suppose comme captation des ressources naturelles sont des sujets qui émergent timidement dans les groupes.

Au chapitre des bonnes nouvelles, nous constatons que les repaire cafés sont une initiative qui intéresse une bonne partie de nos publics. Ils ont la côte ! tout comme le reconditionné.

Sur le thème de l'environnement et de l'économie, Boris Fronteddu, chargé de recherche au Pôle Recherche & Plaidoyer, qui a rejoint l'équipe en consommation durable, est intervenu en direct dans l'émission *Les promesses de l'aube* sur la radio associative Radio Panik à Saint-Josse le 19 mai 2021 ²⁷. À cette occasion, il a mis en perspective les objectifs climatiques et environnementaux de l'Union européenne avec les politiques engagées pour y parvenir. Il a également évoqué les conséquences de la subordination de la lutte contre le réchauffement climatique aux objectifs de croissance économique dans le cadre de la relance post-Covid en Europe3.

Il y a fort à parier que cette union difficile entre écologie et économie reviendra régulièrement sur la table. Des sources de minerais s'épuisent et on se demande s'il ne faudrait pas rouvrir des mines en Europe. C'est tout le paradoxe de la transition énergétique.

Pour clore ce chapitre sur une note plus positive, signalons que le développement du jeu Ogrenco, qui traite aussi des ressources naturelles, a abouti à une production d'une centaine de boîtes de jeu. L'outil a été présenté au salon des outils pédagogiques de Namur le 29 avril et commence à faire l'objet d'une diffusion publique.

²⁵ Indice des prix à la consommation, Statbel, 28 janvier 2022, [en ligne :] <https://statbel.fgov.be/fr/themes/prix-la-consommation/indice-des-prix-la-consommation>.

²⁶ La Vivaldi s'accorde pour lutter contre le prix des énergies : « Des mesures équilibrées », Le Soir, 1^{er} février 2022, [en ligne :] <https://www.lesoir.be/421418/article/2022-02-01/la-vivaldi-sac-corde-pour-lutter-contre-le-prix-des-energies-des-mesures>.

²⁷ Le lien du podcast : <https://www.radiopanik.org/emissions/les-promesses-de-l-aube/peut-on-concilier-economie-et-ecologie/?fbclid=IwAR3OW2apOMrkLx1oE-2mRWp8aWs-vGo9xmdit7oDdqDGaRbonY4-F5UaNO4>.

› Les initiatives citoyennes et de transition

A-t-on parlé des initiatives citoyennes dans les ateliers ? Oui et l'intérêt pour ce type de projets est bien présent. La cravate solidaire est en tout cas celui qui recueille le plus de réactions favorables. Les femmes avec qui nous avons travaillé à Cuesmes adhèrent totalement à la philosophie du projet, à la nécessité d'avoir des vêtements corrects pour se présenter à un emploi et expriment que ce projet devrait avoir sa place dans le Borinage. Par contre les plateformes collaboratives de partage de logement ne sont pas une option pour elles, de peur d'être jugées et d'être confrontées à des remarques racistes. On comprend les réticences. Mais ce que les réactions de ces femmes nous disent c'est que même si toutes les personnes avec qui nous travaillons vivent au moins une forme de précarité, elles n'ont pas toutes la même opinion par rapport aux projets citoyens. Nous refusons – pour l'instant- d'admettre que les précaires ne font qu'un, qu'ils partagent le même désintérêt par rapport aux initiatives citoyennes et/ou de transition comme nous avons pu l'entendre dans un forum sur la pauvreté et la durabilité ou comme nous avons pu le lire dans notre enquête auprès de certains bénévoles du réseau Transition.

Nous ne pouvons qu'approuver les propos de Véronique Huens quand elle exprime que : « des initiatives citoyennes offrent les moyens de reprendre du pouvoir en tant qu'individu, de s'exprimer et de croire à nouveau en sa capacité d'agir sur "son monde" et collectivement sur le monde. Les associations d'éducation permanente doivent, aujourd'hui, contribuer à la réalité de ces actions collectives autonomes et à leur rencontre (...) ces initiatives, bien connues ou nouvelles, ont comme point commun de vouloir redonner collectivement aux citoyens un contrôle sur leurs actes, et des possibilités de choix, principalement en tant que consommateurs. Ce pouvoir d'agir comme consommateur est accompagné, à des degrés divers, d'une prise de conscience plus globale des enjeux sociaux, environnementaux et culturels liée aux modes de consommation que la société capitaliste impose comme des évidences »²⁸. En tant qu'animateurs EP en consommation durable, nous ne pouvons être absents sur ce terrain.

Parmi tous ces projets citoyens, certains se veulent ouverts tandis que d'autres ne souhaitent rien changer. Or, peut-on sérieusement penser une nouvelle forme de société sans inclure les précaires ? N'est-ce pas tout simplement reproduire le modèle dominant créateur d'inégalités sociales ?

C'est l'angle que nous choisissons au CPCP : préférer penser avec les personnes en difficulté et non à leur place afin de comprendre leurs points de vue et leurs envies face à la transition.

Notre logique n'est pas de conformer les précaires aux activités des transitionneurs mais bien d'informer ces derniers sur les actions les plus utiles à mettre en place pour les personnes pauvres (dans le cas où leur souhait est réellement de rendre le monde meil-

²⁸ V. HUENS, Les défis des initiatives citoyennes, La Ligue de l'enseignement, Eduquer n° 105, avril 2014, [en ligne :] <https://ligue-enseignement.be/assets/Eduquer-105.pdf>.

leur et plus juste). C'est là tout le sens de l'enquête que nous avons menée cette année à Bruxelles et en Wallonie et dont les résultats devraient être étudiés au cours de l'année 2022.

Cette question de l'inclusion des précaires dans les activités citoyennes touche aussi le magasin Bees Coop qui nous a demandé d'intervenir en tant qu'expert sur cette question en mai et en juin face à des citoyens en formation pour ouvrir leurs propres magasins participatifs. Nos conseils ont été bien accueillis hormis par quelques personnes qui expliquent clairement que l'inclusion n'est pas leur projet. Ce qui les anime, c'est de manger des produits de bonne qualité et d'aider les producteurs locaux et non de trouver des solutions pour les pauvres du quartier. Chacun son combat ! D'autant plus qu'il existe des équations impossibles à résoudre sans aides publiques ; on ne peut à la fois fournir un juste prix aux producteurs et des légumes bon marché aux personnes en difficulté sur le plan financier.

4.1.7.4.d. Activités de la thématique d'action

<p>Activité N°1 Groupe CPAS FRAMERIES Dates : 14/10, 17/11, 30/11 Activité régulière</p>	<p>Le CPAS de Frameries est un partenaire de longue date. En 2021 encore le service d'insertion nous demande d'organiser des ateliers orientés sur la consommation durable et dont les objectifs affichés sont de rompre l'isolement social, permettre une contribution des participants à la vie sociale, économique, politique et culturelle, améliorer le bien-être et la qualité de vie et enfin favoriser l'autonomie des personnes qui s'inscrivent tout à fait librement à nos ateliers.</p> <p>La nouvelle coordinatrice du service s'attache à remobiliser un public qu'il devient ardu à sortir du domicile. Dès octobre, un petit groupe est constitué. Lors de la première rencontre. Nous utilisons alors un nouvel outil « Les caddies de la conso » pour les amener à s'exprimer sur leurs besoins et envies. Le programme qui en découle s'avère prometteur. Il ressort de ce premier atelier que nous sommes avec des femmes qui ont déjà une conscience environnementale assez ancrée. Ce qu'elles souhaitent cette année c'est alléger leur budget alimentation car les prix ne cessent d'augmenter ; elles proposent de former une équipe pour glaner des légumes, pour récupérer des invendus dans les magasins de Frameries. La question des déchets est aussi bien présente. Elles voudraient alléger leurs poubelles dont le prix d'achat est élevé.</p> <p>Malheureusement nous constatons dès la seconde rencontre que l'ambiance entre les participants est détestable ; une participante quitte le groupe et celles qui restent disent vouloir s'orienter désormais vers une cuisine de quartier et un projet créatif ; une exposition de photographies destinées à sensibiliser le public au bien-être animal et au végétarisme. Nous nous adaptons. Mais en fin de réunion le groupe nous dit être dans l'incertitude quant à leur participation aux ateliers consommation. Elles se disent enthousiasmées par ces projets mais craignent d'être retirées du projet à tout moment pour exercer un emploi au sein du CPAS en tant qu'article 60.</p> <p>Une dernière rencontre avec la coordinatrice du service nous fait comprendre que le contexte a changé ; il ne s'agit plus d'insertion sociale comme c'était le cas les années précédentes mais bien d'insertion professionnelle. Les impératifs et principes de l'EP ne résistent pas aux injonctions du service d'insertion. Or, ces conditions ne permettent pas aux participants de garder une motivation nécessaire au montage des projets désirés. Nous mettons dès lors fin à ce partenariat trop instable.</p> <p>À la dernière rencontre une seule personne seulement se présentera à notre atelier, ce qui nous conforte dans notre décision de mettre fin à cette collaboration.</p> <p>14/10 : Première rencontre avec le groupe – Susciter les premières réflexions sur la consommation et les besoins du groupe. Poser les premiers jalons de la collaboration avec les participants. (2h – 4 pers.)</p> <p>17/11 : Définition des priorités du groupe pour les prochaines rencontres. (3h – 4 pers.)</p> <p>30/11 : Fin du partenariat (1h – 1 pers.)</p>
---	--

	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles
	4	6	Frameries	CPAS	<ul style="list-style-type: none"> • Compte-rendu • Convention • Les caddies de la conso <p style="text-align: right;">ANNEXE 1</p>
<p>Activité N°2 Maison l'Espoir CUESMES Dates : 15/03, 10/05, 31/05, 14/06, 28/06, 12/07 Activité régulière</p>	<p>Le partenariat avec la maison d'hébergement d'urgence pour femmes s'inscrit dans la durée. Il émane de la volonté de la maison L'Espoir d'offrir à ses hébergées la possibilité de participer à des ateliers dont les objectifs sont de soutenir leurs réflexions et leurs choix en matière de consommation ; acheter des produits en toute connaissance de cause, faire des économies éventuelles et mieux préparer leur installation dans leur nouveau logement avec une qualité de vie accrue.</p> <p>La seule difficulté dans ce genre de partenariat est de pouvoir s'adapter aux flux constants de participantes. C'est un travail de réadaptation permanent. Les femmes hébergées à l'Espoir présentent des profils différents. Elles sont sans emploi ou en formation ou employée. Certaines ont des enfants souvent en bas âge.</p> <p>Le contexte est encore particulier cette année. Les mesures sanitaires nous ont donc amenées à débiter les rencontres à l'extérieur de la maison avec un groupe créatif assez motivé à l'idée de préparer une série de montages photographiques. Grâce à un set de photographies du créatif Ugurgallen, les participantes ont structuré leurs idées et ont fait émerger des représentations et des envies de dénoncer des faits qui leur sont insupportables comme, par exemples, les poupées noires qui sont moins chères que les blanches ou les masques qui traînent par terre.</p> <p>Malheureusement, un énième confinement met fin à cette dynamique. Quand nous revenons deux mois plus tard, le groupe a changé. La créativité n'y est plus. Nous sommes désormais avec un groupe de femmes qui se disent des consommatrices heureuses et acceptent les choses avec affabilité. Nous consacrons deux rencontres à des safaris photos à Cuesmes et à Mons pour satisfaire aux deux seules personnes issues du groupe initial mais les résultats sont inexploitable.</p> <p>Lors de la rencontre suivante, fin juin, le groupe s'est agrandi et a commencé une réflexion sur diverses initiatives citoyennes ou d'économie collaborative. Les enseignements que nous pouvons tirer à ce stade sont un intérêt pour des projets touchant au partage avec une belle préférence pour un projet tel que « La cravate solidaire ». Par contre, elles se montrent réticentes quant au partage de logement par peur d'être jugées où d'être confrontées à des remarques racistes. En fin de rencontre elles expriment le souhait de se lancer dans un projet concret, mais en juillet, le groupe exprime clairement qu'il n'a plus envie de participer aux ateliers. Nous mettons alors fin à la collaboration.</p> <p>En discutant avec la coordinatrice, nous nous rendons compte que nous rencontrons les mêmes problèmes que les autres partenaires avec qui le centre d'hébergement a tenté des collaborations. Les effets de la crise sanitaire se sont greffés sur des manières d'être que les éducatrices ont vu évoluer depuis quelques années vers davantage d'individualisme et d'immobilisme.</p> <p>15/03 : Projet d'expression sur « la consommation dans son quartier » : favoriser une réflexion sur la manière de consommer selon l'endroit où l'on vit. Susciter l'expression de diverses opinions sur des faits de consommation. (3h – 9 pers.)</p> <p>10/05 : Reprise des contacts et discussion autour de la consommation : établir collectivement le programme des rencontres à venir selon leurs besoins et intérêts. (3h – 5 pers.)</p> <p>31/05 : Safari photo dans Cuesmes : prendre des photographies destinées à la consommation dans son quartier. (3h – 5 pers.)</p> <p>14/06 : Safari photo dans Mons : prendre des photographies destinées au projet d'expression sur la consommation dans son quartier. (3h – 4 pers.)</p> <p>28/06 : Économie collaborative et bons plans à partager : susciter des échanges sur divers projets initiés par des citoyens ou des professionnels (sur le mode collaboratif) avec pour finalité de réaliser des économies. (3h – 11 pers.)</p> <p>12/07 : Initiatives citoyennes (suite et fin) et début de réflexion sur un projet à mener au sein du groupe. (2h – 6 pers.)</p>				

	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles
	7	17	CUESMES	ESPOIR	<ul style="list-style-type: none"> • Compte-rendu • Convention • Set de photographies d'Ugurgallen collectées sur divers sites web • Fiches illustrées sur les initiatives citoyennes et l'économie collaborative <p style="text-align: right;">ANNEXE 2</p>
<p>Activité N°3 Projet CETAL Accueil Botanique LIÈGE Dates : 20/07, 02/09, 09/09, 16/09, 30/09, 22/11, 01/12 Activité régulière</p>	<p>Accueil Botanique est une des antennes du Centre liégeois de Service social. L'association offre un accueil de première ligne aux personnes précarisées rencontrant différents problèmes. Elle organise notamment une distribution de colis alimentaires pour les personnes du quartier. Le partenariat du CPCP avec cette structure remonte à octobre 2018.</p> <p>Depuis 2020, le partenariat s'inscrit dans le cadre d'un projet européen, le projet CETAL (Compétences Émancipatrices pour la Transition ALimentaire), piloté pour la Belgique par l'ASBL Le Grain. Celui-ci a pour objectif de comprendre comment l'aide alimentaire peut permettre aux bénéficiaires des colis d'acquérir des compétences en matière d'alimentation durable. Plus précisément, le projet entend répondre aux questions suivantes : les expériences d'aide alimentaire permettent-elles l'amélioration de la qualité de l'alimentation des personnes ? L'augmentation de leurs compétences sur ces questions, donc de gagner en autonomie et souveraineté ? De les rendre actrices, durablement de la transition ?</p> <p>Outre la Belgique, l'Italie, la France, et la Bulgarie collaborent au projet. Le but étant de permettre à tous les acteurs concernés (animateurs, travailleurs sociaux et bénéficiaires) de partager leurs expériences et leurs constats lors de rencontres internationales. En Belgique, l'expérimentation se fait en partenariat avec quatre acteurs de l'aide alimentaire au niveau local mais, en raison de la pandémie, seul Accueil Botanique a réussi à poursuivre le parcours complet.</p> <p>Les ateliers organisés au sein d'Accueil Botanique sont destinés aux bénéficiaires de colis alimentaires. Ils sont tout à fait libres d'y participer. Dès que la situation nous a permis de nous retrouver à nouveau en présentiel, nous sommes repartis sur le thème qui avait été déterminé par les participants au départ du projet, à savoir « Les étiquettes alimentaires : mieux les comprendre afin de mieux manger ».</p> <p>Plusieurs difficultés ont été rencontrées durant ce cycle d'ateliers. Nous retiendrons principalement la difficulté de remobiliser le public après les confinements successifs et d'organiser les rencontres selon les règles prescrites. Or, le public est déjà initialement très difficile à mobiliser sur le long terme et surtout pour un projet dans lequel ils doivent être véritablement acteurs, porteurs du projet. Cette démobilité et la non-fiabilité du groupe a conduit à devoir de temps à autre annuler, reporter ou à faire des ateliers en très petit nombre.</p> <p>Nous soulignerons tout de même la motivation sans faille d'une participante qui est la seule à avoir été présente à chaque atelier et qui a fourni un travail remarquable au groupe. C'est principalement grâce à elle que le partenariat a pu se poursuivre et le projet CETAL être mené tant bien que mal jusqu'au bout dans cette structure.</p> <p>20/07 : Réflexion collective à propos du projet CETAL : objectifs à atteindre, difficultés rencontrées... remise en question du groupe suite au manque de participants et prise de décision quant à la nécessité de faire de la promotion pour les ateliers CETAL suivants. (3h – 3 pers.)</p> <p>02/09 : Intégration des nouveaux participants, explication du parcours déjà réalisé, choix d'une thématique d'action, planification et répartition des tâches selon les envies et compétences de chacun. (3h – 8 pers.)</p> <p>09/09 : Validation de la proposition de projet par le groupe, retour sur les prises de contact, réflexion sur le contenu de l'atelier des étiquettes alimentaires. (3h – 5 pers.)</p> <p>16/09 : Les étiquettes alimentaires : préparation de l'atelier à destination des enfants, test et choix des activités. (3h – 3 pers.)</p> <p>30/09 : Évaluation du parcours réalisé et début de construction du plaidoyer sur l'aide alimentaire. (3h – 3 pers.)</p>				

	<p>22/11 : Première étape de la construction du plaidoyer sur le contenu des colis alimentaire et plus spécifiquement sur la présence de protéines fraîches dans ceux-ci. (3h – 7 pers.)</p> <p>01/12 : Validation du contenu et de la forme du plaidoyer par le groupe, préparation de la rencontre avec le CA du Panier solidaire et recueil de témoignages pour le plaidoyer européen. (3h – 5 pers.)</p>						
	Nombre participants		Nombre d'heures		Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles
	5		21		Liège	Accueil Botanique	<ul style="list-style-type: none"> • Compte-rendu • Convention • Flyers de promotion des ateliers • Outil sur le sucre • Outil sur les compétences
	ANNEXE 3						
<p>Activité N°4 Groupe : Consom'mez bien CPAS de et à Hannut HANNUT</p> <p>Dates : 07/09, 05/10, 26/10, 09/11, 30/11.</p> <p>Activité régulière</p>	<p>La collaboration avec le service de médiation de dettes du CPAS de Hannut s'inscrit dans la durée puisque le partenariat est en place depuis 2013.</p> <p>Le groupe est composé d'une part de personnes émargeant au CPAS soit pour des problèmes avérés de surendettement ou dans une démarche de prévention et, d'autre part, de personnes habitant l'entité hannutoise, intéressées par une réflexion sur la consommation. Cette mixité favorise une dynamique très positive et est, dans le chef de certaines participantes, une première étape vers la formation d'un réseau d'entraide. Les problèmes rencontrés par les participants sont multifactoriels (isolement, familles monoparentales, chômage de longue durée, santé, difficultés financières...).</p> <p>Les animations ont pour objectifs de proposer aux participants des outils pratiques et des temps de réflexion leur permettant d'avoir une meilleure conscientisation des choix posés au quotidien en matière de consommation, dans le but d'améliorer leur bien-être, leur qualité de vie et de favoriser leur autonomie. Le projet se construit collectivement et est le résultat concret d'une réflexion ou d'un questionnement des participants, alimentés par leur vécu et leurs difficultés au quotidien.</p> <p>Le programme de l'année a été établi préalablement avec les participants lors d'une séance de brainstorming et d'évaluation des années précédentes. Cependant, ce programme n'est pas figé. Nous privilégions une certaine latitude afin de pouvoir laisser la place à l'imprévu et aux besoins/demandes des participants.</p> <p>Cette année encore, la crise sanitaire n'a pas facilité les rencontres avec le public. Si, de manière générale, nous n'avons pu que constater la difficulté de mobiliser à nouveau les participants, à Hannut, le train s'est remis en marche rapidement. En effet, malgré la multiplicité de leurs difficultés, leur volonté de participer de manière active était sans faille ; échanger les savoirs et les savoir-faire, amorcer un changement dans leur consommation quotidienne les motivent. Ils ont beaucoup d'idées et de réflexions à partager et sont guidés par l'envie de constamment améliorer leur manière de consommer.</p> <p>07/09 : Le gras dans tous ses états : échanges sur la consommation de graisse : les appellations – rôle et conséquences dans l'organisme – Les acides gras : quels aliments privilégier ? (3h – 3 pers.)</p> <p>05/10 : Le sucre et la cuisine pour les personnes diabétiques et en surpoids : besoins du corps vs sucre dans l'alimentation, les édulcorants, les appellations, etc. (3h – 10 pers.)</p> <p>26/10 : Discussion autour du « système viande », visionnage du documentaire LoveMEATender suivi d'un débat. (3h – 6 pers.)</p> <p>09/11 : Discussion autour de la consommation durable – Construction collective du planning de thématiques de 2022. (3h – 9 pers.)</p> <p>30/11 : Visite de la station d'épuration d'Avernas-le-Baudouin : découverte du parcours des eaux usées et débriefing collectif. (3h – 8 pers.)</p>						

	Nombre participants	Nombre d'heures	Localité	Partenariat(s)	Traces matérielles
	7	15	Hannut	Service de médiation de dettes du CPAS de Hannut	<ul style="list-style-type: none"> • Convention • Compte-rendu • Outils de classement des graisses, PPT, Quiz • Outil « combien de sucres je contiens ? » • Documentaire LoveMEATender et dossier pédagogique • Photolangage sur la consommation durable <p>ANNEXE 4</p>

4.2. AXE 3 DU DÉCRET : PÔLE RECHERCHE & PLAIDOYER

4.2.1. Quel a été le développement des principaux thèmes des analyses et études ? Quelle évolution éventuelle de ces thèmes par rapport au dossier précédent ?

Les publications rédigées en 2021 ont de nouveau été fortement impactées par la pandémie. Les activités de formations et d'animation qui ont été supprimées pendant une partie de l'année ont comme l'année précédente réorienté les prévisions faites pour l'année en particulier dans les sujets choisis puisque les remontées de terrain étaient impactées par la crise sanitaire et faisaient l'objet des principales préoccupations des publics côtoyés. De plus, il s'agissait de la deuxième année consécutive difficile en termes de prévisibilité et pour faire revenir les participants. D'autre part, il a paru essentiel de publier une série d'analyses sur la question vaccinale qui hantait nombre de personnes. Vingt-quatre analyses et quatre études ont été publiées au cours de l'année :

- quatre analyses et quatre études en Famille, Culture & Éducation ;
- sept analyses en Consommation durable ;
- une analyse en Lieux de vie & Espace public ;
- trois analyses en Médias & Actions citoyennes ;
- neuf analyses en Citoyenneté & Participation.

Si la première année de la crise sanitaire avait déjà laissé des traces tant sur le plan de la santé physique et psychologique, que sur le plan financier, les incertitudes d'une deuxième année encore placée sous le joug des restrictions malgré l'arrivée du vaccin, ont laissé des traces sur le public précarisé déjà fortement fragilisé par 2020.

Comment répondre aux questions multiples et variées que posaient tant la crise en tant que telle, que les réactions de plus en plus virulentes quant à sa résolution ? Il a fallu se concentrer sur des textes qui pouvaient apporter des réponses, même parcellaires, à la crise, continuer de répondre aux épreuves traversées par nombre de nos concitoyens et se poser les questions quant à la pauvreté grandissante en cette deuxième année de crise sanitaire. Outre cela, les incertitudes qui n'ont cessé de planer toute l'année ont inévitablement eu un impact aussi sur nos écrits car les remontées de terrain étaient moins claires et plus parcellaires. Cela n'a pas empêché l'équipe de travailler sur les sujets qui revenaient en boucle comme l'obligation vaccinale, l'omniprésence des médias et la précarité galopante tant financière que psychologique.

4.2.1.1. Renouveau du plan quinquennal : impact sur les publications

Comme chaque année, le choix des publications s'est fait à partir des remontées de terrain mais aussi sur la nécessité de faire de la recherche afin d'alimenter les ateliers, ces allers-retours favorisant une transversalité systémique. Les analyses par exemple sur l'obsolescence programmée, sur la consommation en tant de Covid, sur la mobilité et ses inégalités environnementales, sur les travailleurs essentiels permettent d'appuyer le travail sur le terrain.

De plus, les analyses et études publiées s'orientent vers des recommandations, conformément aux articles 6 et 7 de la Charte. On peut penser notamment à l'analyse *Les espaces publics, ennemis ou alliés de la crise sanitaire* qui développe des approches conceptuelles pour se réapproprier l'espace public, ou *L'eau en bouteille, consommer à en perdre la raison* qui démonte le système de l'eau en bouteille face à l'eau du robinet et détaille des propositions politiques afin d'assurer, à tous les citoyens belges, un accès suffisant à une eau potable de qualité, ou encore l'étude *Le cours d'histoire comme outil à la citoyenneté critique. Le cas du passé colonial belge* qui propose une version réformée du cours d'histoire, désenglué de sa vision patriarcale. Chacune des publications se propose d'améliorer les imperfections de notre système permettant de cette manière d'expliquer aux publics les conséquences des actes posés, que ce soit dans l'enseignement, la consommation ou l'espace public.

4.2.1.2. Renouveau de la charte fondamentale du CPCP et ses effets sur les publications

Il y a trois ans, une nouvelle Charte de l'association a été rédigée et ce après de longs mois de travail effectué collectivement avec les collaborateurs. Des objectifs clairs avaient été dégagés pour le pôle publications : écouter, comprendre, publier, expliquer, et enfin recommander.

- Écouter : les remontées de terrain, même si elles ont été au moins aussi difficiles qu'en 2020 en raison de la crise sanitaire et des confinements successifs, restent la meilleure boussole pour procéder à des analyses de fond.
- Comprendre : ces analyses approfondies permettent de comprendre les tenants et les aboutissants de divers phénomènes touchant notre société et en particulier les plus précarisés qui sont en constante augmentation.
- Publier : faire savoir ensuite permet de faire connaître notre travail.
- Expliquer : ces analyses et études servent de base dans les ateliers et consolident les interrogations qui émergent des ateliers.
- Recommander : le déploiement progressif d'une capacité de plaidoyer pour l'élaboration de politiques publiques répondant aux constats de terrain, et ce au travers notamment de « cahiers ».

4.2.1.3. Les cahiers thématiques

Si l'année 2020 avait bouleversé la donne en raison de la pandémie, cette année 2021 a permis, malgré les difficultés, de prévoir mieux des recommandations destinées à l'ensemble du secteur. C'est dans ce cadre qu'un cahier sur le genre a été publié. Entamé dès 2018, mais continué les années suivantes et actualisé en 2020 et 2021, il jette sur le sujet des éclairages pointus. Plusieurs textes ont particulièrement été retenus créant un fil rouge intitulé : *Le genre, outil de révolution ?*. Le cahier comprend des publications parues entre 2018 et 2021 choisies à escient pour pouvoir répondre aux interrogations de plus en plus souvent posées depuis le terrain. Les analyses effectuées sous le prisme du genre permettent aux personnes visées par ces inégalités non seulement de s'exprimer mais aussi d'être aussitôt comprises. Et dans certains cas également, des pistes de solutions ont été proposées pour pallier les déséquilibres existants. Voici les analyses qui font partie de ce cahier :

- les définitions du sexisme, les pratiques et les combats du sexisme au travers d'une analyse publiée en 2020 et intitulée : *Le sexisme vous avez dit ?* ;
- les catégorisations du genre, le sexisme bienveillant et les stratégies de domination dans une analyse publiée en 2020 et intitulée : *Le prince charmant préférerait-il que sa belle ne se réveille jamais ?* ;
- Les violences, la culture du viol, les prises en charges et les recommandations dans une analyse publiée en 2020 intitulée : *Les violences faites aux femmes* ;
- Les liens entre capitalisme et patriarcat, et les inégalités hommes-femmes dans un contexte de mondialisation néolibéral dans une analyse publiée en 2020 et intitulée : *L'économie du patriarcat* ;
- Les questions du genre, du capitalisme et de l'espace urbain dans une analyse de 2020 et intitulée : *Espace public et rapports de genre* ;
- L'alimentation comme vecteur d'oppression et comme levier de contestation dans une analyse publiée en 2019 et intitulée : *L'alimentation et les rapports de genre* ;
- Le sexe et le genre face à l'alcool, l'évolution historique et le renversement du discours, la sensibilité genrée quant aux préventions et aux traitements, publié en 2021 et intitulée : *L'expérience sociale du boire est-elle genrée ?* ;
- *La précarité mensuelle. Où en est la Belgique ?* publiée en 2021.

4.2.1.4. Participation des membres de l'équipe Recherche & Plaidoyer aux réflexions et travaux des autres pôles et consolidation des réflexions captées dans les autres pôles et construites en analyses réutilisées sur le terrain

Les équipes du Pôle Recherche & Plaidoyer ont remis l'ouvrage sur le métier avec passion en cette année 2021 tant les questions fusaient en tous sens suite aux bouleversements et aux changements de perception qui étaient importants. Les prémices déjà perçus avant 2020 se sont brutalement accélérés : pauvreté galopante, solitude, scepticisme, opposition virulente, tous ces ressentis qui sont en grande partie des remontées de terrains ou des interrogations auxquelles il est évident qu'il faudra répondre dans les mois et années qui viennent. La pluridisciplinarité des équipes a continué puisque la grande partie des membres du CPCP qui travaillent dans les Pôles Formation et Animation rédigent une publication annuelle, et que d'autre part les membres du Pôle Recherche & Plaidoyer effectuent également des actions dans les autres pôles. Tout comme en 2020, les textes publiés ont été pensés au travers du prisme de la Covid-19. On peut citer notamment les six analyses réalisées sur la question de l'obligation vaccinale. Mais aussi celles intitulées *Espace public, ennemi ou allié de la crise sanitaire ?*, *Travailleurs essentiels. Quand les migrants font le job ou encore Covid, précarité et médias* et *La consommation durable en temps de Covid-19*.

Le travail de publication s'est effectué tout le long de l'année permettant une production régulière de publications d'environ deux à trois textes par mois.

- Dans la thématique Consommation durable, l'équipe a poursuivi son travail qui s'est révélé riche de publications très liées au contexte pandémique et ce d'autant plus que cela faisait plus d'une année que les citoyens vivaient beaucoup chez eux. Dans les ateliers, revenaient en boucle les questions liées aux inégalités qui ne font qu'augmenter que ce soit quant à l'alimentation, les déplacements ou la consommation générale.
 - > *Faisons le poing sur l'obsolescence programmée.*
 - > *La conso durable en temps de Covid.*
 - > *La mobilité en Belgique. Plongée au cœur des inégalités environnementales.*
 - > *Les Synergies entre commerce équitable et commerce local à Bruxelles. Travail d'intelligence collective à travers un évènement participatif.*
 - > *Brexit. Crises et conséquences.*
 - > *L'eau en bouteille. Consommer à en perdre la raison.*
 - > *OGM ancienne génération. Modèle ancienne génération ?*
- La thématique Famille, Culture & Éducation a, elle aussi, fait l'objet d'une série de publications, évidemment concernant les questions de genre déjà évoquées ci-dessus puisqu'un cahier a été réalisé sur le sujet, mais pas seulement puisque la question Queer a aussi été étudiée, ainsi que celle de la prostitution. D'autres champs ont également été défrichés

beaucoup plus profondément car ces sujets nécessitaient une approche approfondie afin d'en assurer la pertinence. On peut penser aux mariages de complaisance et lois bébés papiers, à l'étude de l'expérience sociale du boire sur le plan du genre ou celle sur les influenceurs.

- > *Queer et féminisme. Un autre questionnement du genre.*
- > *La précarité menstruelle. Où en est la Belgique ?*
- > *Comprendre la prostitution et ses enjeux.*
- > *Genre et espace public.*
- > *Mariage de complaisance et loi bébés-papiers. Quand l'Etat s'invite dans l'intime.*
- > *Influenceurs. Nouveau marketing ?*
- > *L'expérience sociale du boire est-elle genrée ?*
- > *Le cours d'histoire comme outil à la citoyenneté critique. Le cas du passé colonial belge.*
- > *Mobilisation militante sur les réseaux sociaux. Un enjeu numérique dans les sociétés contemporaines.*
- La thématique Lieux de vie & Espace public s'est concentrée sur les questions d'espace public et plus particulièrement dans le cadre de la crise sanitaire. Un deuxième texte figure dans la thématique Famille, Culture & Éducation mais est clairement au croisement des deux thématiques.
 - > *Espace public : ennemis ou alliés de la crise sanitaire.*
- La thématique Médias & Actions citoyennes a fait l'objet d'un travail fortement lié à la pandémie.
 - > *Covid. Précarité et médias.*
 - > *Une crise sanitaire en pleine crise de confiance.*
- Concernant la thématique Citoyenneté & Participation, les publications poursuivent les interrogations quant aux modes de fonctionnement de notre société, et ce dans une perspective tant d'évaluation que de réflexion. Des questions aussi larges qu'interrogatives traversent ces trois textes. Comment faire vraiment participer les citoyens dans un monde où la défiance se fait de plus en plus prégnante ? Quelle modification de point de vue serait indispensable quand on sait que les migrants ont été des travailleurs essentiels pendant toute la pandémie ? Comment aborder la question de l'obligation vaccinale ? Comment le Décret paysage est-il vécu par ceux qui doivent l'appliquer ? Tant de questions qui élargissent les horizons.

- > Rêve Party. Rêver d'un monde meilleur par des débats (vraiment) participatifs.
- > Décret Paysage. Qu'en disent les principaux concernés ?
- > Vaccination Covid – Les « Oui, mais ».
- > La vaccination. Pour vivre comme avant.
- > Vacciner l'homo economicus : inciter les individualités à défaut d'éveiller à la citoyenneté ?
- > Voir la question vaccinale autrement.
- > La géopolitique des vaccins. Attention chasse-gardée.
- > La vaccination contre la Covid-19 obligatoire pour tous de 0 à 100 ans ?
- > Travailleurs essentiels. Quand les migrants font le job.

4.2.2. Tableau synthétique des analyses et études produites en 2021

Détail des analyses et études	Données relatives à la conception des analyses et études		Données relatives à la transversalité des analyses et études	Données relatives à la diffusion des analyses et études	
	Nombre de signes (espaces comprises)	Collaborations éventuelles avec d'autres partenaires		Forme écrite (magazine, revue, Web)	Promotion / communication de l'analyse ou de l'étude
<p>Analyse N°1</p> <p>Date de publication : janvier 2021</p> <p>Intitulé : <i>Faisons le poing sur l'obsolescence programmée</i></p> <p>Thématique : Consommation durable</p> <p>Auteur : Michel Dejong (Biochimiste, licencié en Santé publique, animateur EP pour la thématique Consommation durable)</p>	22 587		<p>Cette publication formalise toute une série d'interrogations régulièrement évoquées dans nos groupes en éducation permanente. Développée une première fois il y a six ans, cette analyse a pour objectif de savoir si et comment les lignes ont bougé depuis. Cette analyse présente la question sous les angles de la perception par le public et des avancées réglementaires. La réflexion perdure en 2021 au sein de l'équipe en Conso par l'évocation dans les groupes de la question de l'évolution de la perception de l'obsolescence programmée, et de la description de pistes pratiques à mettre en œuvre dans le cadre d'une économie en transition devenue indispensable. La question a été aussi abordée lors du webinar « Mieux s'organiser pour moins gaspiller », avec Bruxelles Environnement et Zero waste Belgium.</p>	<p>Site internet</p> <p>Publication analyse #423</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°2 Date de publication : janvier 2021 Intitulé : <i>Rêve Party. Rêver d'un monde meilleur par des débats (vraiment) participatifs</i> Thématiques : Citoyenneté & Participation Auteur : Jean -Louis Hanff (Titulaire d'un master en Relations internationales et d'un master en Administration publique, chercheur et animateur au sein du Pôle Participation)</p>	<p>37 379</p>		<p>Cette publication résulte de réflexions qui émanent régulièrement de nos groupes en EP lorsque nous évoquons les initiatives citoyennes, notamment celles liées à la méfiance à l'égard du politique. Une publication riche qui nous permet de mieux aborder la thématique avec nos publics en EP en tenant compte de la situation pendant le Covid. Question d'actualité évoquée à plusieurs reprises lors de nos échanges avec nos différents publics (formations à la citoyenneté), ce texte fait par ailleurs partie d'une série de plusieurs textes sur les enjeux de gouvernance et de participation.</p>	<p>Site internet Publication analyse #424</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation • Utilisation lors d'ateliers EP.
<p>Analyse N°3 Date de publication : février 2021 Intitulé : <i>Décret Paysage. Qu'en disent les principaux concernés ?</i> Thématiques : Citoyenneté & Participation Auteurs : Axelle Durant (Diplômée d'un master en Sciences politiques, d'un master en Administration publique, et de l'agrégation en Sciences politiques et sociales. Chargée de recherche au sein du Pôle Recherche & Plaidoyer)</p>	<p>51 224</p>		<p>Un questionnaire revient souvent dans les groupes face notamment à ce qu'on appelle de plus en plus souvent la violence institutionnelle : celui de l'attitude des fonctionnaires dans les administrations vis-à-vis du public. Cette analyse propose d'aller de l'autre côté du miroir, là où justement les politiques publiques doivent être appliquées par l'administration publique et quelle marge ceux qui l'appliquent ont-ils afin de l'humaniser.</p>	<p>Site internet Publication analyse #425</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°4 Date de publication : mars 2021 Intitulé : <i>Queer et féminisme. Un autre questionnement du genre</i> Thématique : Famille, Culture & Éducation Auteure : Roxane Lejeune (Diplômée d'un master en Psychologie et d'un master 2 en Sociologie, animatrice EP dans la thématique Famille, Culture & Éducation, chercheuse au sein du Pôle Recherche & Plaidoyer)</p>	<p>60 435</p>		<p>Les questions liées à l'aménagement du territoire, les changements des centres-villes, les approches différenciées dans les campagnes s'inscrivent dans les activités de la thématique Lieux de Vie & Espace public du Pôle Éducation permanente en lien avec la question des aménagements publics.</p> <p>Ce texte pourrait être utilisé comme boussole dans le cadre du mouvement « les villes en transition » pour alimenter des débats dans le cadre des exercices en groupe sur l'habitat en transition.</p> <p>Il pourrait également servir dans le cadre du groupe de travail défi logement afin d'alimenter les réflexions au niveau de l'analyse des conséquences possibles de l'application du décret wallon habitat vert. Et en nous intéressant à cette ville atypique qu'est Aurora, la volonté est de mettre en évidence certaines pratiques pouvant nous inspirer en Belgique dans notre travail pour la construction d'une société plus verte, plus juste et plus solidaire.</p>	<p>Site internet Publication analyse #426</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°5 Date de publication : avril 2021 Intitulé : <i>La précarité menstruelle. Où en est la Belgique ?</i> Thématiques : Famille, Culture & Éducation Auteure : Roxane Lejeune</p>	<p>12 132</p>		<p>Cette question évoquée périodiquement lors de nos échanges avec nos différents publics (formations, EP) a été analysée afin de mieux comprendre les coûts des menstruations. Cette publication a ensuite permis à l'équipe Consommation durable d'enrichir les débats en EP et en formation et d'introduire une vision à long terme argumentée. Il sert par ailleurs de base préventive dans les groupes EP Famille, Culture & Éducation sur la santé des femmes.</p>	<p>Site internet Publication analyse #427</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°6 Date de publication : mai 2021 Intitulé : Covid. Précarité et médias Thématique : Médias & Actions citoyennes Auteur : Philippe Courteille (Licencié en Journalisme et Communication, animateur EP et responsable de la thématique Médias & Actions citoyennes au CPCP)</p>	<p>59 679</p>	<p>À l'Espace Citoyen de Gosselies, sur demande du CPAS de Charleroi, se sont réunis plusieurs ateliers médias dont le but consistait à permettre aux participants de se procurer ou d'améliorer leur sens critique par rapport aux contenus médiatiques auxquels ils sont confrontés quotidiennement sur internet et les réseaux sociaux. D'autre part, la déconnection numérique est une réalité incontournable lorsque la volonté du tout au numérique bloque l'accès à toute vie sociale pour les plus fragiles. Les mêmes questions se sont aussi posées au PCS Radis-Marolles qui est un poste de cohésion sociale dans les Marolles à Bruxelles-Ville, à l'ASBL Espace Seniors de Tournai qui est une asbl d'éducation permanente et au PCS Franck de Saint-Gilles. La publication pose deux questions essentielles qui ont été débattues dans les ateliers : les médias les informent-ils correctement, et d'autre part les solutions numériques proposées ont-elles réellement répondu à leurs besoins parmi les plus essentiels ?</p>	<p>Site internet Publication analyse #428</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°7 Date de publication : mai 2021 Intitulé : La consommation durable en temps de Covid-19 Thématique : Consommation durable Auteure : Karin Dubois (Diplômée en Sciences politiques, en Sciences du Travail et en Communication. Animatrice EP et responsable de la thématique Consommation durable)</p>	<p>52 860</p>	<p>Question d'actualité évoquée lors de nos échanges avec nos différents publics (EP, animation) sur la consommation durable en période de pandémie, ce texte s'inscrit dans la continuité du projet mené par les équipes Consommation durable du CPCP sur la consommation durable. Ce texte est par ailleurs utilisé dans nos formations citoyennes (volet « citoyen, consomm'acteur au regard critique », module « Jeu de la ficelle »). Il fait aussi l'objet de beaucoup de questions dans les ateliers et notamment à la maison d'hébergement d'urgence pour femmes de Cuesmes et au CPAS de Frameries. La question de consommer local quand on est d'origine étrangère s'étant posée lors du Focus group « Alimentation locale et multiculturalité » – organisé dans le cadre de la première édition du festival Nourrir Bruxelles, fera l'objet d'une analyse approfondie en 2022.</p>	<p>Site internet Publication analyse #429</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°8 Date de publication : juin 2021 Intitulé : <i>Mobilisation militante sur les réseaux sociaux. Un enjeu numérique dans les sociétés contemporaines</i> Thématique : Médias & Actions citoyennes Auteure : Clara Van Der Steen</p>	<p>53 254</p>		<p>Cette analyse aborde l'omniprésence des réseaux sociaux dans notre société ainsi que notre dépendance à ces derniers. C'est une question qui revient souvent dans les ateliers médias comme à l'Espace Citoyen de Gosselies par exemple et qui permet d'aborder la question de l'influence des réseaux sociaux, de l'importance à accorder ou non à leurs contenus, et de celle de pouvoir les prendre en considération avec un sens critique affûté par rapport à leurs contenus.</p>	<p>Site internet Publication analyse #430</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°9 Date de publication : juillet 2021 Intitulé : <i>La mobilité en Belgique. Plongée au cœur des inégalités environnementales</i> Thématique : Consommation durable Auteur : Boris Fronteddu (Titulaire d'un master en Journalisme et d'un master en Politiques européennes, chargé de recherche au Pôle Recherche & Plaidoyer dans la thématique Consommation durable)</p>	<p>41 604</p>		<p>Question d'actualité évoquée à plusieurs reprises lors de nos échanges avec les publics des formations citoyennes. Son contenu est utilisé dans diverses formations et animations citoyennes. En effet, la pollution de l'air affecte les zones les plus peuplées et donc les plus précarisées. Cette question du logement mal isolé, cher à la consommation et plus polluant a fait l'objet de discussions avec un guide-conseil en matière de logement à la maison maternelle l'Espoir à Cuesmes.</p>	<p>Site internet Publication analyse #431</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°10 Date de publication : juillet 2021 Intitulé : Vaccination Covid – Les « Oui, mais » Thématique : Citoyenneté & Participation Auteure : Maïa Kaïss (Titulaire d'un master en Anthropologie sociale et culturelle et d'une agrégation en Sciences sociales ; animatrice EP dans la thématique Famille, Culture & Education)</p>	<p>13 035</p>		<p>Cette analyse fait partie d'un ensemble de textes sur le sujet de la vaccination. Les incertitudes liées à la période pandémique n'ont fait qu'augmenter et c'est notamment à l'Espace citoyen de Gosselies que les questions de traitement de l'information et de réflexion sous l'angle de reportages ont été abordées. Un dialogue entre science et indécision permet de jeter une lumière plus nuancée que celle qui est véhiculée dans les médias comme sur les réseaux sociaux.</p>	<p>Site internet Publication analyse #432</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°11 Date de publication : juillet 2021 Intitulé : Vacciner l'homo economicus : inciter les individualités à défaut d'éveiller à la citoyenneté ? Thématique : Citoyenneté & Participation Auteur : Jérôme Vanstalle (Titulaire d'un master en Sciences politiques. Responsable du Pôle Formation, chercheur au sein du Pôle Recherche & Plaidoyer)</p>	<p>15 484</p>		<p>Cette analyse fait partie d'un ensemble de textes sur le sujet de la vaccination. La question de la vaccination en une période de scepticisme a fait l'objet de plusieurs réflexions menées en atelier notamment à l'espace citoyen de Gosselies en mars. L'objectif est de permettre aux participants de garder une distance critique par rapport à la période difficile et de pouvoir les informer.</p>	<p>Site internet Publication analyse #433</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°12 Date de publication : juillet 2021 Intitulé : <i>Une crise sanitaire en pleine crise de confiance</i> Thématique : Médias & Actions citoyennes Auteur : Philippe Courteille</p>	<p>12 106</p>		<p>Cette analyse fait partie d'un ensemble de textes sur le sujet de la vaccination et met en exergue le fait que les publics de personnes âgées et de personnes précarisées ont été particulièrement touchés par la crise du Covid. La question de la vaccination obligatoire est revenue très souvent dans les groupes en Éducation permanente, et notamment au PCS Radis-Marolles qui est un poste de cohésion sociale qui propose du travail social communautaire avec les habitants du quartier des Marolles</p>	<p>Site internet Publication analyse #434</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°13 Date de publication : Juillet 2021 Intitulé : <i>La vaccination contre la Covid-19 obligatoire pour tous de 0 à 100 ans ?</i> Thématique : Citoyenneté & Participation Auteure : Catherine van Zeeland (Diplômée d'un master en Histoire de l'Art et d'un bachelier en Droit. Responsable du Pôle Recherche & Plaidoyer du CPCP)</p>	<p>13 346</p>		<p>Cette analyse fait partie d'un ensemble de textes sur le sujet de la vaccination. Basé sur des témoignages qui recourent les discussions sur le sujet dans les ateliers, et notamment dans le groupe du quartier de Basse-Enhaive de la ville de Namur, cette analyse aborde la question de l'obligation vaccinale sous les angles éthiques et politiques. En soulignant une fois de plus ce qui est souvent entendu par les participants que la méfiance envers les institutions n'aide pas à une prise de décision éclairée et que les ateliers informatifs sont donc indispensables.</p>	<p>Site internet Publication analyse #435</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°14 Date de publication : juillet 2021 Intitulé : <i>La géopolitique des vaccins : attention chasse gardée</i> Thématique : Citoyenneté & Participation Auteure : Emma Raucent (Titulaire d'un master en Droit. Spécialisation en Philosophie du Droit. Chargée de recherches dans la thématique Famille, Culture & Éducation)</p>	<p>11 117</p>		<p>Cette analyse fait partie d'un ensemble de textes sur le sujet de la vaccination. La question posée ici a fait l'objet d'interrogations au sein des ateliers par les populations d'origine étrangère particulièrement sensibles aux questions de discriminations et d'inégalités qui sont soulevées si on envisage le vaccin largement distribué dans les pays européens mais nettement moins dans certains des pays d'origine des participants.</p>	<p>Site internet Publication analyse #436</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°15 Date de publication : juillet 2021 Intitulé : <i>Voir la question vaccinale autrement</i> Thématique : Citoyenneté & Participation Auteur : Quentin Deneyer (Titulaire d'un master en ingénieur civil. Animateur au sein du Pôle Participation)</p>	<p>7 853</p>		<p>Cette analyse fait partie d'un ensemble de textes sur le sujet de la vaccination. Basé sur des témoignages qui recourent les discussions sur le sujet dans les ateliers, et notamment dans le groupe du quartier de Basse-Enhaive de la ville de Namur, cette analyse met en évidence la cristallisation des positions en temps de Covid pour les publics plus précarisés. Elle a aussi permis de prendre conscience que la méfiance à l'égard des vaccins prend sa source dans un scepticisme général.</p>	<p>Site internet Publication analyse #437</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°16 Date de publication : juillet 2021 Intitulé : La vaccination. Pour vivre comme avant ? Thématique : Citoyenneté & Participation Auteure : Roxane Lejeune</p>	<p>12 052</p>		<p>Cette analyse fait partie d'un ensemble de textes sur le sujet de la vaccination. La question est présente dans toutes les discussions dans les groupes en Éducation permanente. Si l'apparition du coronavirus était imprévisible tant l'impact de nos sociétés globalisées et modèles économiques qui favorisent de telles situations, le vaccin n'apparaît-il pas comme un voile, une solution miracle pour reprendre nos activités économiques et sociales, pour continuer « comme avant », sans penser à après et sans remettre en question notre modèle économique et social ?</p>	<p>Site internet Publication analyse #438</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°17 Date de publication : septembre 2021 Intitulé : L'eau en bouteille. Consommer à en perdre la raison Thématique : Consommation durable Auteur : Boris Fronteddu</p>	<p>48 397</p>		<p>Question d'actualité évoquée à diverses reprises lors de nos échanges avec nos différents publics en EP et particulièrement en formation. La publication est désormais un outil informatif que l'équipe en Conso durable peut utiliser lorsque le thème est suggéré au sein d'un groupe. L'analyse met en lumière la contradiction qui apparaît entre la consommation belge d'eau en bouteille alors que l'eau du robinet présente de grandes qualités, question qui a notamment été posée à Frameries avec le nouvel outil « les caddies de la conso ».</p>	<p>Site internet Publication analyse #439</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°18 Date de publication : septembre 2021 Intitulé : <i>Les Synergies entre commerce équitable et commerce local à Bruxelles. Travail d'intelligence collective à travers un évènement participatif</i> Thématique : Consommation durable Auteure : Clara Van Der Steen (Titulaire d'un master en Histoire de l'Art et archéologie et un master de spécialisation en étude de genre, chargée de recherche au pôle Recherche & Plaidoyer)</p>	<p>24 447</p>		<p>Cette analyse revient sur un évènement participatif d'intelligence collective coréalisé par le CPCP avec SONECOM et DRIS, le 21 janvier 2021, commandité par Brussel International et Hub Brussels. L'objectif consistait à envisager des solutions pour renforcer ces synergies à Bruxelles entre commerce équitable et local sur le lieu de travail. La publication effectuée est un retour sur l'évènement participatif.</p>	<p>Site internet Publication analyse #440</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°19 Date de publication : octobre 2021 Intitulé : <i>Travailleurs essentiels. Quand les migrants font le job</i> Thématique : Citoyenneté & Participation Auteur : Axel Winkel (Politologue de formation, enseignant et chargé de recherche au pôle Recherche et Plaidoyer)</p>	<p>73 419</p>		<p>Question d'actualité évoquée à diverses reprises lors de nos échanges avec nos différents publics (formations citoyennes, EP), cette analyse revient sur la période de la pandémie et la nécessité de recourir aux migrants pour faire le travail « essentiel ». La question des discriminations est très souvent évoquée dans les ateliers, notamment dans le Groupe d'Animation et de Formation des femmes immigrées, situé à Schaerbeek (GAFFI) où se posent les questions sur les situations quotidiennes de discriminations et d'inégalités, et ce dans une perspective d'émancipation. Le manque de reconnaissance du travail effectué est ici clairement mis en avant tandis que sans ces travailleurs essentiels, la société tout entière n'aurait pu surmonter la crise du Covid.</p>	<p>Site internet Publication analyse #441</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°20 Date de publication : novembre 2021 Intitulé : <i>Comprendre la prostitution et ses enjeux</i> Thématique : Famille, Culture & Éducation Auteure : Roxane Lejeune</p>	<p>52 320</p>		<p>Le Groupe d'Animation et de Formation des femmes immigrées (GAFFI) travaille sur plusieurs axes d'action et un partenariat avec la COPCP s'est concentré sur des questions liées aux droits des femmes. Dans ce cadre, des réflexions et des débats se sont déroulés autour de la prostitution et en particulier sur certains thèmes qui sont développés dans cette analyse : mieux maîtriser la définition, découvrir la pluralité des réalités des prostitué-e-s, et enfin évoquer la loi à propos de la prostitution et pouvoir la questionner ainsi que la nouvelle loi dans le droit pénal sexuel. Cette analyse entre féminismes et idées reçues aborde ces questions, notamment en regard des questions qui se sont posées lors de ces ateliers. Le collectif des femmes de Louvain-la -neuve a aussi abordé cette question dans le cadre du séminaire « Covid-19 : violences genrées ».</p>	<p>Site internet Publication analyse #442</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°21 Date de publication : novembre 2021 Intitulé : OGM ancienne génération. Modèle ancienne génération ? Thématique : Consommation durable Auteur : Boris Fronteddu</p>	<p>75 418</p>		<p>Question évoquée à diverses reprises lors de nos échanges avec nos différents publics en EP, et notamment à l'accueil Botanique qui est une des antennes du Centre liégeois de Service social, la publication est désormais un outil informatif que l'équipe en Consommation durable peut utiliser lorsque le thème est suggéré au sein d'un groupe. Cette analyse part de réflexions souvent entendues dans les ateliers conso sur ce qui se trouve dans les aliments consommés. Quand il s'agit de glaner de légumes, sont-ils avec des OGM et en particulier ceux de la nouvelle génération ? faut-il en avoir peur ? C'est à cette question que tente de répondre cette analyse.</p>	<p>Site internet Publication analyse #443</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°22 Date de publication : décembre 2021 Intitulé : <i>Brexit. Crises et conséquences</i> Thématique : Consommation durable Auteure : Axelle Durant</p>	<p>62 562</p>		<p>Que ce soit dans le cadre du parcours d'intégration en Wallonie ou dans le cadre de webinaires, la question de l'accès à la Grande-Bretagne s'est posée à plusieurs reprises, et ce autant pour les migrants que pour les étudiants qui souhaitaient faire un Erasmus en Grande-Bretagne. L'analyse revient de façon pratique sur ce qui a changé dans ce cadre depuis le Brexit.</p>	<p>Site internet Publication analyse #444</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Analyse N°23 Date de publication : décembre 2021 Intitulé : <i>Espace public : ennemis ou alliés de la crise sanitaire</i> Thématique : Lieu de vie & Espace public Auteur : Benoît Debuigne (Licencié en Sciences géographiques et détenteur d'un master en Aménagement du territoire et développement local, animateur EP, responsable de la thématique Lieux de vie & Espace public)</p>	<p>41 066</p>		<p>Cette analyse a été réalisée notamment à partir du projet d'expression « Regards croisés de quartiers ». Les quartiers fortement peuplés à Namur ont entamé depuis plusieurs années une réflexion sur l'image que renvoyait leur quartier à l'extérieur dans le but de créer ou recréer des dynamiques avec d'autres quartiers. Cette approche s'est vue particulièrement intéressante dans la mesure où pendant la crise sanitaire les espaces publics ont changé, ce qui est d'autant plus prégnant dans les zones à forte densité de population. Entre un espace d'abord diabolisé parce que dangereux, et ensuite plutôt lieu de résilience, cette publication s'interroge sur la façon dont les différents publics ont traversé cette période et réfléchi sur les leçons à tirer quant à la conception des espaces publics.</p>	<p>Site internet Publication analyse #445</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Analyse N°24 Date de publication : décembre 2021 Intitulé : <i>Espace public et rapport de genre. Comment la ville devient un lieu de domination</i> Thématique : Famille, culture & Éducation Auteure : Clara Van Der Steen</p>	<p>49 529</p>		<p>Cette analyse formalise les interrogations formulées notamment avec le Groupe d'Animation et de Formation des femmes immigrées, situé à Schaerbeek (GAFFI), et les balades organisées autour des luttes féministes. Le concept d'espaces urbains, la découverte de l'occupation genrée des lieux urbains et de la place de la femme dans les noms actuels des rues ont fait l'objet de plusieurs débats en avril et mai. La question a aussi pu être développée lors de la table ronde « Culture masculine hégémonique. Comment construire l'égalité ? », à l'ASBL Prefer. Cette analyse s'inscrit de la sorte dans une réflexion plus large menée par le CPCP (EP, pôle publication, formations citoyennes, animation) sur le genre et dans le cadre d'un cahier paru en fin d'année.</p>	<p>Site internet Publication analyse #446</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Étude N°1 Date de publication : avril 2021 Intitulé : <i>Mariage de complaisance et loi bébés-papiers. Quand l'État s'invite dans l'intime</i> Thématique : Famille, Culture & Éducation Auteur : Axel Winkel</p>	<p>176 882</p>		<p>Cette étude s'est réalisée à partir du recueil de témoignages de quatre femmes qui se sont mariées avec un Belge et qui ont dû passer par les procédures de contrôle importantes. Rencontrées lors des formations données par le CPCP dans le cadre du parcours d'intégration wallon, ces femmes ont fait part de leurs ressentis sur la question du regroupement familial, ce qui a permis de donner corps à cette étude.</p>	<p>Site internet Publication étude #33</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Étude N°2 Date de publication : juin 2021 Intitulé : <i>Influenceurs. Nouveau marketing ?</i> Thématique : Famille, Culture & Éducation Auteure : Axelle Durant</p>	<p>88 266</p>		<p>La chape anxiogène qui s'est abattue pour la deuxième année consécutive a augmenté encore la consommation de médias via internet. Et la question de l'influence grandissante, sans contrôle, incitant à la consommation et développant des fake news a été abordée au PCS Radis-Marolles qui est un poste de cohésion sociale dans les Marolles à Bruxelles-Ville, et à l'ASBL Espace Seniors de Tournai qui est une ASBL d'éducation permanente. La publication pose deux questions essentielles qui ont été débattues dans les ateliers : les médias les informent-ils correctement, et les techniques et types d'influences. Le Webinaire « Fake News », au CAI – CLPS de la Province de Namur, lors du salon des outils pédagogiques de Namur, l'on aussi évoqué.</p>	<p>Site internet Publication étude #34</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
<p>Étude N°3 Date de publication : septembre 2021 Intitulé : <i>L'expérience sociale du boire est-elle genrée ?</i> Thématique : Famille, Culture & Éducation Auteure : Emma Raucent</p>	<p>140 062</p>		<p>Cette publication résulte de réflexions qui ressortent de nos groupes en EP lorsque nous évoquons la santé et l'alcool dépendance encore tabou, en particulier quand elle touche les femmes. Face à la solitude provoquée par des mois de confinement, la question se devait d'être abordée.</p>	<p>Site internet Publication étude #35</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation

<p>Étude N°4 Date de publication : septembre 2021 Intitulé : <i>Le cours d'histoire comme outil à la citoyenneté critique. Le cas du passé colonial belge.</i> Thématique : Famille, Culture & Éducation Auteure : Emma Raucent</p>	<p>104 083</p>		<p>Cette publication aborde la question difficile de la colonisation enseignée dans les écoles. Cette question fait souvent l'objet de débats dans les ateliers de la part des personnes qui viennent de régions qui ont été colonisées par des pays européens et en particulier par la Belgique</p>	<p>Site internet Publication étude #36</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en ligne sur le site internet • Promotion via Facebook • Distribution via nos stands lors de congrès ou salons ainsi que lors de conférences ou animations organisées par le CPCP • Mise à disposition dans le centre de documentation
--	-----------------------	--	--	---	--

5. COMPTES ET BILAN 2021

CPCP asbl - COMPTES 2021

ACTIF	Exercice 2021
ACTIFS IMMOBILISES	14.845 €
Immobilisations corporelles	14.845 €
Terrains et constructions	0 €
Installation, machines et outillage	14.172 €
Mobilier et matériel roulant	674 €
Immobilisations financières	0 €
ACTIFS CIRCULANTS	365.476 €
Créances à un an au plus	122.155 €
Créances sur activités courantes	52.255 €
Autres créances	69.901 €
Placements de trésorerie	102.259 €
Valeurs disponibles	113.874 €
Comptes de régularisation	27.188 €
TOTAL	380.322 €

Exercice 2020
11.020 €
11.019 €
0 €
10.121 €
898 €
1 €
413.505 €
213.980 €
16.987 €
196.993 €
2.259 €
169.669 €
27.597 €
424.525 €

PASSIF	Exercice 2021
CAPITAUX PROPRES	2.658 €
Résultat reporté	2.658 €
Provisions pour risques et charges	0 €
DÉTTES	377.663 €
Dettes à un an au plus	355.223 €
Dettes sur activités courantes	27.008 €
Dettes fiscales, salariales et sociales	328.215 €
Autres dettes	0 €
Comptes de régularisation	22.441 €
TOTAL	380.322 €

Exercice 2020
97.120 €
37.120 €
60.000 €
327.405 €
327.405 €
34.630 €
292.775 €
0 €
0 €
424.524 €

COMPTES GENERAUX				
	Exercice 2021		Budget 2021	Budget 2022
Recettes	1.791.896 €	96,67%	1.853.618 €	1.955.950 €
Dotations publiques (hors formations) :	1.627.309 €	93,30%	1.744.132 €	1.787.692 €
Communauté française	552.506 €	93,67%	589.847 €	598.420 €
Région wallonne	1.074.804 €	93,11%	1.154.285 €	1.189.271 €
Autres contributions :	9.099 €	143,72%	6.331 €	13.637 €
Action Solidaire :	110.000 €	183,33%	60.000 €	40.000 €
Recettes de publications, et de formations :	35.619 €	88,70%	40.155 €	110.640 €
Produits divers :	9.869 €	328,98%	3.000 €	3.981 €
Pruduits financiers :	0 €		0 €	0 €
Dépenses	1.826.357 €	98,84%	1.847.844 €	1.947.913 €
Bâtiments :	54.895 €	80,18%	68.461 €	59.933 €
Fournitures de bureau :	6.074 €	86,77%	7.000 €	5.750 €
Fonctionnement et d'équipements :	35.423 €	68,61%	51.630 €	42.221 €
Affranchissement - téléphone	4.836 €	80,60%	6.000 €	5.021 €
Honoraires	17.539 €	87,13%	20.130 €	22.830 €
Documentations-colloques	5.728 €	143,21%	4.000 €	5.000 €
Déplacements et représentations	3.041 €	21,72%	14.000 €	4.370 €
Location et réparation de matériel	1.859 €	37,18%	5.000 €	2.750 €
Fleurs, cadeaux	2.420 €	96,78%	2.500 €	2.250 €
Publications :	3.570 €	66,12%	5.400 €	3.200 €
Animations et formations :	3.458 €	64,63%	5.350 €	10.850 €
Frais de personnel :	1.767.763 €	104,11%	1.698.003 €	1.810.559 €
Amortissements :	11.784 €	98,20%	12.000 €	12.000 €
Charges financières :	370 €		0 €	400 €
Autres charges d'exploitations :	3.021 €		0 €	3.000 €
Provisions :	-60.000 €		0 €	0 €
Résultat d'exercice	-34.461 €		5.774 €	8.037 €

SAINTENOY, COMHAIRE et Co – Réviseur d'entreprises

RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES MEMBRES DE L'ASBL CENTRE POUR LA CITOYENNETÉ ET LA PARTICIPATION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de l'association **CENTRE POUR LA CITOYENNETÉ ET LA PARTICIPATION** en abrégé « CPCP », nous vous présentons notre rapport de commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes annuels ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 26 juin 2019 conformément à la proposition de l'organe de gestion. Notre mandat de commissaire viendra à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes clôturés au 31 décembre 2021. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes de l'association CPCP durant 6 exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de l'association, comprenant le bilan au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à 380.322 € et dont le compte de résultats se solde pour l'exercice 2021 par un mali de 34.461 €.

A notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'association au 31 décembre 2021, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'association, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilité de l'organe d'administration relative à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne

SAINTENOY, COMHAIRE et Co – Réviseur d'entreprises

comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et de d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre l'association en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elle elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de l'Association, ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de l'Association. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

SAINTENOY, COMHAIRE et Co – Réviseur d'entreprises

- Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'association ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire l'association à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Report sur les autres obligations légales et réglementaires

Responsabilité de l'organe de gestion

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion et du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité, ainsi que du Code des sociétés et des associations et des statuts de l'association.

Responsabilité du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion et, le respect de

CPCP ASBL

Rapport du commissaire à l'assemblée générale des membres de l'association pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

3.



SAINTENOY, COMHAIRE et Co – Réviseur d'entreprises

certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision n'a pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et est resté indépendant vis-à-vis de l'association au cours de son mandat.

Autres mentions

Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

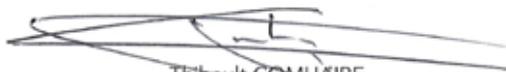
Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts, ou du Code des sociétés et des associations.

Liège, le 20 juin 2022

Saintenoy, Comhaire & C°

Commissaire

Représentée par



Thibault COMHAIRE

Réviseur d'Entreprises

**Demande de dérogation aux conditions de subventionnement en raison de
la crise sanitaire COVID-19**

Document à joindre au rapport d'activités 2021

L'article 2, §1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française n°1 de pouvoirs spéciaux du 7 avril 2020 permet de déroger aux règles et conditions de liquidation des subventions et suspendant les délais de recours dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Cette disposition couvre des situations survenues à partir du 10 mars 2020.

L'article 4 prévoit que les demandes peuvent être introduites jusqu'au 31 décembre 2022 pour les liquidations de soldes prévues en 2022.

Dès lors que vous joignez le présent document à votre rapport d'activités, il n'est pas nécessaire de compléter le formulaire de demande de dérogation aux conditions de subventionnement pour la liquidation du solde de la subvention 2021 ou 2022 dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 mis en ligne sur la plateforme SUBside.

Afin de pouvoir bénéficier de cette dérogation, il faut :

- Bénéficier d'une subvention de l'Administration générale de la Culture
- Être dans l'impossibilité de respecter les conditions de la subvention, définie notamment par un décret, un arrêté, une circulaire ou une convention entre le bénéficiaire et la Communauté française, en conséquence directe ou indirecte des mesures prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19;
- Avoir maintenu au maximum possible l'activité visée par la subvention en ayant, le cas échéant, assuré la rémunération des prestataires artistiques et techniques de la Communauté française dont les activités ont été annulées, trouvé des modalités alternatives d'action ou en ayant profité de la période pour réaliser une ou des créations ou des travaux de réflexions collectives, ou tout autre forme d'activité interne ou externe à l'opérateur en conformité avec le but social visé par la subvention;
- Joindre au dossier des justificatifs annuels une demande de dérogation, établie sur la base du modèle ci-dessous.

Déclaration sur l'honneur

Je soussigné(e)John Lewis..... (Nom + Prénom du (de la) gestionnaire de l'association) dûment mandaté(e) par le Conseil d'Administration de l'asbl du Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation..... (Nom de l'association) déclare sur l'honneur

- ✓ que l'asbl susmentionnée a besoin de la subvention 2020, 2021 ou 2022 (biffer la mention inutile), en intégralité ou en partie, pour faire face aux dépenses en lien avec l'activité subventionnée qui n'ont pu être évitées ou diminuées par l'effet de l'annulation de celle-ci ou

- le recours à des dispositifs d'aide ou de soutien économique mis en place par d'autres autorités publiques
- ✓ que la rémunération des personnes chargées de la conception, de l'exécution ou de la réalisation d'activités prévues durant la période a été honorée

Quelle(s) condition(s) de subventionnement n'avez-vous pas pu remplir ?

Le CPCP est reconnu comme association d'éducation permanente, axe 1 (forfait 2, 35 points) et axe 3 (forfait 2, 30 points). Lors de l'année 2020, nous n'avons pas pu remplir les conditions de subventionnement de l'axe 1 et notamment :

- concrétiser ces thématiques d'action par des activités régulières et significatives d'une durée d'au moins 450 heures par an;
- développer au moins 4 activités annuelles s'adressant à un public large et permettant de faire connaître les activités et projets de l'association.

En quoi l'impossibilité de remplir cette(ces) condition(s) est-elle une conséquence des mesures prises par le Gouvernement fédéral pour lutter contre le COVID-19 ?

Les mesures prises par le Gouvernement fédéral à partir du 18 mars 2020 ont entraîné l'arrêt complet des activités « en présentiel » d'Éducation Permanente durant le 1er semestre 2021. Il nous a dès lors été impossible d'animer l'ensemble des activités prévues et d'organiser les « activités vers un public large ». Par ailleurs, les conditions sanitaires et les confinements « courts » successifs présents tout au long de l'année 2021 n'ont pas permis aux groupes de se réunir aussi fréquemment que souhaité et ont entravé la motivation de nombreux participant.e.s.

Quelle est la période pendant laquelle les mesures de lutte contre le COVID-19 vous ont empêché de remplir ces conditions (date de début et date de fin (si connue)) ?

- Du 1er janvier au 8 juin 2021 : interdiction des activités en présentiel en intérieur
- Du 29 octobre 2021 au 31 décembre 2021 : télétravail obligatoire
- Du 9 juin au 31 décembre 2021 : différents protocoles sanitaires strictes qui parmi d'autres facteurs ont pu entraver la motivation et la mobilisation des participant.e.s

Quelle est la part de la subvention éventuellement non justifiée par des dépenses éligibles ?

Fait à Bruxelles.....
Le 23 juin..... 2022

CPCP ASBL

Avenue des Arts, 50/bte6 - 1000 Bruxelles
+32 2 318 44 33 | info@cpcp.be | www.cpcp.be

Nom et Signature

RPM Bruxelles | BCE - 0409 117 690
IBAN - BE67 3101 6586 0487

Paule-Sarah Delefosse




Assemblée générale du 20 juin 2022

Ordre du jour

- ✦ **Lieu** : Avenue des arts 50, 1000 Bruxelles ou en visioconférence (Teams)
 - Lien pour la visioconférence :
 - En cas de participation en ligne, le vote se fera au moyen du bouton « main levée » de l'application « Teams ».
- ✦ **Horaire** : 16h00 – 17h00

1. Approbation de l'ordre du jour – (Décision)
2. Clôture des comptes 2021 – (Décision)
 - a. Comptes du CPCP
 - b. Comptes du Centre d'Archives du CPCP
3. Budget prévisionnel 2022 – (Décision)
4. Nomination d'une administratrice – (Décision)
5. Modification des statuts (Article 3) – (Décision)
 - a. Cf. note de proposition jointe à cette convocation
6. Approbation du rapport d'activité 2021 – (Décision)

À l'attention des membres de l'Assemblée générale du CPCP ASBL

Procès-verbal

de la réunion de l'Assemblée générale du Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation (CPCP), tenue le 20 juin 2022, en visioconférence et en présentiel à 16 h 00.

-
- Présent.e.s : **ALBARELLO** Luc, (visioconférence), **LEWIS** John (Administrateur délégué), **de SAUVAGE** Gauthier (Président), **CHARLIER** Philippe (visioconférence), **DEDOBBELEER** Philippe
 - Représenté.e.s : **GREOLI** Alda, **BOURGOING** Daphné, **CROHAIN** Clément, **NOTHOMB** Charles-Ferdinand, **LAMBRECHTS** Bernadette,
 - Invité.e.s : **DELEFOSSE** Marie-Sarah (Directrice générale), **COMHAIRE** Thibault (Réviseur).
 - Excusé.e.s : **SALVI** Véronique, **du BUS** André, **MATZ** Vanessa, **MOUSSAOUI** Fatima
-

La séance commence à 16h03.

En préambule de la réunion, l'Administrateur délégué fait état des procurations reçues :

- Procuration de Daphné BOURGOING - Bon pour pouvoir ;
- Procuration de Alda GREOLI - Bon pour pouvoir ;
- Procuration de Clément CROHAIN à John LEWIS ;
- Procuration de Charles-Ferdinand NOTHOMB - Bon pour pouvoir ;
- Procuration de Bernadette LAMBRECHTS - Bon pour pouvoir ;

Avec 10 membres présents ou représentés sur les 14 que compte l'Assemblée générale, le quorum est atteint.



1. Approbation de l'ordre du jour – (Décision)

L'ordre du jour est approuvé.

2. Clôture des comptes 2021 – (Décision)

a) Comptes du CPCP

Rapport par Monsieur COMHAIRE (Réviseur) sur l'audit des comptes du CPCP effectué par le commissaire.

L'opinion émise sans réserve, sans aucune remarque et commentaire, sur un bilan total de 380.322 euros et un mali de 34.461 euros. Rapide commentaire sur les comptes. Le résultat se clôture par une perte de 34.000 euros. Parmi les grosses variations, c'est l'augmentation des charges de personnels, qui passe de 1.582.000 euros à 1.767.000 euros, soit une augmentation nette de 185.000 euros. Ce qui représente malgré tout une augmentation de près de 12% augmentation assez conséquente sur l'exercice. Autre fait marquant dans les charges, c'est la reprise de provisions de 60.000 euros qui permet finalement de diminuer la perte par la reprise de provisions. La contribution d'Action solidaire est passée à 110.000 euros. Les charges diverses représentent un peu moins de 100.000 euros.

Au passif, suite à la perte de l'exercice, les fonds propres sont réduits au montant de 2.658 euros. Le reste du passif est constitué des dettes à moins d'un an, avec les dettes salariales et sociales, et les petits soldes à régler sur 2022.

C'est loin d'être une belle année pour le CPCP conclu Gauthier de SAUVAGE. Les choses devraient se résorber et être plus positives sur le budget 2022. La réforme APE nous a vraiment pénalisée très fortement.

Les comptes 2021 du CPCP sont approuvés.

Vote de décharge du commissaire aux comptes – Vote de décharge des administrateurs et administratrices

L'Administrateur délégué propose le vote de la décharge au commissaire et aux administrateurs/administratrices pour ces différentes présentations.

La décharge du commissaire aux comptes et des membres du Conseil d'administration est approuvée à l'unanimité.



b) Comptes du Centre d'Archives du CPCP

Au niveau du rapport du CAD, il faut présenter les comptes spécifiques au CAD.

Au niveau des contributions en Communauté française (agrée Centre d'Archives), on perçoit un subside de 40.000 euros.

Au niveau de la Région wallonne, ce sont les APE. Il s'agit dans ce cas des APE relatives aux deux archivistes temps plein au CAD ; plus 10% des APE des Services généraux.

Résultat de l'exercice de 16 euros.

Les comptes sont approuvés.

3. Budget prévisionnel 2022 – (Décision)

Recettes : prévision à hauteur de 1.955.950 euros avec une majorité de recettes allant dans les dotations publiques.

598.420 euros de subsides de la Communauté française.

Au niveau de la Région wallonne, on prévoit un subside de 1.189.271 euros dont la part majoritaire correspond aux APE.

D'autres contributions (appels à projets) pour un montant de 13.637 euros.

Action Solidaire pour 40.000 euros.

Objectifs fixés pour les équipes (Participation/Formation) - Développement des projets pour un total de 110.000 euros.

Dépenses : changements minimes par rapport aux années précédentes. Augmentation légère pour les bâtiments (charges, crise énergétique). Au niveau des fournitures de bureau, on est similaire aux années précédentes. Légère augmentation « Fonctionnement et d'équipements » suite à la reprise, après ces deux années Covid (qui se répercutent aussi en Formations & Animations). Le gros poste est « Frais de personnel » qui est de 1.810.559 euros.

En termes d'amortissements, on reste sur les mêmes valeurs.

Si tout se passe comme prévu au niveau budgétaire, on prévoit un résultat d'exercice à 8.037 euros.

Le budget est approuvé.



4. Nomination d'une membre de l'Assemblée générale et administratrice – (Décision)

L'Administrateur délégué soumet la candidature de Marie-Pierre DEJOIE, Romaniste de formation, Madame DEJOIE a travaillé longtemps au Fonds social européen et poursuivi sa carrière à ETNIC, comme Administratrice générale adjointe. Retraitée, grande spécialiste des marchés publics, elle souhaite s'investir, de manière technique, au sein du CPCP. L'objectif de parité est dépassé.

La nomination de Mme Marie-Pierre Dejoie comme membre de l'Assemblée générale est approuvée.

L'Assemblée générale est désormais composée de :

- M. Luc Albarello
- Mme Daphné Bourgoing
- M. Philippe Charlier
- M. Clément Crohain
- M. Gauthier de Sauvage Vercours
- M. André du Bus de Warnaffe
- M. Philippe Dedobbeleer
- Mme Marie-Pierre Dejoie
- Mme Alda Greoli
- Mme Bernadette Lambrechts
- M. John-Philip Lewis
- Mme Vanessa Matz
- Mme Fatima Moussaoui
- M. Charles-Ferdinand Nothomb
- Mme Véronique Salvi

La nomination de Mme Marie-Pierre Dejoie comme membre du Conseil d'administration est approuvée. Le Conseil d'administration est désormais composé de :

- M. Luc Albarello
- Mme Daphné Bourgoing
- M. Gauthier de Sauvage Vercours
- M. André du Bus de Warnaffe
- M. Philippe Dedobbeleer
- Mme Marie-Pierre Dejoie
- Mme Alda Greoli
- Mme Bernadette Lambrechts
- M. John-Philip Lewis
- Mme Vanessa Matz
- Mme Véronique Salvi

5. Modification des statuts (Article 3) – (Décision)

Marie-Sarah DELEFOSSE propose de modifier l'article 3 des statuts afin d'élargir le public cible des activités liées à la participation et de prendre en compte la récolte, la conservation, l'inventorisation et la mise en valeur des archives du mouvement « Les Engagés ».

- Il est proposé d'ajouter « et opérateurs » au second paragraphe, 4^e tiret après « l'accompagnement de groupes ».
- Il est proposé de supprimer le 3^e paragraphe : « L'association est également en charge de la récolte, la conservation, l'inventorisation ainsi que la mise en valeur des archives du mouvement social-chrétien et démocrate humaniste, en particulier du cdH et de ses composantes. »
- Il est proposé de le remplacer par : « L'association est également en charge de la récolte, la conservation, l'inventorisation ainsi que la mise en valeur des archives des mouvances sociale-chrétienne, démocrate-humaniste ainsi que du mouvement Les Engagés et de ses composantes. »

Les modifications sont approuvées :

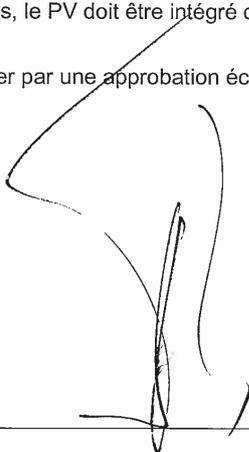
- « et opérateurs » est ajouté au second paragraphe, 4^e tiret, après « l'accompagnement de groupes »
- Le troisième paragraphe est supprimé et remplacé par « L'association est également en charge de la récolte, la conservation, l'inventorisation ainsi que la mise en valeur des archives des mouvances sociale-chrétienne, démocrate-humaniste ainsi que du mouvement Les Engagés et de ses composantes. »

6. Divers

L'approbation du PV pour des raisons techniques, le PV doit être intégré dans le Rapport d'activités.

Il vous sera envoyé mercredi matin pour procéder par une approbation écrite pour la fin de semaine.

Fin de la séance : 16h28



5.5. ANNEXE 1E : TABLEAU JUSTIFICATIF DES AMORTISSEMENTS

Libellé	Fin 16	Fin 17	Fin 18	Fin 19	Fin 20	Mvt 2021	Annulation 2	Fin 21	Dot 2016	Fin 2016	Dot 2017	Fin 2017	Dot 18	Fin 18	Dot 19	Fin 19	Dot 20	Fin 20	Dot 21	Annulation 2	Fin 21	Valeur nette	
9 sièges bureaux Bxl	2.461,75 €	2.461,75 €	2.461,75 €	2.461,75 €	2.461,75 €			2.461,75 €	492,35 €	492,35 €	492,35 €	984,70 €	492,35 €	1.477,05 €	492,35 €	1.969,40 €	492,35 €	2.461,75 €			2.461,75 €	- €	
2 sièges Mons	533,61 €	533,61 €	533,61 €	533,61 €	533,61 €			533,61 €	106,72 €	106,72 €	106,72 €	213,44 €	106,72 €	320,16 €	106,72 €	426,88 €	106,73 €	533,61 €			533,61 €	- €	
3 sièges Liege	800,42 €	800,42 €	800,42 €	800,42 €	800,42 €			800,42 €	160,08 €	160,08 €	160,08 €	320,16 €	160,08 €	480,24 €	160,08 €	640,32 €	160,10 €	800,42 €			800,42 €	- €	
1 siège	- €	- €	- €	- €	- €			898,00 €				- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €		224,50 €	- €	224,50 €	673,50 €
	- €	- €	- €	- €	- €			- €				- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €		- €	- €	- €	- €
	- €	- €	- €	- €	- €			- €				- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €		- €	- €	- €	- €
	3.795,78 €	3.795,78 €	3.795,78 €	3.795,78 €	4.693,78 €	- €	- €	4.693,78 €	759,15 €	759,15 €	759,15 €	1.518,30 €	759,15 €	2.277,45 €	759,15 €	3.036,60 €	759,18 €	3.795,78 €	224,50 €	- €	4.020,28 €	- €	673,50 €
3 portables + 4 fixes	3.941,33 €	3.941,33 €	3.941,33 €	3.941,33 €	3.941,33 €		- 3.941,33 €	- €	1.313,78 €	1.313,78 €	1.313,78 €	2.627,56 €	1.313,77 €	3.941,33 €		3.941,33 €		3.941,33 €		- 3.941,33 €	- €	- €	- €
Fujitsu E756	1.182,91 €	1.182,91 €	1.182,91 €	1.182,91 €	1.182,91 €		- 1.182,91 €	- €	394,30 €	394,30 €	394,30 €	788,60 €	394,31 €	1.182,91 €		1.182,91 €		1.182,91 €		- 1.182,91 €	- €	- €	- €
1 Lifebook A555		607,00 €	607,00 €	607,00 €	607,00 €			607,00 €				202,33 €	202,33 €	404,66 €	202,34 €	607,00 €		607,00 €			607,00 €	- €	607,00 €
1 portable Dell		1.083,57 €	1.083,57 €	1.083,57 €	1.083,57 €			1.083,57 €				361,19 €	361,19 €	722,38 €	361,19 €	1.083,57 €		1.083,57 €			1.083,57 €	- €	1.083,57 €
6 portables A357			4.890,26 €	4.890,26 €	4.890,26 €			4.890,26 €					1.630,09 €	1.630,09 €	1.630,09 €	3.260,18 €	1.630,08 €	4.890,26 €			4.890,26 €	- €	4.890,26 €
3 portables A357			2.467,27 €	2.467,27 €	2.467,27 €			2.467,27 €					822,42 €	822,42 €	822,42 €	1.644,84 €	822,43 €	2.467,27 €			2.467,27 €	- €	2.467,27 €
2 portables V330				1.352,78 €	1.352,78 €			1.352,78 €							450,93 €	450,93 €	450,93 €	901,86 €	450,92 €		1.352,78 €	0,00 €	0,00 €
5 portables Acer				621,11 €	621,11 €			621,11 €							207,04 €	207,04 €	207,04 €	414,08 €	207,03 €		621,11 €	0,00 €	0,00 €
5 portables Think Pad				3.769,03 €	3.769,03 €			3.769,03 €							1.256,34 €	1.256,34 €	1.256,34 €	2.512,68 €	1.256,35 €		3.769,03 €	0,00 €	0,00 €
3 portables V330				2.029,17 €	2.029,17 €			2.029,17 €							676,39 €	676,39 €	676,39 €	1.352,78 €	676,39 €		2.029,17 €	- €	- €
5 portables V130				- €	3.614,57 €			3.614,57 €								676,39 €	676,39 €	1.352,78 €	676,39 €		2.029,17 €	- €	- €
5 Lifebook					3.552,02 €			3.552,02 €									1.204,86 €	1.204,86 €	1.204,86 €		2.409,72 €	1.204,85 €	1.204,85 €
Kit éclairage et émetteur					818,64 €			818,64 €									1.184,01 €	1.184,01 €	1.184,01 €		2.368,02 €	1.184,00 €	1.184,00 €
APN Sony Alpha 6400					896,98 €			896,98 €									272,88 €	272,88 €	272,88 €		545,76 €	272,88 €	272,88 €
Oreillettes filaire					229,20 €			229,20 €									298,99 €	298,99 €	298,99 €		597,98 €	298,99 €	298,99 €
Kits de tourange smartphone				- €	466,35 €			466,35 €									76,40 €	76,40 €	76,40 €		152,80 €	76,40 €	76,40 €
Logitech Group					1.498,00 €			1.498,00 €									499,33 €	499,33 €	499,33 €		998,66 €	499,34 €	499,34 €
4 microcravates					220,00 €			220,00 €									73,33 €	73,33 €	73,33 €		146,66 €	73,34 €	73,34 €
1 portable HP 15 fq 2024nb					- €	649,00 €		649,00 €									- €	216,33 €			216,33 €	432,67 €	432,67 €
2portables HP 15 fq 2024nb					- €	1.298,00 €		1.298,00 €									- €	432,67 €			432,67 €	865,33 €	865,33 €
2 portables HP 15s-fq2024nb					- €	3.894,00 €		3.894,00 €									- €	1.298,00 €			1.298,00 €	2.596,00 €	2.596,00 €
Digitec installation Bruxelles					- €	3.317,22 €		3.317,22 €									- €	1.105,74 €			1.105,74 €	2.211,48 €	2.211,48 €
1 portable HP - 15-DW1078NB					- €	599,00 €		599,00 €									- €	199,67 €			199,67 €	399,33 €	399,33 €
Digitec installation Namur					- €	2.595,45 €		2.595,45 €									- €	865,15 €			865,15 €	1.730,30 €	1.730,30 €
4 portables HP 15s-fq2024nb					- €	2.396,00 €		2.396,00 €									- €	798,67 €			798,67 €	1.597,33 €	1.597,33 €
Vidéoprojecteur					- €	339,00 €		339,00 €									- €	113,00 €			113,00 €	226,00 €	226,00 €
Désuamédicatrice					- €	522,00 €		522,00 €									- €	174,00 €			174,00 €	348,00 €	348,00 €
																					- €	- €	- €
	5.124,24 €	6.814,81 €	14.172,34 €	21.944,43 €	33.240,19 €	15.609,67 €	- 5.124,24 €	43.725,62 €	1.708,08 €	1.708,08 €	2.271,60 €	3.979,68 €	4.724,11 €	8.703,79 €	5.606,74 €	14.310,53 €	8.808,46 €	23.118,99 €	11.559,17 €	- 5.124,24 €	29.553,92 €	- €	14.171,70 €
	8.920,02 €	10.610,59 €	17.968,12 €	25.740,21 €	37.933,97 €	15.609,67 €	- 5.124,24 €	48.419,40 €	2.467,23 €	2.467,23 €	3.030,75 €	5.497,98 €	5.483,26 €	10.981,24 €	6.365,89 €	17.347,13 €	9.567,64 €	26.914,77 €	11.783,67 €	- 5.124,24 €	33.574,20 €	- €	14.845,20 €

Le Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

est une ASBL d'éducation permanente, reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles.



**FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES**

Le Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation (CPCP) est une association sans but lucratif dont l'objectif fondateur est de promouvoir une citoyenneté active, responsable et inclusive, conformément aux préceptes de l'humanisme démocratique et du développement humain. Cette citoyenneté s'exerce par la participation de tous, sans discrimination de quelque nature que ce soit, à la construction d'une société globale plus juste, solidaire, ouverte sur le monde et respectueuse des droits humains, notamment civils, politiques, économiques, sociaux, environnementaux, culturels, philosophiques et religieux. (Article 1 de la Charte du CPCP).



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Avenue des Arts, 50\bte 6 – 1000 Bruxelles
02 318 44 33 | info@cpcp.be | www.cpcp.be